



Hassan II à Paris

A quelques jours du sommet franco-africain qui doit se tenir à Paris du 11 au 13 décembre, M. Mitterrand aura reçu deux chefs d'Etat parmi les plus fidèles amis de la France. La visite du président du Sénégal s'achève, celle du roi du Maroc commence. L'un appelle l'Elysée à continuer de donner l'exemple aux pays occidentaux pour des pressions progressives sur l'Afrique du Sud raciste. L'autre lui demandera de persister dans ses efforts pour convaincre ses partenaires de la CEE de prendre en considération les iniquités des Maghrébins.

Le Maroc et la Tunisie ont réussi à développer leur production de fruits et de légumes. Ils y voyaient, avec nombre d'experts du tiers-monde, une source d'emplois et de développement régional équilibré sans rupture brutale du tissu social traditionnel, et ils comptaient sur leur exportation pour combler une partie de leur déficit commercial. Mais l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal risque de compromettre leurs ventes. Des aménagements viennent d'être proposés par les Dlx. Ils ne rassurent pas totalement Rabat, qui demande une négociation globale.

Les deux chefs d'Etat qui appellent ainsi l'Occident à dépasser ses intérêts immédiats pour préserver à long terme les possibilités de dialogue et de coopération avec une Afrique stable sont aussi mêlés de près aux tractations pour le règlement du conflit tchadien, interne au continent mais qui ne laisse pas la France indifférente. L'un est président en exercice de l'OUA, chargé de faciliter la discussion entre les belligérants. L'autre, lié à la Libye par un « traité d'union », peut espérer influencer sur le colonel Kadhafi, sans lequel la paix est impossible au Tchad.

Depuis longtemps, le colonel Kadhafi est obsédé par les regroupements régionaux, que ses volte-face ne contribuent pas toujours à faciliter. Pour lui permettre de sauver la face, le Maroc propose que le Tchad se joigne au traité « d'union ». Le dirigeant libyen, attendu prochainement à Dakar, offrira au président de l'OUA de retirer ses troupes du nord du pays en contrepartie de la création d'une force africaine au sein de laquelle ces troupes seraient représentées.

Il est probable que le souverain marocain a des idées à faire valoir sur ce projet, qui, s'il prenait forme, placerait M. Mitterrand devant le problème de savoir s'il peut se permettre de faire confiance une seconde fois au colonel Kadhafi.

D'autres questions appelant une réponse réfléchie seront évoquées lors des entretiens avec le roi Hassan. Par exemple, quand celui-ci annonce son intention d'acheter vingt-quatre Mirage-2000, un problème de financement se pose : faut-il consentir des conditions spéciales au Maroc pour éviter qu'il ne se retienne davantage vers les Américains ? Faut-il aussi faire de telles livraisons au risque d'agacer encore plus l'Algérie, alors que le Polisario fulmine déjà contre cette visite ?

(Lire nos informations page 3.)

AUSTÉRITÉ ET TERRORISME

L'agitation et les tensions s'aggravent à Athènes

Un attentat à la voiture piégée, mardi soir 26 novembre, dans le centre d'Athènes, a causé la mort d'un policier, douze autres étant blessés, dont plusieurs grièvement. Cependant, une polémique se développe avec les autorités de Grèce sur les conséquences meurtrières de l'assaut donné dimanche au Boeing d'Egypt Air, détourné sur l'aéroport de La Valette. Douze ressortissants grecs ont trouvé la mort à cette occasion.

Athènes est en effervescence. A la veille de la présentation par le gouvernement d'un projet de budget d'austérité, qui va faire rebondir une agitation sociale latente depuis plusieurs semaines, la conjonction d'une série d'événements, sans rapports entre eux, a plongé la capitale grecque dans un état d'émotions confuses : colère contre le gouvernement socialiste pour sa politique de rigueur, colère, après le détournement du Boeing d'Egypt Air, contre l'intervention du commando égyptien qui a coûté la vie à douze ressortissants grecs, dont les corps devaient être rapatriés ce mercredi à Athènes ; colère contre l'étranger qui, de nouveau, soupçonne ou accuse la Grèce de ne pas savoir assurer la sécurité dans ses aéroports ; et puis stupeur et consternation, mardi soir, à l'annonce de l'un des attentats

les plus violents qui aient été commis depuis longtemps dans ce pays.

Le réflexe nationaliste s'exprime donc à nouveau, avec d'autant plus de virulence que l'aéroport d'Athènes a de nouveau été mis en cause, assez injustement semble-t-il, en particulier par le ministre onest-allemand de l'intérieur, M. Zimmermann, qui appelait mardi au boycottage.

Autant d'éléments qui contribuent à altérer le climat, alors que les manifestations étudiantes se poursuivent, que se développe le sentiment de l'insécurité et que les syndicats s'appellent à livrer un nouvel assaut contre la politique économique du gouvernement.

G. T.

(Lire nos informations page 28.)

LA GROGNE DE CERTAINS OFFICIERS

Coup de cœur pour l'opposition

Des généraux « grincheux » ou des généraux « heureux » ? Selon les jours, le ministre de la défense, M. Paul Quilès, stigmatise les premiers et donne les seconds en exemple. Est-ce aussi simple ? A croire certains, l'armée serait au bord de l'indiscipline. D'autres la voudraient sans états d'âme. N'est-ce pas excessif ? En réalité, l'armée française est, comme ces corporations de l'Etat qui n'ont pas le cœur à gauche, en attente de connaître l'issue de la bataille électorale de mars 1986. On traîne un peu les pieds. On se laisse aller à quelques accès de mauvaise humeur. On se prépare aux règlements de comptes et, le cas échéant, à des recensements politiques en vue de la suite à venir.

A vrai dire, les grincements de dents de certains officiers généraux ou supérieurs n'annoncent pas le printemps de l'armée : ils ne préfigurent aucun renouveau de la pensée militaire. Pas davantage, ces mêmes grincements de dents ne signifient l'automne de l'actuel ministre de la défense : les

« aigres » des généraux donnent à M. Quilès des raisons supplémentaires de se comporter autrement qu'en « ministre intérieur » de la défense.

Pour avoir, chacun à sa manière, condamné la politique actuelle de défense, les généraux Jean Delaunay, Etienne Copel, Philippe Arnold, Guy Méry et le colonel Gérard Arnabec (dit « Spartacus ») sont-ils représentatifs de leurs frères d'armes ? Parlent-ils en leur nom ? Faut-il voir en eux les Cassandra d'une armée française dont le gros de la troupe, confiné dans le devoir de réserve, laisserait à d'autres le soin de prédire la mauvaise nouvelle.

Chaque cas est distinct. Le général Delaunay, après un divorce à l'amiable pour incompatibilité d'humeur avec le précédent ministre de la défense, M. Charles Hernu, se soucie, désormais, davantage du réarmement moral de la nation que du rééquipement de son ancienne armée de terre. Le général Copel

s'est laissé convaincre, par ses amis de l'Institut des hautes études de défense nationale, qu'il avait la hardiesse d'un grand stratège. Le général Méry s'obstine à rappeler que, de son temps, avant 1980, lorsqu'il était chef d'état-major des armées, il pensait avoir engagé des projets que la gauche a, depuis, oubliés d'appliquer. Le colonel Arnabec ne dissimule pas sa haine des socialistes, qu'il a divulgués après coup les péripéties des opérations extérieures auxquelles il était, à l'époque, associé quand, de son poste au centre opérationnel des armées, il les exécutait.

Seul, le général Arnold se différencie de ses confrères en critiques « tous azimuts ». Il est en activité. Du même enup, ses propos prennent une dimension particulière : il parle avec sa chair, il souffre avec elle. Mis en confiance par son entourage d'un jour et, peut-être, « piégé » par lui, le général Arnold est plus difficilement « récupérable » par la polémique politique. En ce sens, il est un porte-parole plus authentique de la corporation.

En lui se retrouvent tous les militaires qui accusent, à tort ou à raison, l'actuel gouvernement d'avoir deux langages : un too catégorique pour exprimer ses options de défense et un fillet de voix pour distribuer, avec parcimonie, les crédits aux armées.

Pendant quelques années, la personnalité de M. Hernu a masqué la situation. Entretien avec l'institution militaire des relations affectives qui durent parfois enoie, le prédécesseur de M. Quilès était perçu comme « le moins mauvais » des ministres de la défense qu'un pouvoir de gauche était susceptible de vouloir attribuer aux armées. La corporation lui pardonnait beaucoup. Il ne l'ignorait pas, et il en a profité, même, pour faire avaler la pilule. « De la poudre aux yeux social-démocrate », dit aujourd'hui un officier qui reconnaît s'y être laissé prendre.

A quatre mois des élections législatives, une partie de l'armée se réveille et maugrée. Elle ne sonne pas la curée antisocialiste ou anti-Quilès, comme on aimerait le faire accroire à gauche où toute grogne militaire rappelle de mauvais souvenirs aux plus anciens. Elle ne prend pas davantage le chef de l'Etat pour cible avouée.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 11.)

POLEMIQUE AUTOUR DE LA TÉLÉVISION PRIVÉE

Fronde à droite et à gauche contre la 5^e chaîne

La polémique se durcit autour de la cinquième chaîne de télévision. Créateurs et professionnels de la communication multiplient les critiques. L'opposition s'appête à exploiter ce mécontentement, tandis que le PS, embarrassé, cherche un compromis. Le gouvernement invite Europe 1 et Radio-Monte-Carlo à rejoindre la « 5 », mais redoute le débat parlementaire des 28 et 29 novembre autour du cahier des charges de la future chaîne privée.

Le Parti socialiste manifeste de plus en plus ses états d'âme sur le dossier des télévisions privées. Le 26 novembre, le groupe parlementaire a été reçu par M. Georges Fillioud, mais est resté très partagé devant les explications du secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication. En fin d'après-midi, une délégation socialiste rencontrait le premier ministre, M. Laurent Fabius, sur le même sujet. Et M. Jospin a été reçu par le président de la République, Tennes à l'écart par le gouvernement des décisions concernant la cinquième chaîne, les socialistes ne paraissent pas tous prêts à jouer les « godillots » et redoutent d'être pris à contre-pied.

En effet, sur les bancs de l'Assemblée nationale et du

Sénat, ce sont aujourd'hui les représentants de l'UDF et du RPR qui se présentent comme les avocats des industries culturelles françaises et s'appête à déposer des amendements pour défendre l'esprit de la loi sur la communication audiovisuelle de 1982, contre ses propres auteurs. Or les mêmes partis avouaient, il y a encore quelques semaines, leur difficulté à élaborer un programme culturel crédible face aux réalisations du gouvernement socialiste.

Ce renversement du rapport de forces ne se réduit pas à une simple manœuvre politique. Les élus de l'opposition s'appuient sur le mécontentement des milieux professionnels et artistiques, et utilisent habilement le silence prolongé du ministre de la culture, M. Jack Lang, à l'Elysée, comme à Matignon, on avoue avoir été surpris par l'ampleur des réactions provoquées par la création de la cinquième chaîne. Elles étaient pourtant prévisibles. Les entreprises de communication, secteur particulièrement choyé par le gouvernement, ont été habituées par lui à plus de concertation. Menacées dans leurs équilibres économiques par le cahier des charges de la « 5 », elles se sont mobilisées très rapidement au travers d'organisations bico rdées par quatre ans de négociations sur les dossiers de Canal Plus, du câble ou de la loi sur les droits d'auteur.

Mais, en-deà de cette fronde professionnelle, ce sont aussi des dizaines de milliers de créateurs, acteurs, réalisateurs, écrivains, qui se sentent agressés par le lancement d'une télévision commerciale et la perspective de voir leurs œuvres coupées par des spots publicitaires. Les plus actifs se mobilisent au sein des sociétés d'auteurs, les autres expriment leur malaise en adressant lettres et télégrammes au président de la République comme au ministre de la culture.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 22.)

Portes ouvertes au « Monde »

Samedi 30 novembre, de 10 heures à 17 heures, le journal recevra ses lecteurs.

PAGE 21

Un collectif de 9,4 milliards de francs

Le déficit budgétaire atteint 3,3 % du PNB.

PAGE 28

Les élections au Honduras

Un vainqueur embarrassé, le libéral José Azcona.

PAGE 4

Attentat au Pendjab

Un prêtre blessé dans le temple sikh d'Amritsar.

PAGE 5

Le Monde

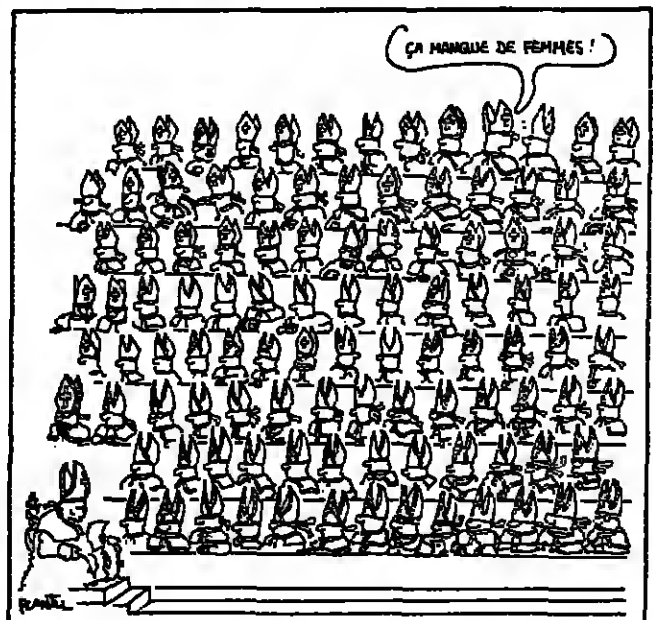
ARTS ET SPECTACLES

Francis Hester : « le Cid » au Road-Point
Nada Strasser : « Lucrèce Borgia » à Chaillet
Pages 13 à 20

Débats : Affrontements (2)
Etranger (3 à 5) Politique (6 à 8) Société (10 et 11)
Communication (22) Economie (24 à 27)

Programmes des spectacles (16 à 20) Radio-télévision (23) Informations services : Météorologie, Mots croisés (12) Carnat (12) Annonces classées (23)

Synode : la curie critiquée



Il n'est pas question de revenir sur les acquis du concile Vatican II : cette assurance ayant été donnée dès la première séance, le synode extraordinaire de Rome a pu aborder la question, très concrète, des rapports entre la curie romaine et les conférences épiscopales. On a entendu à ce propos, mardi 26 novembre, les premières critiques contre le fonctionnement, jugé trop centralisateur, de l'Eglise catholique, et une réponse du cardinal Ratzinger.

(Lire page 11 l'article de HENRI TINGO.)

CÉRÉSOLE
WEMPE

JOAILLIER
présente
la collection
complète
Rolex Oyster

ROLEX
GENÈVE

16 rue Royale, Paris 8^e



الصحافة العالمية

étranger

La visite en France du roi Hassan II du Maroc

Près d'un quart de siècle de règne : un interlocuteur écouté

L'hôte de la France a derrière lui presque un quart de siècle de règne. Le « commandeur des croyants », trente-cinquième descendant du prophète Mohammed, dix-septième souverain de la dynastie alaouite, avait trente-deux ans quand il a succédé en 1961 à son père Mohammed V. Celui auquel de Gaulle donnait du « cher et grand ami » n'en est pas à sa première visite en France, mais il est toujours un interlocuteur écouté par les présidents successifs. A la fin de son essai sur le Maroc, mais il est toujours un interlocuteur écouté par les présidents successifs. A la fin de son essai sur le Maroc, mais il est toujours un interlocuteur écouté par les présidents successifs.

Le Proche-Orient, les relations de la CEE avec le Maghreb, le Tchad, le conflit saharien et, plus prosaïquement, la dette du Maroc à l'égard de la France - évaluée à plus de 9 milliards de francs - seront parmi les principaux thèmes d'entretien. Les grands débats sans issue immédiate ne doivent pas occulter une préoccupation moins élevée, encore que bien compréhensible dans le contexte maghrébin : montrer au peuple marocain, et aussi à l'Algérie, que le roi est l'objet d'autant d'égards que l'a été le président Chadi lors de sa visite officielle en France.

Le coup de passion pour l'Algérie évoqué par M. Claude Cheysson au début du septennat, le préjugé favorable de nombreux élus socialistes à l'égard du Polisario, pouvaient inquiéter le roi Hassan II. Pendant quelques années, la mode a été pour certaines municipalités de gauche de faire un voyage dans la région de Tindouf, base du Polisario en Algérie, pour un jumelage symbolique avec des « villes libérées ».

Après les trébonds de janvier 1984, un frein a été mis à la politique de vérité des prix. Mais de nouvelles augmentations ont été décidées récemment. Les arrestations opérées en octobre - les opposants exilés en France ont publié la liste de quarante-six noms - ont suscité la volonté de prévenir de nouvelles manifestations, que faisait prévoir la diffusion de tracts.

Les préoccupations d'Amnesty International

A l'occasion de la visite du roi Hassan II, la section française d'Amnesty International lui a adressé un dossier rappelant ses préoccupations relatives au Maroc. Voici l'essentiel de celles-ci : Plus de cent personnes sont actuellement emprisonnées dans ce pays en raison de leur appartenance à divers groupes d'opposition. Condamnées en 1973 et 1977 à de très lourdes peines (six d'entre elles purgent des peines de réclusion à perpétuité), ces personnes n'ont pourtant pas eu recours à la violence ni préconisé son usage.

L'organisation s'inquiète aussi du silence officiel au sujet du sort d'une centaine de militaires arrêtés à la suite des attentats contre le roi en 1971 et 1972. Selon certaines informations, leurs conditions de détention seraient en fait très mauvaises. Beaucoup d'entre eux n'auraient pas été libérés à l'expiration de leur peine.

LE PRINCE HÉRITIER PROMU NUMÉRO DEUX DE L'ARMÉE

Rabat (AFP). - Le roi Hassan II a nommé, le 26 novembre, son fils aîné, le prince héritier Sidi Mohamed, commandeur des affaires d'état-major général des forces armées royales. Cette fonction était exercée par le ministre de la maison royale, le général Mohamed Vefi Alaoui, dont l'âge est assez avancé, et qui demeurera à son poste le temps que le prince héritier puisse se préparer à sa nouvelle mission.

Déception du Polisario

La France s'est abstenue lors du dernier débat sur le Sahara occidental à l'ONU. Elle peut « jouer un rôle décisif dans le règlement du conflit, mais malheureusement son soutien fait défaut », a déclaré samedi M. Ibrahim Hakim, « ministre des affaires étrangères de la République arabe sahraïenne démocratique » au début d'une « conférence de soutien au peuple sahraoui » organisée à Paris par des sympathisants de plusieurs pays. Un membre du secrétariat international

Tous les partis, y compris la petite formation communiste, soutiennent la politique saharienne du Palais. Cependant un gouvernement d'union nationale, comme il en existe précédemment, n'a pas pu être formé après les élections législatives de septembre 1984. L'indigence, le parti historique de l'indépendance, mécontent du résultat du scrutin, ne compte plus de ministres, ni l'Union socialiste des forces populaires (USFP), qui avait pourtant accu

Comme à chaque visite officielle du roi en France, les organisations d'opposants exilés font campagne et sortent de graves accusations contre le régime. Amnesty International s'en fait l'écho en des termes plus mesurés, affichant moins de certitudes mais demandant des « renseignements » pour leur démontrer que ce sont de « faibles montres » (le Monde du 27 novembre). Il a aussi invité, mardi, une équipe d'Antenne 2 à venir enquêter sur les conditions de détention des condamnés pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Algérie

Les amendements à la Charte pourraient être adoptés par voie référendaire

Alger. - Les travaux sur l'écriture de la Charte nationale touchent à leur fin. Le comité central du Front de libération nationale (FLN) est réuni ce mercredi 27 novembre pour étudier l'avant-projet de « nouvelle Charte ». Les amendements qu'il peut apporter « ne touchent pas le fond mais la forme », explique M. Mohamed Cherif Messadida au cours de l'entretien qu'il nous a accordé. Dimanche, le comité central doit en tout cas adopter l'avant-projet, amendé ou non, puis décider d'une date pour le congrès du parti (vraisemblablement autour du 20 décembre), qui à son tour se prononcera sur l'avant-projet.

Si les modifications sont mineures, si les nouvelles orientations ne remettent pas en cause les options fondamentales du parti et de l'Etat algérien, le congrès peut adopter la nouvelle charte. Il est également en son pouvoir de décider de soumettre le texte au peuple par voie de référendum. La charte de 1976 avait été adoptée de cette façon. Sans préjuger de la décision du congrès, les responsables algériens autorisés à parler de ce sujet

LE ROI N'A ADRESSÉ AUCUNE INVITATION A M. PÉRÉS

Rabat (AFP). - Le roi Hassan II du Maroc « n'a ni directement ni indirectement adressé aucune invitation à M. Shimon Pérès », le premier ministre israélien, indique une mise au point officielle marocaine publiée, mardi 26 novembre, à Rabat. Plus tôt dans la journée, le roi Hassan II avait déclaré qu'il n'envoyait pas d'invitations « contacts directs » avec ce dernier. « Si M. Pérès a quelque chose de concret à proposer (en vue d'un règlement au Proche-Orient), il peut mettre ses propositions dans une enveloppe et les adresser au secrétaire général de l'ONU », avait déclaré le roi au cours d'une interview, à la veille de sa visite d'Etat en France.

Le budget militaire (théorique) reste stationnaire

Moscou. - Le Soviet suprême a adopté, mardi 26 novembre, la nomination de M. Nikolai Rykov comme président du conseil des ministres. Le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, a prononcé à cette occasion un vibrant éloge de l'intelligence, ingénierie, ancien directeur d'usine qui, à cinquante ans, est un bon représentant de la nouvelle génération au pouvoir.

EUROPE

URSS

Le budget pour l'an prochain était présenté par M. Victor Dementsev, vice-ministre des finances (le ministre lui-même est récemment décédé et n'a pas encore été remplacé). De son côté, le nouveau président du comité d'Etat à la planification (Gosplan), M. Talyzine, a dressé un bilan provisoire de l'exécution du plan en 1985 et fixé les objectifs pour l'an prochain. Selon M. Talyzine, le revenu national devrait augmenter cette année de 3,5 % et la production industrielle de 3,9 % par comparaison avec 1984. Le rapporteur a été plus évasif sur l'agriculture qui reste un des points faibles de l'économie soviétique. M. Talyzine a d'autre part estimé que l'augmentation de la productivité, 3,7 %, serait cette année conforme au plan.

Le budget militaire (théorique) reste stationnaire

1985 doivent être accueillis avec prudence. A la dernière session d'automne du Soviet suprême, le 27 novembre 1984, l'ancien président du Gosplan, M. Balbakov, avait annoncé une augmentation du revenu national de 3,1 % pour l'année 1984. Un peu moins de deux mois plus tard, les statistiques officielles publiées par la Pravda révélaient ce résultat en baisse et ne donnaient plus que 2,6 %.

PRIX FÉMINA

Hector Bianciotti

Sans la miséricorde du Christ roman GALLIMARD nrf

AMÉRIQUES

Colombie

LES RETOMBÉES DE L'AFFAIRE DU PALAIS DE JUSTICE DE BOGOTÁ

Le président Betancur est de plus en plus critiqué et donne l'impression d'être prisonnier des militaires

De notre envoyé spécial

Bogotá. — Les deux drames se sont emboîtés et ont donné aux Colombiens le sentiment aigu du malheur. Armero et ses quelque vingt-deux mille morts, ses milliers de rescapés aux corps mutilés, ses dizaines de milliers de sans-abri, une semaine plus tôt, le dénouement sanglant de la prise du palais de justice avec ses conséquences désastreuses pour l'équilibre politique du pays.

Pendant les longues journées où la Colombie a souffert, avec les blessés qu'on tirait de la boue, les témoignages et les informations ont continué d'affluer sur ce qui s'était passé les 6 et 7 novembre dans l'enceinte de la Cour suprême, prise sous le feu croisé des guérilleros du M 19 et des ébous de l'armée.

Ce qu'on sait aujourd'hui — et qui reste partiel — contredit la version officielle des événements et les déclarations faites au monde par le ministre colombien des relations extérieures. Pour prouver la « sauvegarde » de la guérilla et justifier l'action des forces de l'ordre, les autorités ont affirmé, dès le départ, que le M 19 avait tué de sang-froid ses otages, en particulier les onze magistrats de la Cour suprême qui comptaient parmi la centaine de victimes de l'opération. Une telle affirmation reposait essentiellement sur le témoignage d'un des trois juges rescapés, Umberto Murcia Ballén, qui disait avoir vu l'un de ses collègues de la Cour, le juge Manuel Gavoa, assassiné par un guérillero. Or M. Murcia Ballén dément avoir tenu de tels propos. Les journaux (il s'agit en l'occurrence du quotidien *El Tiempo*) « ont déformé ce que j'ai raconté », nous dit-il. Ce que j'ai vu, c'est mon collègue Gavoa qui portait les mains à sa tête, alors que se bécotaient crâniellement. Je ne peux pas dire si c'est sous l'effet d'une balle ou d'une grenade, ni d'où elle était partie.

Autre affirmation développée longuement par le ministre de la justice et reprise par son collègue des relations extérieures : ce présumé d'assaut la Cour suprême, le M 19 aurait fait une opération qui servait la Mafia de la drogue. L'une des « preuves » avancées : le feu qui a consumé le palais aurait été provoqué par les guérilleros pour détruire les archives où se

trouvaient les dossiers relatifs à l'extradition de certains trafiquants.

Or l'un des adjoints du ministre de la justice, dont on comprendra qu'il reste anonyme, estime qu'une telle « preuve » ne tient pas. « Pourquoi détruire ces dossiers puisqu'il en existe des copies ailleurs, notamment au département de la justice de Washington ? », dit-il. En outre, les archives contenant bien d'autres dossiers gênants, comme sur la pratique de la torture par l'armée, valent-elles d'être détruites ?

« Intransigeance »

En vérité, si l'on en croit notre interlocuteur, la plupart des informations officielles sur les liens du M 19 avec la Nardo Traffic ne reposent que sur des hypothèses.

Ni le gouvernement ni les médias ne sortent grandis de la faço dont a été présentée l'affaire du palais de justice. L'opinion publique ne s'est pas laissée abuser pour autant. Un sondage révèle que 60 % des personnes interrogées désapprouvent l'action gouvernementale et 80 % estiment que M. Betancur aurait pu éviter la mort des magistrats. Après les prises de position unilatérales des premiers jours, un véritable mouvement d'opinion s'est formé ces derniers semaines pour critiquer l'attitude du chef de l'Etat. Personne ne prétend que M. Betancur puisse être originaire des bases présentes par le M 19, dont l'action suicidaire et irrationnelle est condamnée unanimement. Mais on attendait de lui qu'il fasse le maximum pour sauver les otages, en répondant aux appels au cessez-le-feu lancés désespérément par les magistrats.

Les familles de cinq des juges sacrifiés viennent d'écrire au président de la République pour répudier son « intransigeance » et sa « froideur ». Plusieurs milliers de fonctionnaires de l'administration judiciaire ont manifesté à Bogotá, le vendredi 22 novembre, contre l'action des forces de l'ordre.

M. Betancur étant conservateur, c'est le Parti libéral qui a donné à l'affaire sa dimension politique, en prenant acte de ce que le pouvoir judiciaire et en demandant que le gouvernement rende des comptes au Parlement.

La catastrophe d'Armero a compliqué davantage la situation du président en provoquant des doléances contre l'imprévision gouvernementale. M. Betancur a sembler pendant ces jours difficiles, désemparé, sans ressort. Il a cependant surmonté l'épreuve en obtenant le soutien de ses prédécesseurs (six anciens présidents de la République), qu'il a réunis à deux reprises et dont la prise de position a permis d'éviter une crise constitutionnelle, si l'on en croit M. Vasquez Carrizosa, ancien ministre des relations extérieures et président du comité de défense des droits de l'homme.

Depuis le 6 novembre, M. Betancur a reçu d'autres appels gênants et contradictoires. Ceux qui condamnaient sa politique de la main tendue à la guérilla l'ont applaudi pour sa « fermeté » face au commando qui occupait le palais. Tel est le cas par exemple des propriétaires terriens et des chefs d'entreprise de la vallée du Cauca, région devenue le fief rural du M 19. Dans les milieux de droite et dans l'armée, l'image de M. Betancur s'est améliorée. Mais elle s'est dégradée ailleurs.

Le rôle de l'armée

Le président donne de plus en plus l'impression, en effet, d'être prisonnier des militaires. Certains de ses partisans estiment même que c'est l'armée qui a mené seule l'opération du palais de justice et que M. Betancur a été contraint ensuite d'en assumer la responsabilité. Au fur et à mesure que le processus de paix s'est enclenché, les généraux ont élargi leur marge de manœuvre et les « faucons » des deux bords ont triomphé. Savoir qui a rompu le premier le cessez-le-feu signé l'an dernier avec la guérilla n'a plus guère de sens. Des deux côtés, des incidents ont éclaté, rendant chaque jour un peu plus théorique la trêve des armes. M. Eduardo Pizarro, sociologue, et l'un des meilleurs connaisseurs du M 19 explique : « Les persécution de l'armée et les attentats des groupes paramilitaires ont fourni des arguments aux « militaires » du mouvement qui l'ont emporté sur les partisans d'une solution politique. » Attentats qui ont eu lieu dans la zone rurale où ils vivent chaque fois des guérilleros convertis à l'action politique ou sur le point de le faire. Il y a

eu d'abord, en pleine trêve, l'assassinat de Carlos Toledo Plata, l'un des chefs politiques du M 19, qui venait de reprendre son métier de médecin dans une ville de l'intérieur. Puis une bombe lancée contre Navarro Wolf, autre dirigeant politique du mouvement, et l'un des hommes du dialogue avec le gouvernement.

Le 14 novembre, c'est Ricardo Lara-Pedraza, ancien directeur de l'ELN (Armée de libération nationale), qui avait abandonné depuis douze ans la guérilla et dirigeait une organisation politique dans la région du Moyen-Magdalena, qui a été abattu par des tueurs. Enfin, le 20 novembre, le même sort a été réservé, ce plein Bogotá, à Oscar William Calvo, qui était sorti de la clandestinité pour devenir le porte-parole de l'EPL (Armée populaire de libération), organisation de guérilla signataire du cessez-le-feu et qui faisait partie de la nouvelle commission de paix formée il y a un mois par le président Betancur.

On assiste à une liquidation sélective et systématique des cadres de la gauche », dit M. Eduardo Pizarro, qui prévoit pour son pays une évolution à la centraméricaine. Le principal mouvement de guérilla, les FARC, communistes, avait réussi jusqu'à présent à respecter la trêve. Mais cinq de ses vingt-sept « fronts » ont déjà décidé de reprendre la lutte armée ou seraient sur le point de le faire.

M. Betancur avait promis des réformes sociales pour la dernière année de son mandat, afin d'éliminer, disait-il, « les causes objectives de la violence ». S'agit-il en réalité de la loi ? M. Vasquez Carrizosa, qui appartient au même parti que le président, pense que non. « Déjà, l'appui des partis lui a fait défaut pour faire les réformes politiques », dit l'ancien ministre. Ni les libéraux ni les conservateurs n'acceptent de réformer l'administration pour la démocratiser. Ils ne veulent pas renoncer à leur quote-part dans la répartition des emplois publics. Betancur aura la même difficulté pour les réformes sociales. Après l'affaire du palais de justice, il a sans doute renforcé son autorité dans l'armée et les milieux économiques et financiers, mais il ne peut plus être le président, comme il le voulait, d'un changement social profond.

CHARLES VANHECKE.

LES ÉLECTIONS AU HONDURAS

Un vainqueur embarrassé, le libéral José Azcona

De notre envoyé spécial

Tegucigalpa. — Un gagnant certain mais discret : Washington ; un battu qui conserve malgré tout sa superbe : Suazo Cordova, le chef de l'Etat ; un président mal élu et embarrassé mais qui devra résister, sans nouvelle manœuvre de couloir, à Suazo Cordova en janvier 1986 ; l'ingénieur José Simon Azcona, leader de l'une des deux tendances du Parti libéral. Enfin, un vainqueur

moral satisfait de sa belle performance et qui triomphe avec une destinée calculée : Rafael Leonardo Callejas, nouveau patron d'un Parti national renoué. Tel est le premier bilan que l'on peut dresser des élections générales qui ont eu lieu, le dimanche 24 novembre, au Honduras. Le dépouillement du scrutin a traîné en longueur, et le tribunal national des élections ne devrait rendre son verdict officiel que dans plusieurs semaines. Mais les tendances

sont assez claires. Comme en 1981, le Parti libéral l'emporte sur son adversaire traditionnel, le Parti national, de quelques milliers de voix seulement. Approchant la barre des 50 %, il pourrait cependant disposer de la majorité absolue dans la prochaine Assemblée législative. Le Parti libéral d'autant plus la garde, réforme très controversée de la loi électorale qui permet aux quatre tendances, pourtant en net désaccord, de joindre leurs voix à l'heure du décompte. Les élections générales ont donc aussi permis de trancher, provisoirement, les querelles de chefs au sein des partis dominants. Pour le parti national, c'est sans appel. Callejas ramasse plus de 90 % des suffrages bleus et blancs. Chez les libéraux, Azcona l'emporte mais le scrutin est serré. Suazo, Oscar Mejia Arellano (OMA), a fait mieux que prévu grâce au soutien décisif du gouvernement et de l'appareil du parti dans les zones rurales où les paysans ont l'habitude de voter pour le « candidat du pouvoir ».

Les Etats-Unis ont tout lieu d'être satisfaits. Vue de l'extérieur, la consultation du 24 novembre est un exercice raisonnable de démocratie en Amérique centrale. Un président civil va transmettre ses pouvoirs à son successeur civil à l'issue d'élections libres et techniquement correctes. L'armée s'est limitée à garantir l'ordre et n'est pas intervenue dans le scrutin. Les Hondurasiens ont voté avec civisme, enthousiasme et discipline.

Les Etats-Unis ne vont pas manquer d'opposer les élections démocratiques du Honduras aux « élections truquées du Nicaragua ». Les choses sont pourtant plus subtiles. Malgré quelques irrégularités et une organisation un peu faible, il y a eu moins de confusion et d'anarchie au Honduras dimanche que lors des élections nicaraguayennes de mai 1984. Il y a eu moins de pressions directes ou indirectes de l'appareil d'Etat sur les électeurs avant et pendant le scrutin qu'au Nicaragua pour les élections générales de novembre 1984. Et, en revanche, les combinaisons de couloirs et les manœuvres (souvent à la limite de la légalité) du gouvernement pour « orienter » le scrutin dans le bon sens n'ont pas manqué et sont dénotées, avec fatalisme et résignation,

par les opposants qui critiquent l'« autoritarisme » et le « mauvais goût » du président Suazo Cordova.

Les Etats-Unis ont également satisfait du résultat. Callejas, du Parti national, et Azcona, du Parti libéral, sont en fait des conservateurs modérés, démocrates, pénétrés de bonnes intentions sociales, et convaincus tous les deux que la coopération avec l'Amérique est une donnée fondamentale de la politique de leur pays, trop faible, trop pauvre pour résister longtemps aux requêtes ou aux « conseils » de Washington. Un gouvernement libéral dirigé par Azcona sera même plus faible et plus « souple » qu'un gouvernement d'extrême droite dirigé par Callejas.

Les résultats du scrutin du 24 novembre sont, d'autre part, un échec pour le président en exercice. Il n'a pas réussi à rester au pouvoir deux ans de plus, et son candidat, Oma, n'a pas suscité beaucoup d'enthousiasme chez les électeurs. Il est intervenu de façon patante dans la campagne, et son discrédit est évident, mais il garde le moral et le soutien. « Il a plus d'un tour dans son sac », disent ses intimes d'un air entendu.

Si le vote était direct, Rafael Leonardo Callejas serait aujourd'hui le président élu, car il a écrasé tous ses adversaires. Mais il a promis de respecter les décisions du tribunal national des élections. Il a le temps. Il n'a que quarante-deux ans.

Inconnu il y a encore quatre mois, il est la nouvelle étoile au ciel politique du Honduras. Il va en toute hypothèse jouer un rôle de premier plan, encore que les députés, élus sous l'étiquette du Parti national, ne soient pas nécessairement des fidèles.

Pour mémoire, on peut mentionner les scores plus que modestes des deux petites formations, la Démocratie chrétienne et le PDNU (Parti d'innovation et d'unité). Leurs dirigeants sont très respectables et non moins modérés que les chefs du Parti national et du Parti libéral. Mais les traditions restent fortes au Honduras.

MARCEL NIEDERGANG.

Rude tâche pour un « père tranquille »

De notre envoyé spécial

Tegucigalpa. — Un « père tranquille », le visage buriné sous le casque de cheveux blancs et drus, José Simon Azcona avait en 1981 dirigé la commission pour la candidature du D' Suazo Cordova à la présidence. Leader d'une fraction dissidente du Parti libéral au pouvoir, il affirme aujourd'hui que l'action du gouvernement conduit le parti à la ruine. Il est né à La Ceiba, sur la côte atlantique, en janvier 1927. Ingénieur civil diplômé de l'université de Tegucigalpa, il a occupé des fonctions importantes dans plusieurs ministères, « Les Hondurasiens », dit-il, « sont d'abord préoccupés par leurs problèmes. Voilà pourquoi la politique étrangère a occupé peu de place pendant la campagne. »

José Simon Azcona admet d'autre part que son gouvernement n'installera dans un contexte politique « précaire », compte tenu des controverses suscitées par le déroulement des élections générales du 24 novembre, « Me idéal sera rude », a-t-il dit, « car la situation économique et sociale est très grave. » Il promet de respecter une éventuelle décision de la Cour suprême, que les dirigeants du Parti national comptent saisir pour obtenir l'annulation du scrutin. « Mais, précise-t-il, les règles du jeu étaient connues et avaient été fixées d'un commun accord

avant le scrutin, il n'y a donc pas lieu de revenir là-dessus. » José Simon Azcona redit son espoir d'une solution globale à la crise contraméricaine. Il souhaite maintenir le dialogue avec les Etats-Unis « au mieux des intérêts et de la dignité du Honduras ». « En 1984, observait-il, les Etats-Unis ont pratiquement réalisé des manœuvres militaires permanentes sur notre territoire. Le gouvernement avait perdu le contrôle. Cela doit changer. Nous sommes pour une limitation des manœuvres militaires chez nous. Cela dit, nous sommes un petit pays. Si la RFA accepte des missiles américains sur son sol, que pouvons-nous faire, nous Hondurasiens ? »

Et les bases de la Contre au Honduras ? Azcona n'a pas d'opinion personnelle. « Je n'ai pas connaissance de l'existence de camps de la Contre au Honduras », affirme-t-il, « je n'en ai pas vu. Mais je compte visiter tout le pays, faire des enquêtes et prendre des mesures éventuelles. » Même chose pour les « disparus ». Selon les organisations syndicales, il y aurait environ deux cents « disparus » au Honduras. « Je n'ai pas vu le rapport, dit le D' Azcona. Mais nous ferons tout pour régler ce type de problème. De même que nous ne permettrons pas aux terroristes d'agir chez nous. Ils seront poursuivis avec toute la rigueur de la loi. »

M. N.

A TRAVERS LE MONDE

ESPAGNE

Une bombe sur Madrid...

Madrid. — Tous les vingt ans, pourrait-on croire, une bombe s'égare dans le ciel espagnol... En janvier 1966, c'était à Pálmars, sur la côte méditerranéenne : après une collision avec un avion ravitailleur, un B-52 américain s'écrasait au sol et perdait dans l'aventure une de ses bombes nucléaires, heureusement désamorçées. Cette affaire fit alors grand bruit. Voilà que l'histoire se répète : mardi 26 novembre, dans l'après-midi, un avion Phantom a malencontreusement « perdu » une bombe de 12 kilos, non amorcée, qui s'est écrasée sur un quartier populaire de Madrid, sans faire de victime mais en endommageant trois maisons. Le ministère de la défense a publié un communiqué embarrassé reconnaissant qu'une « avarie mécanique » avait provoqué la chute d'une « bombe inerte ». Pour éviter que cet incident ne fournisse de nouveaux arguments aux adversaires de l'alliance atlantique, le gouvernement s'est empressé de préciser que le pilote, cette fois, était bien espagnol ! — (Corresp.)

[En principe, les bombes d'exercice (et donc inertes, comme c'est le cas pour le Phantom espagnol), comme les bombes explosives, ont un double système de sécurité : un « accrochage » mécanique, du style croc-à-amarrage, et un « verrouillage » électromagnétique, du style électro-aimant. Une lampe-témoin, dans le cockpit de l'avion, s'allume en cas d'incident. Les défaillances techniques peuvent provenir d'un mauvais accrochage, du départ de la bombe ou d'un « verrouillage » défectueux lors des accélérations, des vibrations ou en raison de la vitesse de l'avion en vol. Mais le véritable problème posé par cet incident en Espagne est celui du survol, par des avions armés, d'une zone d'habitation. Normalement, la circulation aérienne est, dans ces conditions, réglementée, voire interdite au-dessus des agglomérations.]

ÉTATS-UNIS

La « guerre des étoiles » appartient à tout le monde

Washington (AFP, UPI). — Le terme de « guerre des étoiles » peut-être utilisé par le public pour qualifier l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Ronald Reagan. Ainsi en a décidé le juge fédéral Gerhard Gesell, qui a débouté la société Lucasfilm de sa plainte visant à interdire l'utilisation de cette expression dans des messages publicitaires télévisés. L'action du réalisateur du film *La Guerre des étoiles*, George Lucas, visait à lui faire reconnaître la qualité de propriétaire de la marque afin d'éviter que l'expression soit associée dans l'esprit du public à une « idée de nuisance, telle que l'holocauste nucléaire ». Le juge Gesell a estimé, mardi 26 novembre, que les tribunaux ne pouvaient interdire le tel usage. « Quand les hommes politiques, les journaux et le public utilisent cette expression parce que cela leur plaît, de façon parodique ou pour décrire et exprimer leurs vues sur l'IDS, M. George Lucas n'a pas le droit en qualité de propriétaire de la marque d'empêcher cet usage », a indiqué le magistrat.

GHANA

Affrontements tribaux

Lomé. — Près de 9 000 Ghanéens ont fui au Togo à la suite d'affrontements sanglants qui se sont produits entre tribus rivales. a-t-on appris, mardi 26 novembre, à Lomé, de source officielle togolaise. 28 personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées au cours de ces événements, qui se sont déroulés le 17 novembre dans la région de Mamprussi, dans le nord-est du Ghana, près de la frontière togolaise. Ces violences ont mis aux prises deux tribus rivales, les Moba et les Konkomba, à la suite, semble-t-il, d'une querelle entre les chefs des deux tribus. Les autorités togolaises ont fourni de la nourriture et des médicaments aux réfugiés, et ont fait appel aux organisations caritatives pour obtenir une aide complémentaire. Le mois dernier, 13 personnes avaient été tuées dans cette même région, après que l'armée ait été envoyée dans la ville de Bawku pour restaurer l'ordre, après des affrontements entre les tribus Kussel et Mamprussi. — (AP, Reuters.)

PHILIPPINES

Election présidentielle le 7 février 1986

Manila. — L'élection présidentielle anticipée, initialement prévue pour le 17 janvier, a été fixée au 7 février par l'Assemblée nationale. La campagne électorale s'ouvrira le 11 décembre. Les quatre prétendants de l'opposition, parmi lesquels M. Corason Aquino, veuve de l'ancien opposant assassiné en 1983, sont finalement tombés d'accord ces jours-ci pour que seul l'un d'entre eux soit candidat face au président Marcos. Les tractations se poursuivent, sous l'égide d'un Comité national d'unification, pour concrétiser cette décision. Les partisans de M. Aquino ont annoncé avoir recueilli un million de signatures en faveur de sa candidature. Une partie de l'opposition continue à réclamer, conformément à la lettre de la Constitution, que le président Marcos démissionne avant de solliciter un nouveau mandat présidentiel. — (AFP, AP, Reuters.)

POLOGNE

Deux miliciens condamnés pour « collusion » avec Solidarité

Deux miliciens ont été condamnés lundi 25 novembre par un tribunal de Silesie, dans le nord de la Pologne, pour avoir « collaboré » avec les structures clandestines de Solidarité. Le capitaine Adam Hodycz, quarante-sept ans, a été frappé d'une peine de trois ans de prison ferme et d'une forte amende, et le sergent Piotr Siedlinski a été condamné à un an et demi de prison, et lui aussi à une forte amende. La seconde milice a été remise en liberté, ayant déjà purgé les deux tiers de sa peine depuis son arrestation en octobre 1984. Le délit reproché aux hommes serait d'avoir remis à des militants de Solidarité, pendant l'état de guerre, une liste des prisonniers politiques incarcérés dans la région de Gdansk, où ils étaient en poste à l'époque, ainsi que le lieu de leur incarcération. Ils ont plaidé non-coupable, affirmant que les aveux qu'ils avaient fait pendant l'enquête avaient été extorqués sous la menace.

Par ailleurs, l'agence officielle Pao a annoncé que le nombre des prisonniers politiques libérés dans le cadre des mesures de clémence récemment décidées par les autorités s'élevait à cent vingt-cinq personnes, dont treize femmes (parmi lesquelles cinq professeurs d'université), seize lycéens et dix étudiants. — (AFP.)

(Publicité)

DES JANVIER ETUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie ou Floride, soit pour améliorer votre anglais, soit pour y commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D.). Cours, hébergement, repas, un semestre à partir de 4800 \$, deux, 8000 \$ environ.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
U.S.A. - French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 82200 Nîmes, 47-22-94-84.

PROCHE-ORIENT

L'AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT DU BOEING ÉGYPTIEN

Les « soupçons » du président Moubarak

Le gouvernement grec a déploré mardi 26 novembre que toutes « les possibilités de négociation » avec l'Égypte soient bloquées. Le président Moubarak, qui a déclaré que son gouvernement allait s'occuper de la situation, a déclaré que son gouvernement allait s'occuper de la situation, a déclaré que son gouvernement allait s'occuper de la situation.

De notre correspondant

Le Caire. - Le président égyptien Hosni Moubarak a implicitement écarté l'éventualité d'une opération militaire contre la Libye. Dans une conférence de presse donnée mardi 26 novembre, le président a déclaré en réponse à une question sur les mesures qu'adopterait l'Égypte au cas où l'implication de Tripoli dans le détournement du Boeing d'Égypte Air se confirmerait : « Nous ne sommes pas des partisans de la guerre, mais de la paix. Il est d'ailleurs préférable de ne pas parler de l'option militaire : la décision de faire la guerre ne se prend pas pour un qui ou pour un non, car elle peut entraîner de lourdes pertes en vies humaines. » Le chef de l'État a toutefois ajouté, après avoir indiqué que l'un des chefs du groupe palestinien dissident de l'OLP, qui a exécuté le détournement, se trouvait actuellement à Tripoli, « celui qui veut punir quelqu'un ne peut pas tout un peuple ». M. Moubarak a refusé par ailleurs de commenter les informations selon lesquelles l'armée égyptienne a envoyé des renforts à ses quelque cent mille hommes massés en permanence à la frontière libyenne.

Au sujet des « soupçons » égyptiens concernant l'implication de Tripoli dans le détournement, il a indiqué que le ministre libyen des affaires étrangères, contacté par le Caire, avait démenti la participation de son pays à l'opération. Le rais a ajouté qu'il avait toutefois

A La Valette, le porte-parole du gouvernement a annoncé que le chef des cinq pirates de l'air libés lors de l'assaut, était vivant. Il a précisé que le pirate, qui détient un passeport tunisien au nom d'Omar Marzouki, était âgé de vingt ans. D'autre part, une des passagères israéliennes, M^{me} Nitzan Mendelsson, qui avait été transportée dans le coma à l'hôpital Saint-Luc de La Valette, est « en état de mort clinique ».

« disparu de la circulation » après l'atterrissage du Boeing à La Valette.

Pour sa part, l'opposition égyptienne a unanimement condamné

A Beyrouth-Ouest

La « guerre du drapeau » a ébauché un partage territorial entre Amal et le PSP

De notre correspondant

Beyrouth. - L'ajustement d'un geste sec, Abou Saïd, cigarette aux lèvres, abou l'un de « ses » hommes pour l'exemple. L'acharnement des deux milices ennemies de Beyrouth-Ouest à se battre entre elles, la haine qui les anime, entretenue par des enlèvements et des liquidations, sont si fréquentes que leurs chefs n'hésitent pas, dans leur propre camp, devant des procédés sommaires pour mater les plus récalcitrants au cessez-le-feu. Il en reste pourtant. La « force de frappe » commune de trois cents hommes, Amal et le PSP, constituée pour effacer les séquelles des cinq jours de folle bataille, a rétabli le calme dans les rues de Beyrouth-Ouest. Mais la confiance est encore loin. Et la population du secteur musulman, bouleversée par la violence de cette guerre interne, craint à l'évidence un rebondissement des troubles.

Les chefs des deux milices, MM. Walid Joumblatt et Nabih Berri, affichent leur volonté de sceller à nouveau leur alliance de leurs rangs et de sévir contre les irrédutibles. Toutefois, l'arrestation de

l'intervention des commandos du Caire à La Valette et réclame l'ouverture d'une enquête pour déterminer les responsabilités de cette « catastrophe ».

Après les déplacements, naguère, des chrétiens et des musulmans, voient que druzes et chiites (ainsi que les Kurdes, qui, eux, ne sont pas libanais) et dans certains cas des sunnites ne se sentent plus en sécurité dans des quartiers dominés par la milice de l'« autre » communauté. Chacun rejoint les siens.

La « guerre des alliés » a en outre conséquence d'ébrancher sur le terrain des lignes de démarcation qui, pour Amal, vont de la banlieue sud vers le front de mer des deux côtés de la ville, et qui donnent au PSP le cœur de Beyrouth-Ouest. Dans ce nouveau « partage territorial » en gestation, les deux milices restent partout imbriquées. Cet enchevêtrement est lourd de menaces.

LUCIEN GEORGE.

Jérusalem nomme un maire palestinien à Naplouse

De notre correspondant

Jérusalem. - Après plusieurs semaines de tractations, Israël a nommé, mardi 26 novembre, au poste de maire de Naplouse, M. Zafar Al Masri, président de la chambre de commerce de cette ville, la plus peuplée de Cisjordanie (cent vingt mille habitants).

Le 6 novembre, M. Masri avait formellement signifié aux autorités israéliennes que la chambre de commerce était prête à prendre pour une durée d'un an le contrôle de la mairie. Trois ans et demi après la destruction de l'ancien maire, M. Bassam Chakka, son fauteuil, occupé par plusieurs fonctionnaires israéliens, est donc remis à un Arabe.

L'annonce de cette décision a été faite mardi dans un petit bureau de l'administration « civile » israélienne, près de Ramallah, par son chef, le lieutenant-colonel Ephraïm Sneh. Il avait autour de lui sept des onze membres du futur conseil municipal, dont M. Masri.

Un technicien « projordanien »

La remise de la municipalité à un groupe d'édiles locaux ne constitue pas une surprise. Depuis que M. Masri s'était porté candidat, l'affaire agissait les milieux nationalistes de Cisjordanie (*le Monde* du 13 novembre). C'est en mars 1982 que l'autorité d'occupation destinée aux maires de Naplouse et de Ramallah, MM. Bassam Chakka et Karim Khalaf. Une dizaine d'autres conseils municipaux furent ensuite dissous. Depuis cette époque, quatre villes de Cisjordanie - Naplouse, Ramallah, Hébron et El Bireh - étaient gérées par des gouverneurs militaires. A Naplouse, le dernier en date est un officier de réserve druze, M. Jaber Hibo.

Les Israéliens souhaitent de longue date se débarrasser d'un fardeau municipal encombrant. L'écroulement

majorité des habitants de Naplouse désiraient, quant à eux, voir l'occupant quitter la mairie. Dès juin 1984, sous le règne du Likoud, l'administration militaire avait en quelque sorte lancé un appel d'offres, mais en l'assortissant de conditions politiques qui décourageaient les candidatures. Ces exigences ayant été levées, un groupe de personnalités palestiniennes, conduit par M. Masri et fort de l'appui d'Amman, a choisi de saisir la perche israélienne.

Un rôle moteur

Héritier du plus puissant clan de Naplouse, le futur maire est, à quarante-quatre ans, le brillant représentant d'une nouvelle génération de Palestiniens. Formé à l'université américaine de Beyrouth, c'est un technicien courtois, lucide et pragmatique. Ses objectifs sont concrets : relancer l'économie locale, contenir le chômage, moderniser les services municipaux. Il est le promoteur d'un projet - toujours en souffrance - de réouverture d'une banque arabe à Naplouse. On le classe, à bon droit, dans le camp des « projordanien ». Son neveu, Taher, est le chef de la diplomatie hachémite, et son oncle, Hikmat, vice-président du Sénat à Amman. Pourtant, il est peu marqué politiquement et a toujours loyalement rendu hommage à l'autorité de l'OLP.

Pour la première fois depuis longtemps, une pièce se déplace sur l'échiquier palestinien dans les territoires occupés. Car plusieurs joueurs avaient, semble-t-il, intérêt à ce que la partie reprenne. Pour le gouvernement israélien, à dominante travailliste, le « coup » de Naplouse s'inscrit dans une stratégie d'ouverture - en direction de dirigeants palestiniens locaux, « authentiques et réalistes ». Pour Jérusalem, il s'agit de faire un geste de bonne volonté à l'adresse du roi Hus-

sein et des « Palestiniens de l'intérieur » tout en poursuivant l'objectif majeur, marginaliser l'OLP.

Naplouse ayant toujours joué un rôle moteur, M. Shimon Pérès a de bonnes raisons de croire que les trois autres villes actuellement aux mains des Israéliens suivront rapidement son exemple. Ainsi renforcés dans les principales localités de Cisjordanie un pouvoir municipal détruit au fil des ans par l'occupant et susceptible à terme sinon de se substituer à l'OLP, du moins de lui faire contre-poids et peut-être de se poser, le jour venu, en partenaire de Jérusalem et d'Amman dans une négociation de paix. Tel est le calcul israélien.

Chimère ? M. Masri n'entend pas à l'évidence se laisser manipuler par Jérusalem. Il a sans doute assuré ses arrières. Il n'a pu se lancer dans l'aventure qu'avec le soutien total d'Amman. S'il bénéficie d'un large appui parmi la population, l'acte de la gestion israélienne, il a aussi pris soin de « dépolitiser » au maximum son initiative. « Cela n'a rien à voir avec le processus de paix », soulignait-il mardi. C'est un simple retour à la normale. La municipalité doit revenir à ses habitants. C'est un progrès. Je n'ai demandé d'autorisation à personne. Ni la Jordanie ni aucun organisme officiel arabe [sous entendu l'OLP] n'ont soulevé d'objection.

Et l'OLP ? Il semble acquis que, faute de pouvoir modifier le cours des choses, la centrale palestinienne, qui a en ce moment d'autres chats à fouetter, a laissé faire, fût-ce à regret, une opération en partie dirigée contre elle. M. Farouk Kadoumi, chef du département politique de l'OLP, avait bien dénoncé les « tractations suspectes » de Naplouse. Mais ses propos n'ont guère impressionné sur place. Quelques tracts ont dénoncé l'initiative de M. Masri. Rien de plus.

J.-P. LANCELLIER.

ASIE

LES RELATIONS ENTRE LES DEUX CORÉES

Le bras de fer diplomatique se poursuit

De notre correspondant

Tokyo. - La fin du mois de novembre sera marquée pour les deux Corées par une nouvelle série de rencontres dans le cadre du dialogue entre Pyongyang et Séoul. Le 20 novembre, les deux parties ont poursuivi les entretiens sur la coopération économique, restés jusqu'à présent infructueux. Le 3 décembre aura lieu la dixième conférence générale des deux Croix-Rouges.

Des progrès ont été accomplis depuis l'ouverture, en 1972, d'un dialogue entre les deux Corées ; enlisé pendant une décennie, il a abouti, le 21 septembre dernier, à une rencontre « historique » entre membres de familles séparées. A Séoul, on ne s'attend guère cependant à des développements spectaculaires dans l'immédiat. On le poursuit néanmoins car, d'ici un an ou deux, il pourrait réserver des surprises.

Ce dialogue est, certes, largement tributaire du climat qui règne entre les grandes puissances (Chine, États-Unis et URSS) et qui pose des problèmes d'équilibre géopolitique et de sécurité dans la région. Mais se profile aussi une échéance qui pourrait bien faire évoluer les pourparlers : les Jeux olympiques de Séoul en 1988.

Officiellement, la Chine et l'Union soviétique appuient la position de la Corée du Nord, qui demande que les Jeux se déroulent conjointement à Pyongyang et à Séoul (une proposition, semble-t-il, inacceptable pour le Comité olympique). Les deux « grands » socialistes n'en souhaitent pas moins, de toute évidence, participer à ces Jeux. Pour l'instant, cependant, ils font front et ils pourraient bien inciter les partis frères, qui se réunissent prochainement à Hanoï pour coordonner leur politique sur la question, à serrer les rangs autour de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Ni Moscou ni Pékin ne tiennent à déclarer immédiatement leurs véritables intentions, mais les deux pays n'en préparent pas moins leurs athlètes. Tant la Chine que la Corée du Nord profiteraient de ce surcroît pour trouver un compromis lui permettant de sauver la face. En effet, la situation serait très embarrassante si la RPDC était le seul pays communiste à ne pas participer aux Jeux olympiques.

Or tout l'effort de la diplomatie nord-coréenne consiste à restaurer son image internationale. L'attente de Rangoon, dirigée contre le président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, et dont furent victimes dix-

sept membres de son entourage, a fait peser sur la RPDC de lourdes suspicions. D'autre part, la Corée du Nord n'est pas devenue, comme le souhaitait le maréchal Kim Il Sung, la clé de voûte du mouvement des non-alignés. Enfin, elle n'a pas obtenu de la France l'établissement de liens diplomatiques, ce que lui avaient laissé espérer les socialistes français. Elle ne tient donc pas à ce que les Jeux olympiques constituent un nouveau revers.

Le dialogue avec le Sud peut offrir une porte de sortie justifiant une solution de compromis honorable. Il n'est certes pas exclu que Pyongyang juge plus opportun, comme l'affirment les Coréens du Sud, de provoquer une tension dans la péninsule (par des actes de terrorisme ou en cherchant à aggraver le malaise social dû à la crise économique), ce qui placerait Chinois et Soviétiques dans l'impossibilité de se rendre à Séoul.

Ce scénario, certes plausible, fait cependant abstraction des pressions que peuvent exercer Moscou ou Pékin afin de persuader les Coréens du Nord de se lancer dans une telle aventure. La Chine, en particulier, joue un rôle modérateur sur la RPDC l'incitant à s'ouvrir au monde non communiste et à moderniser son économie, tout en suggérant aux Américains de ne pas isoler Pyongyang. Récemment, d'ailleurs, Washington a accordé, pour la première fois depuis les hostilités dans la péninsule, des visas à deux historiens nord-coréens. Afin de poursuivre sa politique de modernisation, la Chine a besoin d'un climat de détente dans la région. Or la péninsule coréenne, symbole du paroxysme de la guerre froide, reste un foyer de tension.

Toute la question est de savoir si la Chine est toujours en mesure d'influencer Pyongyang ou si, au contraire, la RPDC est en train de se rapprocher de Moscou. Depuis un an, les observateurs ont noté des symptômes de rapprochement de l'URSS. Plusieurs éléments étayent cette interprétation. Sur le plan militaire tout d'abord, à la suite de la visite à Moscou en 1984 de M. Kim Il Sung (la première depuis vingt-trois ans), puis de celle à Pyongyang du ministre soviétique de la Défense en novembre de la même année, l'URSS a livré à la Corée du Nord vingt six chasseurs Mig-23. En échange, Pyongyang lui a accordé l'utilisation de ses ports et lui a ouvert son espace aérien que les avions soviétiques utilisent pour se rendre au Vietnam et aussi, semble-t-il, pour des opérations de surveillance de la frontière chinoise, notamment

L'horizon 1988, celui des Jeux olympiques à Séoul, incite le Nord à continuer le dialogue avec le Sud. Car Chinois et Soviétiques souhaitent participer à ces Jeux...

de la Mandchourie, région stratégique. Ces vols de reconnaissance ont mis plusieurs fois en alerte l'aviation chinoise, écrivait récemment le *Son-kei Shinbun*.

Rapprochement Pyongyang-Moscou

Apparemment, la Corée du Nord, soucieuse de maintenir un équilibre - sans sa suprématie - dans sa confrontation militaire avec le Sud, estimait nécessaire de renforcer sa force aérienne à la suite de la fourniture par les États-Unis de chasseurs-bombardiers F-16 à l'armée sud-coréenne. Une demande à laquelle les

Soviétiques, préoccupés par l'équilibre global des forces avec les Américains, ne pouvaient que répondre.

Les dirigeants nord-coréens ont, de leur côté, de bonnes raisons (militaires, mais aussi économiques) pour être en bons termes avec les Soviétiques. Ils ne sont sans doute pas mécontents non plus de dorer un peu le pion aux Chinois, qui, malgré l'irritation de Pyongyang, entretiennent des relations commerciales de plus en plus suivies (estimées à 300 millions de dollars) avec les Coréens du Sud et ont même à l'occasion des contacts politiques directs avec eux, par exemple lors de l'atterrissage forcé d'un bombardier

chinois sur leur territoire. Cela étant, de bonnes relations avec la Chine constituent une donnée de base de la politique de Pyongyang. Pour le Kremlin, un rapprochement avec la RPDC garantissait tout d'abord le dialogue entre les deux Corées, ce se fera pas sous la seule égide de la Chine et des États-Unis.

Sur la question des Jeux olympiques, la RPDC ne peut compter sur un soutien inconditionnel ni de Moscou ni de Pékin. Il lui faut donc chercher un compromis qui pourrait être trouvé à l'occasion d'une rencontre « historique » entre les dirigeants des deux Corées. Une telle rencontre reste du domaine de l'hypothèse : elle n'en est pas moins « dans l'air » depuis quelques temps.

La proposition de ce sommet revient aux Coréens du Sud. Pyongyang n'y a encore pas répondu. La question est en fait délicate pour les deux côtés. Le président Chon Doo Hwan, qui a été élu en septembre, n'a pas encore répondu. Mais il affaiblirait aussi ce qui légitime (comme ce fut le cas pour son prédécesseur) le régime musclé qui prévaut au Sud : la menace du Nord. Pour Kim Il Sung, ce sommet

supposerait qu'il renonce à l'une de ses positions les plus intangibles : l'illégitimité du régime Chon. En revanche, la rencontre pourrait contribuer à relever son image internationale.

Bien que les deux Corées démentent formellement tout contact secret, il semble que des rencontres aient bien eu lieu qui avaient pour objet cet éventuel « sommet ». Récemment, l'*Asian Wall Street Journal* mentionnait la visite à Pyongyang, à la mi-octobre, du chef de la CIA coréenne, M. Chang Se Dong. Cette visite aurait fait suite à celle, non moins secrète, à Séoul (en septembre), de M. Ho Dam, numéro cinq dans la hiérarchie du parti des travailleurs de la RPDC. Ces deux émissaires auraient chacun eu des entretiens au plus haut niveau (avec les présidents Chon Doo Hwan et Kim Il Sung). Séoul et Pyongyang ont publié un démenti. Mais, au mot près, les deux textes étaient identiques. C'est là une similitude qui pourrait laisser supposer de plus amples convergences.

PHILIPPE PONS.

Inde

Le prêtre principal du temple sikh d'Amritsar (Pendjab) a été blessé au cours d'un attentat

De notre correspondant

New-Delhi. - Pour la première fois depuis près d'un an et demi, des coups de feu ont retenti, mercredi 27 novembre dans la matinée, au Temple d'or d'Amritsar, créant un début de panique parmi les douze mille pèlerins qui s'étaient rassemblés dans la mosquée du sikhisme pour célébrer le cinquième centenaire de Gourou Nanak, fondateur de la religion. Deux hommes se sont effondrés, le prêtre principal du temple sacré, Giani Sahib Singh, et l'un de ses gardes du corps. Le prêtre, turban jaune, barbe au vent et nu-pieds sur le marbre blanc, s'apprêtait, suivi des fidèles, à faire rituellement le tour du petit lac qui borde le sanctuaire, quand il a été atteint.

Transporté à l'hôpital, où furent extraits les deux balles qui l'avaient frappé, il a paru assez vite hors de danger. Son garde du corps, en revanche, a été tué sur le coup. La police a pris immédiatement position autour du temple, mais s'était encore abstenue en fin de matinée de pénétrer à l'intérieur de l'enceinte.

L'attentat n'a pas été revendiqué, mais on pense à Amritsar que Giani Sahib Singh, connu pour ses opinions modérées, a été la cible d'extrémistes sikh. Chaque semaine ou presque, des attentats, aveugles ou non - une bombe dans un train du Pendjab le semaine dernière (deux morts), un policier abattu à Amritsar le 10 novembre, un dirigeant modéré assassiné à la veille du week-end dernier à Londres - leur sont attribués. Le 19 novembre, le nouveau gouvernement du Pendjab, essentiellement constitué de sikh, avait offert publiquement une récompense de 100 000 roupies (environ 70 000 francs) pour l'arrestation de M. Charanjit Singh, ancien secrétaire général de la Fédération des étudiants sikh (AISSF), soupçonné d'avoir organisé l'assassinat, en août, du saint Harchant Singh Langgawal, ancien président modéré du principal parti de la secte, l'Akali Dal.

Détruire ou non le Temple d'or

L'AISSF, qui n'a pas encore été interdite, constitue toujours le fer de

lance de l'agitation indépendantiste au Pendjab et ne semble pas avoir la moindre intention de faire la paix avec le gouvernement local. La fédération avait notamment organisé, le 1^{er} novembre, une manifestation à Amritsar pour commémorer la mort, un an plus tôt, de Beant Singh, l'un des assassins d'Indira Gandhi. Sabre au clair et slogans indépendantistes à la bouche, un millier de militants environ s'étaient finalement dispersés sans incident notable. La veille, ils avaient tenté de démolir l'Akali Thakur, l'un des bâtiments du complexe du Temple d'or, dans lequel leur grand prêtre, Jarnail Singh Bhindranwale, a trouvé la mort au cours de l'assaut de l'armée indienne, le 6 juin 1984.

Les sikh, dans leur ensemble, sont d'ailleurs partagés sur l'opportunité de conserver en l'état ce bâtiment, démolé puis reconstruit sur ordre d'Indira Gandhi après la sanglante bataille du Temple d'or. L'AISSF, qui a subi ces dernières semaines de sérieux revers avec les démissions en cascade des principaux dirigeants de sa branche politique (l'United Akali Dal), réclame, en outre, la libération de tous les pri-

sonniers sikh - trois cent dix ont été élargis ces dernières semaines - et la réhabilitation des milliers de soldats sikh qui avaient déserté après la bataille de juin 1984 (un processus de réhabilitation et de réengagement dans l'armée a été mis en route samedi dernier pour deux mille six cents d'entre eux).

Dimanche, le ministre indien de l'Intérieur, M. S.B. Chavan, avait mis en garde la population contre « la persistance du terrorisme au Pendjab » et s'était montré préoccupé de « la montée des fondamentalismes et des fanatismes religieux encouragés de l'étranger ».

PATRICE CLAUDE.

LE COURRIER DE JÉRUSALEM
le journal juif de Paris
En vente partout
JUDÉOTEL 46-04-70-90
l'info téléphonique 24 h/24

politique

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LE DÉBAT SUR LE CUMUL DES MANDATS

En attendant le statut de l'élu

L'Assemblée nationale commence, ce mercredi 27 novembre, la discussion des projets de loi relatifs au cumul des mandats.

Les socialistes savent bien que ce n'est pas au Palais-Bourbon qu'ils auront à livrer leur principale bataille. Les jeux y sont déjà pratiquement faits : les communistes voteront - une fois n'est pas coutume - avec eux ; les élus du RPR seront contre ; ceux de l'UDF devraient ne pas participer au vote, faute d'avoir pu obtenir un assouplissement du projet.

L'affaire se jouera donc au palais du Luxembourg puisque, constitutionnellement, la partie du projet concernant les parlementaires doit

être approuvée dans les mêmes termes par les deux Assemblées.

Tous ceux qui ne veulent pas de cette limitation des cumuls mettent en avant, entre autres arguments, l'absence d'un « statut de l'élu ». Ils ne manquent pas d'arguments. Dans son rapport sur ce sujet remis au premier ministre en janvier 1982, M. Marcel Debarge, sénateur socialiste de la Seine-Saint-Denis, insistait sur la liaison nécessaire à ses yeux entre la limitation du cumul et le statut en question.

Derrière ce statut se cache le dossier des conditions de vie des hommes politiques. Si l'affaire est réglée pour les mandats nationaux, le plus grand flou règne au niveau local (le *Monde* du 7 novembre). Les fonctions de conseillers municipaux, de maires, de conseillers généraux ou de conseillers régionaux sont légalement « gratuites ». Si, dans les trois derniers cas, des indemnités sont versées, ce ne sont théoriquement que des remboursements de frais et non pas des salaires. Avantage : les sommes ainsi perçues ne sont pas soumises à l'impôt. Inconvénient : elles ne permettent aucune couverture sociale, même si divers systèmes de retraite ont été mis en place, pour des pensions bien modestes.

Pour ceux qui doivent se consacrer à plein temps à leurs fonctions électives, il s'agit de transformer leurs indemnités en salaire, afin de leur assurer une couverture sociale. Cela impliquerait une remise en ordre générale pour éviter que certains départements ou certaines régions n'accroissent des sommes trop importantes à leurs élus alors que d'autres sont très pingres. L'établissement d'une grille faisant évoluer ces indemnités en fonction de la population de la collectivité locale concernée (comme cela existe pour les maires) a été envisagée.

Credits d'heures

Les élus qui ne sont pas parlementaires doivent donc, s'ils veulent que leur famille et eux soient couverts par la Sécurité sociale, cotiser volontairement ou ne pas interrompre leur

activité salariée. Cette dernière solution, pour tous ceux qui travaillent dans le secteur privé, est difficilement praticable, voire impossible. C'est cela que M. Debarge et bien d'autres souhaitent régler au plus vite, par exemple en obligeant les entreprises à accorder des crédits d'heures aux élus politiques, comme elles le font pour les élus syndicaux. Ces heures seraient payées par la collectivité locale.

Pour ceux qui doivent se consacrer à plein temps à leurs fonctions électives, il s'agit de transformer leurs indemnités en salaire, afin de leur assurer une couverture sociale. Cela impliquerait une remise en ordre générale pour éviter que certains départements ou certaines régions n'accroissent des sommes trop importantes à leurs élus alors que d'autres sont très pingres. L'établissement d'une grille faisant évoluer ces indemnités en fonction de la population de la collectivité locale concernée (comme cela existe pour les maires) a été envisagée.

Sont aussi souhaités des stages de formation et de reconversion, le métier d'élu étant par définition à haut risque. Mais tout cela coûte cher. C'est pourquoi le gouvernement n'a pas voulu se lancer dans une telle entreprise dans une période de rigueur.

Pour certains élus, la limitation du cumul va entraîner des baisses sensibles de pouvoir d'achat. Ainsi, un maire d'une commune de neuf mille à quinze mille habitants ne peut recevoir par an que 69 030 francs. Il ne pourra être en plus, par exemple, que conseiller général. S'il réside dans un département pauvre qui n'accorde en moyenne que 50 000 francs par an à ses élus, il ne touchera par mois que moins de 10 000 francs, dont il lui faudra retirer ses cotisations à une assurance sociale volontaire : à une caisse de retraite et les nombreux frais qu'occasionnent ces mandats. N'est-ce pas freiner la possibilité d'accéder à des mandats électifs pour certaines catégories sociales qui ne disposent pas d'autres revenus que ceux qu'ils tirent de la politique ?

THÉRIER BRÉHER.

FONCTION PUBLIQUE :

L'opposition dénonce la « politisation » de l'administration

Le débat parlementaire - non sanctionné par un vote - voulu par le gouvernement sur la fonction publique a tout simplement permis de reproduire à la tribune de l'Assemblée nationale, le mardi 26 novembre, les arguments qu'échangeaient déjà dans leur campagne électorale les créateurs de la majorité et de l'opposition. M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, a d'ailleurs consacré une grande partie de son intervention à la critique des propositions faites en cette matière par le RPR. « Dans celles-ci, et-il dit, l'odieux se dispute à l'exagération et l'injustice au caricaturel. Elles révèlent une conception rétrograde et une idéologie simpliste. »

Le ministre a accusé l'opposition de vouloir « supprimer purement et simplement les missions de l'Etat - sans pour autant les contrôler d'identité - ou de vouloir transférer au secteur privé. Elle propose de confier l'Etat dans quelques fonctions d'autorité... ». Il a affirmé que M. Toubon, secrétaire général du RPR, ne pourra obtenir les 5 milliards d'économies qu'il souhaite « qu'en ne remplaçant aucun agent par un autre, et en supprimant trente-sept mille postes ». Il a ajouté : « C'est sur les préposés des fonctions d'autorité, les agents d'entretien des routes, les agents d'entretien des routes, les agents d'entretien des routes, les agents d'entretien des routes... »

Après M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, qui a souligné que seul le gouvernement avait créé une véritable fonction publique territoriale et M. Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé, qui a parlé de la modernisation du statut des personnels hospitaliers, c'est M. Bruno Bourg-Broc (Maire) qui a présenté la

thèse du RPR et fait le procès de la politique socialiste et dénoncé la « politisation » de la gestion : « L'administration devient une piste d'atterrissage pour les copains et les futurs rois du suffrage universel. Et chaque conseil des ministres vient maintenant nous distribuer son lot de récompenses, qui sont autant de signes annonciateurs de la victoire de l'opposition en mars prochain, d'autant qu'il ne s'agit de récompenses pour s'être agités de la future majorité. »

Le député RPR a poursuivi : « On sera fin demain des fonctionnaires qui se comportent comme des militants. »

Il a toutefois précisé ainsi la politique d'une nouvelle majorité : « L'Etat qui a stérilisé des personnes ne reviendra pas sur ces situations. Non seulement il ne sera pas censé à aucun licenciement, mais encore les plans de titularisation en cours d'exécution de personnels de catégories B, C et D seront menés à leur terme. La diminution du nombre d'agents sera obtenue, d'une part, par le renforcement des modalités de passage de l'administration de l'Etat vers les régions, départements, communes, d'autre part, par le remplacement d'une partie seulement des fonctionnaires admis à la retraite. Une exception sera faite toutefois au profit des emplois relatifs à la sécurité des Français pour lesquels la collectivité doit consentir un effort particulier. »

M. Adrien Zeller (Bas-Rhin, app. UDF) souligne le « désencastement » des fonctionnaires à qui le gouvernement « essaie de faire peur avec sa campagne courageusement anonyme sur le thème « Maman au secours, la droite revient ! ». Depuis 1981, le gouvernement a fait fausse route par idéologie ». Il dénonce les « nominations partitiques » et reproche au récent statut de « privilégier les droits des fonctionnaires par rapport à leurs devoirs ». M. Ducloux (PC, Hauts-de-Seine) souligne la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, alors que pour M. La Baze (PS, Pyrénées-Atlantiques) depuis 1981 « le risque d'hypertrophie de l'Etat a été réduit et l'attitude autoritaire des gouvernements précédents abandonnée ».

A. P.

COMMERCE :

La dépression s'éloigne

Comme tous les ans depuis 1975, l'Assemblée nationale a fixé de manière législative le coefficient de majoration des loyers des baux commerciaux. Celui-ci dépend théoriquement d'un calcul précis mais qui n'est guère utilisé dans la pratique. Ce calcul aurait donné un coefficient d'environ 2,39 pour 1986, le gouvernement proposait de le fixer à 2,15. En première lecture, le mardi 26 novembre, les députés l'ont fixé à 2,10. De même les hausses des loyers des locaux professionnels de certains établissements, de garages et de certaines locations saisonnières ont été plafonnées. Elles ne devront pas être supérieures à 1,5.

M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce et à l'artisanat, a profité de ce projet pour faire autoriser l'augmentation des fonds de commerce en crédit-bail cédés par leurs anciens propriétaires (projet de *lease-back*). Jusqu'alors, cette technique qui mêle l'achat et la location n'était possible que pour

entrer en possession d'un bien immobilier ou d'équipement. Le secrétaire d'Etat a annoncé qu'une mesure fiscale autorisera l'acquéreur à déduire de son bénéfice le part du loyer représentative des frais financiers. Il fait de cette nouvelle disposition un complément à toutes les mesures déjà prises par le gouvernement pour faciliter la transmission des commerces, et cela, « à-t-il dit, au moment où, grâce à notre dispositif, le commerce sort peu à peu de la dépression. Au premier semestre de 1985, le salde net des créations d'emplois dans ce secteur a augmenté de 25 % ».

Les communistes ont été en désaccord avec cette partie du projet de loi, qui n'a été adoptée que par les députés socialistes, aucun représentant du RPR et de l'UDF n'étant présents, ni lors de la discussion ni lors du vote.

Th. B.

Th. B.

Une vieille affaire

Le cumul des mandats, aujourd'hui remis en question par le projet de loi, n'est pas un trait récent de la vie politique française. On peut même lui prêter l'âge de la République depuis que, troisième du nom alors, elle s'est installée comme le régime pérenne de la France.

C'est dire que les praticiens du cumul et du multi-cumul ont eu le temps, de génération en génération, d'en profiter, de s'y plier aussi, car faire carrière en politique en y échappant, a de tous temps, à quelques rares exceptions près, relevé de la gageure. C'est dire que ses destructeurs, ceux qui ont souhaité y mettre fin ou le restreindre, ont eu le temps de peaufiner leurs arguments.

Mais ce qui ne fut pendant longtemps qu'une curiosité pour observateurs a fini par devenir, avec la complexité croissante de la vie publique, la prolifération des textes et la multiplication des niveaux de pouvoir, un éternel d'une tour aux portées. Il était donc naturel que ces réflexions et les propositions législatives auxquelles elles devaient normalement aboutir se multiplient.

On en recense au moins une quinzaine, ces dix dernières années, inspirées par des préoccupations partielles ou intégrales, ou bien par des vues d'ensemble du problème. La discussion publique sur le sujet ne manquera pas de s'alimenter de ces précédents et de leurs considérants. Elle remettra peut-être à l'ordre du jour certaines de leurs propositions, même si, en l'état, l'actuel projet paraît déjà assez difficile à mener à terme, face à une réalité complexe, au corporatisme spécifique de la classe politique et à la menace toujours suspendue de veto sénatorial.

Oligarchie

Le cumul « excessif des mandats » est une source inévitable d'absentéisme et d'inefficacité. Il induit « une dispersion dans les efforts » qui conduit inévitablement à une dispersion dans les résultats. Il engendre des situations absurdes : d'une main l'élu local qu'on demande des crédits pour le bien de sa cité, de son département, de sa région ; de l'autre le même personnage, en parlementaire, refuse éventuellement de voter les budgets qui lui soumettent les ministres qu'il sollicite *pro domo*.

Enfin le cumul généralisé des mandats « constitue par ailleurs un monopole de fait sur la fonction élective et un obstacle, voire un barrage, au renouvellement nécessaire des hommes ».

Ce diagnostic a été établi il y a une décennie. Il figure dans la proposition de loi organique présentée au cours de la seconde session ordinaire de 1974-1975 par M. François d'Harcourt (réformateur, Calvados) et un groupe de députés RCDs (Réformateurs, centristes et démocrates sociaux), UDR et RI. Qu'y a-t-il aujourd'hui à en retrancher ou à y ajouter, sinon que les femmes se sentent de plus en plus concernées par la « concentration nécessaire » ? Un seul gouvernement de la V^e République - M. Raymond Barre étant premier ministre - avait jusqu'à ces dernières semaines, prêté sérieusement l'oreille devant un tel constat. Mais ayant surmonté sa crainte d'affronter sur le sujet ses propres amis, il n'avait pu pousser plus avant l'entreprise.

Au cours de la même session, M. Pierre-Bernard Raymond (Hautes-Alpes), député RCDs, auteur d'une autre proposition suscitée par des préoccupations

identiques, soulignait pourtant avec suffisamment d'évidence : « Le moment n'est plus (...) où, dans une France rurale au développement assez lent, seuls quelques notables étaient en mesure d'assumer des responsabilités politiques (...). Aujourd'hui, dans une France industrielle et moderne, les jeunes générations peuvent fournir de nombreux élus, responsables et compétents ».

La même parlementaire indiquait aussi avec un peu plus de netteté ce qui demeure la principale enjeu de la limitation du cumul et l'explication ultime de la résistance qu'elle provoque : « rompre le traditionnel cursus honorum de l'homme politique ».

Plus explicites encore, MM. Georges Mesmin (Paris), et Remy Montagne (Eure), de l'UDF, faisaient valoir en juin 1978 à l'appui de leur proposition de loi organique portant limitation du cumul des mandats : « Le système actuel (...) tend à faire du monde politique un ensemble clos, réfractaire aux forces de renouvellement » dans lequel les principaux mandats d'origine élective sont « trustés » par « une oligarchie ».

A ces deux derniers parlementaires revint encore d'avoir dressé le constat cruel mais non dépourvu de fondement du lien entre l'apparat absentéisme parlementaire si fréquemment mentionné par la télévision et un certain entêtement à l'ordre du jour certaines de leurs propositions, même si, en l'état, l'actuel projet paraît déjà assez difficile à mener à terme, face à une réalité complexe, au corporatisme spécifique de la classe politique et à la menace toujours suspendue de veto sénatorial.

Si les termes de l'analyse et de la critique du multi-cumul sont communs à tous leurs auteurs de ces dernières années, en dépit de leur diversité politique, les solutions proposées par les uns et les autres ont considérablement varié.

En 1975, M. d'Harcourt et d'autres avaient proposé une proposition interdisant aux députés l'exercice de tout autre mandat régional ou départemental et ne leur permettant d'ajouter à leur premier mandat que celui de maire municipal (quelle que soit l'importance de la ville) et de maire d'une commune de moins de 5 000 habitants.

La même loi prévoyait cette proposition, ne pouvait cumuler leur mandat qu'avec « un mandat municipal et un mandat régional ».

Pour M. Bernard-Raymond, il convenait que « les élus des municipalités et du département soient indigibles à l'une et à l'autre des deux Assemblées tout au long de leur mandat et pendant un délai de trois ans après la fin de ce dernier ».

Sans autre précision, M. Peretti (UDF) prévoyait, en 1975, aussi : « Les parlementaires ne peuvent cumuler leur mandat qu'avec un mandat municipal ou un mandat départemental ».

Certaines propositions multipliaient les restrictions, telle celle de M. Bourson (RI) en 1977, qui stipulait : « Nul ne peut accéder à la fois à plus d'une fonction élective (...) Aucun mandat électif de conseiller général, conseiller municipal, député ou sénateur n'est renouvelable plus de deux fois ».

D'autres (M. Fernand Icart et autres UDF, dont M. Roger Chénoud, président du groupe), préféraient, en 1978, distinguer les deux catégories de parlementaires : aucun cumul de mandat électif pour les députés, « seuls les sénateurs conservent la possi-

bilité, qui paraît conforme aux prescriptions constitutionnelles, de détenir un autre mandat ».

Il faut mentionner à part deux propositions dont l'ambition fut d'être exhaustives en la matière. En juin 1978, MM. Mesmin et Montagne, députés UDF, proposaient d'affecter à chaque mandat ou fonction ayant trait à la gestion des affaires publiques d'un nombre de mandats correspondant approximativement à son importance et à la charge de travail qu'il représente pour celui qui l'exerce.

Dans ce système, les points affectés aux différents mandats ou fonctions s'échelonnaient de 1 à 5 et le cumul était possible dans les limites de 12 points. Son originalité était de prendre aussi en considération des fonctions et mandats de la vie politique ignorés par les autres projets : président ou secrétaire général d'un parti ou mouvement politique national, ministre, président de commission ou de groupe à l'Assemblée ou au Sénat, président du conseil régional ou général, etc. Ou encore de tenir compte de la différence de charge de travail pour un maire de commune de plus de 300 000 habitants (3 points), ou de moins de 5 000 à 300 000 habitants (2 points), ou de moins de 5 000 habitants (1 point).

De son côté le sénateur Henri Caillaud (non inscrit) proposa en 1980 de réglementer le cumul des mandats électifs aussi bien pour le chef de l'Etat, les membres du Conseil constitutionnel et les ministres que pour les députés, sénateurs, présidents de commissions permanentes et présidents des assemblées parlementaires.

Le cumul des mandats

Enfin on ne peut évoquer le long cheminement des propositions de lois sur la limitation du cumul des mandats sans évoquer deux autres contributions au débat.

En février 1980, l'UDF diffusa le rapport substantiel (dont des extraits avaient déjà été publiés auparavant) d'un groupe de travail sur le cumul des mandats qu'avait présidé M. François Léotard.

Au terme d'une étude approfondie inspirée - déjà - par l'époque - de dépasser la vie politique, le rapport de l'UDF proposait de limiter à deux le nombre des mandats cumulables et d'établir des incompatibilités entre les mandats importants.

Non sans audace, le rapport de l'UDF évoquait ce « mandat unique » et l'associait à la notion d'un « Parlement plus efficace et, en fait, plus puissant incontestablement pour le contrôle des dépenses de l'Etat ».

Même l'idée d'un statut de l'élu local, aujourd'hui discrètement mise sous le boisseau par le gouvernement socialiste pour cause d'infirmité complexité, est esquissée dans ce texte.

En décembre 1979, vox clameurs en déserto après tant d'autres, le député François Mitterrand, associé à MM. Mauroy et Fabius, avait aussi déposé une proposition de loi sur la limitation du cumul des mandats. Devenus les dirigeants politiques d'aujourd'hui, les uns et les autres se verraient dans quelques jours donner des leçons de... modernité par une opposition si souvent accusée d'archaïsme ?

MICHEL KAJMAN.

LES DÉPUTÉS SOCIALISTES EXPRIMENT LEUR SOLIDARITÉ AVEC L'UN DES LEURS, SÉQUESTRE PAR LA CGT

M. André Billardon, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a exprimé, le mardi 26 novembre, la « solidarité » du groupe avec l'un de ses membres, M. Jean-Pierre Sueur, député du Loiret, séquestré la veille dans son bureau, à Orléans, par une trentaine de militants de la CGT. « De telles pratiques sont condamnables : les lois de la République ne peuvent être faites dans un climat d'agression », a déclaré M. Billardon.

Les militants de la CGT, conduits par le secrétaire de l'Union locale d'Orléans, M. Michel Henry, et par un conseiller municipal communiste, M. Christian Fromentin, avaient retenu pendant deux heures, en lui interdisant de téléphoner, M. Sueur, qui devait participer à ce moment à une émission de FR 3.

Les « manifestants », qui, selon M. Sueur, ont « répété cent fois au mégaphone, dans une pièce de douze mètres carrés », des déclarations contre le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, exigent du député l'engagement de ne pas voter ce texte et de demander son retrait de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. M. Sueur ayant refusé que la police intervienne, les militants CGT se sont retirés en chantant l'*Internationale* et la *Marseillaise*.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE BUDGET DE L'ÉTAT

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 120 F pour l'abonnement annuel (90 % d'économies, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

Après le Sicob, les journées Victor... Vendeurs d' [REDACTED] un malheur n'arrive jamais seul!

Les 28, 29 et 30 novembre prochains, se dérouleront au Palais des Congrès (Porte Maillot) les troisièmes journées micro-informatiques Victor.

Pauvres vendeurs d' [REDACTED]!
Après le Sicob, Victor récidive!

Soixante exposants — distributeurs-conseils ou sociétés de services — vous invitent à prendre connaissance des solutions professionnelles Victor, couvrant les domaines les plus divers (ce qui

ne doit pas manquer d'agacer [REDACTED]).

Ainsi vous aurez l'opportunité de découvrir les matériels et logiciels les mieux adaptés à votre activité professionnelle et à des prix beaucoup plus séduisants que ceux pratiqués par [REDACTED]!

Bref, 3 journées qui risquent de rendre les vendeurs d' [REDACTED] quelque peu irascibles. (A propos, cachez vite cette annonce avant qu'un vendeur d' [REDACTED] ne la piétine).



Entrée gratuite. Ouvert de 9 h 30 à 18 h 00. Nocturne le jeudi 28 jusqu'à 21 h 00.

VICTOR

Comme [REDACTED] moins cher qu' [REDACTED]

POLITIQUE

LE BUDGET AU SÉNAT

Le monologue de l'opposition

Socialistes et communistes ont décidé de ne pas participer aux débats sectoriels dont l'opposition, majoritaire au Sénat, entend faire précéder son projet de loi de finances pour 1986. Ce vote devrait intervenir le 10 décembre, date butoir fixée pour le débat budgétaire au palais du Luxembourg.

Le premier thème abordé un cours de cette discussion générale allongée était, mardi 26 novembre, la politique agricole. Les porte-parole de la majorité sénatoriale, seuls à monter à la tribune, ont dressé un bilan critique de l'action menée en ce domaine depuis 1981. « Budget de pénurie », estimait M. Henri Torre (RI, Ardèche), rapporteur de la commission des finances. Budget « qui n'est pas fait pour séduire la grisette de la politique agricole », renchérit M. Louis Cavaud (Un. cent., Vendée), rapporteur de la commission des affaires sociales. Et tous de dénoncer le désengagement de l'Etat, qui « sacrifie l'avenir des agriculteurs ».

Conscient du paradoxe qu'il y a pour l'opposition à demander « plus d'Etat », M. Marcel Lucotte (Saône-et-Loire), président du groupe RI, explique que, tenant du libéralisme, il ne peut que réclamer l'aide de l'Etat, car « l'agriculture est un cas particulier ».

Tous conviennent que l'abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs annoncé par le gouvernement est une bonne mesure mais... qui paiera ? s'interrogent nombre d'intervenants. Que ce soit pour les productions spécifiques (céréaliers, oléagineux, etc.), ou pour l'enseignement agricole, ou en matière de fiscalité, ou encore de prestations sociales ou plus largement sur la politique agricole européenne et les industries agro-

(Publié)
S.O.S. RACISME
PRÉCISION
M. Michel Girard, sénateur et maire de Perreux-sur-Marne, président du Conseil régional d'Ile-de-France, président de l'Association des maires de France, nous prie de préciser qu'il n'est pas signataire de l'appel en faveur de la manifestation organisée par « S.O.S. RACISME », le 24 novembre.
M. Michel Girard, qui a signé l'appel dans le Monde du 22 novembre, est membre du Comité de direction aux Temps modernes, maître de recherche au CNRS.

alimentaires, le gouvernement n'a guère trouvé grâce aux yeux des sénateurs de l'opposition.

A l'ouverture de la séance, socialistes et communistes avaient, une fois de plus, protesté contre la volonté de leurs adversaires de ne pas discuter de la deuxième partie du budget, et donc de se voir ainsi privés d'un examen des crédits ministériels par ministère. M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, avait répété que les membres du gouvernement ne viendraient dans l'hémicycle que pour la discussion de leur budget. Avant qu'il ne soit relégué par M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, au banc du gouvernement, M. Labarrère avait eu tout le temps, pendant que s'égrénait le monologue à plusieurs voix de l'opposition sur l'agriculture, d'étudier le budget de... Pan, ville dont il est le maire.

A. CH.

Une radio aux couleurs de la France

RADIO ORIENT

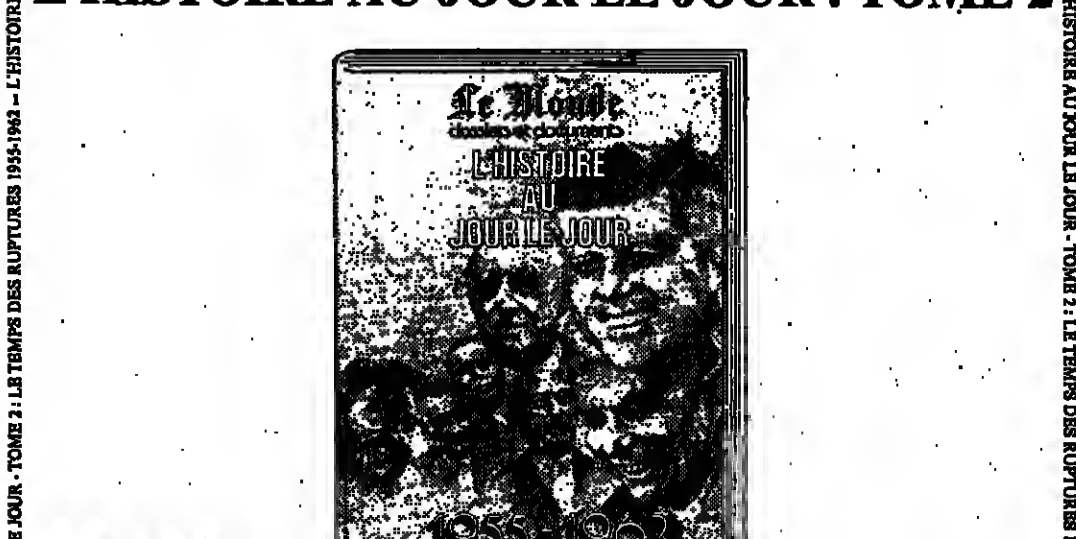
Préparée par la Communauté Musulmane de Paris

FM 104.30 MHz



L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 2 : LE TEMPS DES RUPTURES 1955-1962 - L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 2 : LE TEMPS DES RUPTURES 1955-1962 - L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 2 : LE TEMPS DES RUPTURES 1955-1962

1955-1962 LE TEMPS DES RUPTURES L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR : TOME 2



Rupture en France où les en Algérie épuisent la mur coupe Berlin en deux. Rupture dans le tiers-monde quand s'achève le temps des colonies. Rupture à l'échelle internationale lorsque à Suez, en 1956, les Occidentaux sont divisés et qu'à Cuba, en 1961, la planète se retrouve au bord du gouffre. Le deuxième tome de l'Histoire au jour le jour vous fait revivre cette période charnière de notre époque. Il rassemble les articles les plus significatifs publiés par le Monde sur tous ces événements et sur bien d'autres encore : le commentaire de Staline lors du rappel du général de Gaulle en mai 1958, les éditoriaux d'octobre 1957 sur le vol du premier Spoutnik et d'octobre 1962 sur l'ouverture du conclave Vatican II, le portrait d'Imre Nagy, chef de l'insurrection hongroise... Il rappelle la chronologie précise des événements. Il présente la reproduction des « unes » historiques du Monde et une série originale de cartes pour mieux comprendre les situations. L'Histoire au jour le jour est un ouvrage de référence qu'il faut lire et conserver dans sa bibliothèque.

LE TOME 2 VIENT DE PARAÎTRE, 212 PAGES
En vente chez tous les marchands de journaux

Le Monde

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 1 : LE TEMPS DES RUPTURES 1955-1962 - L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 2 : LE TEMPS DES RUPTURES 1955-1962 - L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 2 : LE TEMPS DES RUPTURES 1955-1962

SITUATIONS 86

DOUBS : difficultés pour les régionales

De notre correspondant

Besançon. — M^{me} Huguette Bouchard a fait, le samedi 23 novembre, ses premiers pas de candidate à la députation dans le Doubs où les responsables socialistes qu'elle a rencontrés lui ont apparemment fait bonne figure en dépit du bouleversement que son arrivée fait subir à une liste laborieusement élaborée. Reste à savoir ce qu'en pensent les militants consultés sur une première liste où elle ne figurait pas. La Fédération du Doubs ne semble pas disposée à leur demander à nouveau leur avis. Il est vrai que, comme le dit le député sortant M. Guy Bèche, « le congrès de Toulouse comportait une volonté d'ouverture des listes et l'ouverture, où se gère nationalement ».

Cela dit, la deuxième position qu'occupe M^{me} Bouchard n'est pas des plus confortables. Le ministre de l'environnement estime cependant

que « ce poste est gagnable... On ne peut pas battre d'avance ». En fait, malgré l'augmentation du nombre des sièges (qui passe de trois à cinq), les socialistes ne sont pas vraiment assurés de garder les deux mandats qu'ils détiennent actuellement (M. Joseph Pinard, autre député socialiste sortant, ne se représente pas).

La constitution d'une liste unique UDF-RPR, dont la composition a été annoncée également lundi, autorise ses promoteurs à espérer obtenir quatre élus. Cette liste est composée de MM. Roland Vuilleumier (député sortant, RPR), Michel Jacquemin (UDF), Gérard Kuster (RPR), Claude Girard (conseiller général, RPR), Maurice Ferry, conseiller municipal de Besançon, UDF-RP, M^{me} Yvette Bouclier, responsable du travail des femmes chez Peugeot (UDF, Nouveau Contrat social) et M. Michel Vialatte, adjoint de M. Michel Denieul, directeur des services départementaux de Seine-et-Marne et ancien préfet de Franche-Comté.

Elle compte donc trois RPR parmi les quatre premières places, ce qui ne correspond pas exactement au vœu de l'UDF et de son président régional, M. Edgar Faure.

Celui-ci affecte de s'en consoler en considérant que dans le Territoire de Belfort et le Jura sa formation occupe la première place aux législatives (dans le quatrième département franc-comtois, la Haute-Saône, la tête de liste sera RPR comme dans le Doubs).

L'ancien président du conseil, qui, tout en assurant sans cesse que la composition des listes régionales n'a pas encore fait l'objet de discussions entre les formations de l'opposition, considère que l'équilibre serait conforté par une distribution symétriquement inverse des premiers rôles (le RPR en tête dans le Territoire de Belfort et le Jura, l'UDF en Haute-Saône et dans le Doubs). Dans ce dernier département, il conduirait lui-même cette liste de dix-huit candidats dont dix ou onze sont donnés pour « éligibles ».

Casse-tête

Les socialistes ne sont pas non plus en mesure de présenter leur liste aux élections régionales où ils espèrent remporter six sièges. La nécessité dans laquelle ils se trouvent de faire figurer parmi les sièges à pourvoir le sénateur et maire de Besançon, M. Robert Schwint, sera tête de liste) des représentants des courants rocardien et CERES à côté des mitterrandistes et de satisfaire aux exigences de la représentation géographique (Besançon, Montbéliard et le Haut-Doubs) et du souci d'inclure au moins une femme prend l'allure d'un véritable casse-tête.

Pour autant les états-majors socialistes, RPR et UDF, qui accordent un siège de conseiller régional au parti communiste, pourraient voir leurs pronostics perturbés par l'apparition de listes issues d'une rencontre entre la fraction dissidente du RPR (le Monde du 15 novembre) forte de plusieurs conseillers généraux, et M. Hervé Lavenin, un ancien énarque qui se targue d'avoir collaboré avec le général de Gaulle et Georges Pompidou, et qui porterait les couleurs du Front national aux législatives.

CLAUDE FABERT.

AQUITAINE : le MRG divisé après l'accord passé avec le PS

De notre correspondant

Bordeaux. — L'accord signé le 22 novembre entre le PS et le MRG sera difficile à expliquer en Aquitaine. Du moins est-il refusé par une partie des militants radicaux de gauche. C'est ainsi que M. Alain Dutoya, maire d'Hagetmun (Landes), président de la fédération MRG d'Aquitaine, proclamait depuis longtemps qu'il fallait que son parti soit présent de façon indépendante dans chaque département sur les listes législatives comme régionales. Cette attitude pouvait passer pour de la surenchère de pour la conséquence logique de quelques vieux contentieux l'opposant aux socialistes landais et à M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget. Elle avait déjà entraîné, avant les cantonales de mars dernier, une rupture entre la fédération de la Gironde et celle d'Aquitaine. Le contentieux s'est aggravé lorsque M. Dutoya a accepté, contrairement aux socialistes, un siège de vice-président au conseil régional, aux côtés de M. Jacques Chaban-Delmas.

Cette fois, la rébellion pourrait bien être totale, au point de gagner la Gironde, terre de bonne colabita-

tion, jusqu'à présent, entre le PS et le MRG. Le radical M. Raymond Julien, député du Médoc (5^e circonscription) depuis 1978, avait été maintenu en 1981 comme candidat de l'union de la gauche, malgré les convulsions des socialistes locaux. Il est vrai qu'il avait toujours fait jouer la discipline de l'union pour le prochain scrutin. Il n'est pas reconduit en position éligible sur la liste commune avec le PS. Les accords nationaux lui donnent seulement une place de sixième sur la liste régionale et une place de dixième pour M. Michel Capdenat, conseiller municipal de Bordeaux et secrétaire de la fédération girondine du MRG. Les deux hommes ont fait accepter, dimanche 24 novembre, la décision nationale par les instances départementales de la Gironde, mais elle n'est pas unanimement appréciée.

M. Dutoya maintient sa volonté de présenter deux listes dans tous les départements d'Aquitaine, sauf en Dordogne. Mécontentement aussi d'une partie de la base radicale. Elle refuse de plus en plus d'être « la remorque du PS » ou de paraître rouler pour lui. Ceux-là veulent « se compter » et affirmer qu'il y aura deux listes partout.

P. C.

HAUTE-GARONNE : à Toulouse un avocat quitte M. Baudis pour M. Le Pen

De notre correspondant

Toulouse. — M. Jacques Vayssot-Tempé, conseiller municipal de Toulouse, élu en 1983 sur le contingent des personnalités d'opposition sans étiquette, sera candidat sur la liste du Front national aux élections régionales, en deuxième position derrière M. Gilbert Mélas, responsable du Front pour la Haute-Garonne. « Je ne suis pas lepeniste, dit-il. J'ai accepté de me présenter par gratitude pour Le Pen, dont j'apprécie les positions constantes sur les rapatriés d'Afrique du Nord ».

M. Le Pen, avec qui le président du (RANFRAN) Rassemblement national des Français rapatriés d'Afrique du Nord (1) entretient des « relations d'amitié » depuis 1958, s'est ainsi acquis un « avocat » au sein de la communauté des rapatriés de Midi-Pyrénées (près de deux cent mille personnes dans la région et pas moins de vingt-quatre mille électeurs à Toulouse), s'offrant du même coup un certificat supplémentaire de respectabilité.

Agé de soixante-deux ans, M. Jacques Vayssot-Tempé, avocat depuis 1948, a commencé sa carrière au Maroc. Il connaît son petit monde rapatrié aussi bien que son Dalloz. Il a plaidé, devant la Cour de sûreté de l'Etat, de nombreux dossiers de l'OAS et a été administrateur, pendant treize ans, de l'ANIFOM, l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.

Candidat pour le Front national, M. Vayssot-Tempé cultive soigneusement la différence. Le passé de

M. Le Pen ? Il ne veut pas en connaître. Ses idées politiques ? Qu'importe ! Mais, sur l'immigration, M. Vayssot-Tempé a un commentaire prompt : « Nous avons atteint un seuil intolérable ; la collectivité immigrée coûte plus cher qu'elle ne nous rapporte... »

Ce choix a mis la mairie de Toulouse dans un certain embarras, d'autant que la gauche a demandé que M. Vayssot-Tempé abandonne la présidence de la commission des rapatriés.

GÉRARD VALLÉS.

(1) M. Vayssot-Tempé a demandé à être mis en congé de la présidence du RANFRAN pendant la durée de la campagne électorale. Mais les instances dirigeantes de cette association ont décidé à l'unanimité son maintien en fonction.

MAYENNE : le maire socialiste de Laval envisage de conduire une liste dissidente

M. André Pigeon, maire socialiste (rocardien) de Laval, a fait savoir le samedi 23 novembre, qu'il envisageait de conduire une liste dissidente, si les instances nationales de son parti maintenaient M. Jean-Paul Planchou, député sortant de Paris (CERES), comme tête de liste.

Dans un communiqué, le maire de Laval et le maire (PS) de Mayenne, M. Claude Leblanc, rappellent qu'ils ont été désignés par les militants mayennais le 21 octobre pour conduire les listes du PS aux législatives et aux régionales. Constatant « le refus de Planchou d'honorer la parole qu'il avait donnée de respecter le vote des militants », ils affirment qu'ils « se présenteront aux suffrages des électeurs en mars 1986 ».

M. Pigeon a annoncé cette décision malgré la venue à Mayenne d'une mission de conciliation dirigée par M. Marcel Deberge, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations. Les dirigeants socialistes de ce département devaient être entendus par le bureau exécutif du PS, mercredi 27 novembre, comme cela avait été le cas, la semaine précédente, pour les dirigeants du PS de la Manche qui s'opposent, eux, à la venue de M. Olivier Stirn.

● M. Létard : « SOS, ils s'incrémentent ! ». — M. François Létard, secrétaire général du Parti républicain, a dénoncé, mardi 26 novembre, la campagne d'affiches du Parti socialiste, dont le slogan est : « Au secours ! La droite revient ! ». « Il faudra répondre : SOS ! Ils veulent rester ! SOS ! Ils s'incrémentent ! », a déclaré le secrétaire général du PR. « Notre campagne, a dit M. Létard, ne doit pas être une campagne banale. Il faut gagner face à une gauche qui va se déchaîner et face aux slogans étalés sur les murs ». Le député du Var a aussi invité les militants du PR à « refuser les mensonges » et à « ne pas faire de promesses déraisonnables », car, a-t-il expliqué, « notre état de grâce, si nous agissons ainsi, ne durera pas deux mois ».

P. J.

مكتبة المصلح

Le Monde EDUCATION

Misère des lycées parisiens

AMENER 80 % des jeunes gens et des jeunes filles jusqu'au bac : ce rêve de M. Jean-Pierre Chevènement n'est pas près de se réaliser en Ile-de-France. Ce n'est pas que les adolescents de la région capitale soient moins doués que leurs camarades de province. Bien au contraire. Mais on se demande quels établissements pourrissent bien les accueillir. Actuellement, moins de 30 % des jeunes de la région parisienne parviennent au bac. Et déjà leurs lycées n'ont pas le niveau. L'éducation nationale est aussi une affaire de briques et de béton : les élus de la région Ile-de-France viennent de s'en apercevoir.

Dans quelques semaines, à partir du 1^{er} janvier 1986, le conseil régional, comme toutes les autres assemblées provinciales, sera directement responsable de l'entretien, du fonctionnement et de la construction des lycées. Cet héritage lui est transmis par l'Etat et non de la régionalisation. Pour savoir « ce qu'il y avait dans le paquet-cadeau », M. Michel Giraud, président du conseil régional, a fait dresser un état des lieux. Il n'a rien de réjouissant.

D'abord, il manque probablement une cinquantaine d'établissements sur l'ensemble des huit départements de la région. Si le centre de Paris est hypergarni, les quartiers périphériques et notamment ceux de l'est sont déjà beaucoup plus mal lotis, alors que ce sont les plus peuplés. Les enfants du seizième arrondissement, par exemple, ont le choix entre cinq lycées classiques ; ceux du dix-huitième et du dix-neuvième n'en ont qu'un seul.

Qu'ils soient ouvriers ou ruraux, certains cantons de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne sont de véritables déserts scolaires. Les courageux qui veulent quand même fréquenter un lycée y sont condamnés à deux heures de transport quotidien. Résultat : le taux de scolarisation est affligeant.

Bien sûr, on sait construire aujourd'hui de superbes lycées comme celui qui vient d'être inauguré dans le treizième arrondissement de Paris. Dessiné par l'architecte Jacques Kalisz pour 300 élèves, il allie l'audace architecturale — béton blanc, verre et acier — au confort pédagogique. Salles de cours et ateliers superéquipés, locaux pour le travail ou petit groupe, centre de documentation ad-

Le 1^{er} janvier 1986, l'Ile-de-France — comme les autres régions — héritera de la construction et de l'entretien de ses lycées. Ses responsables ont fait un premier tour du propriétaire. Les résultats sont consternants.

hoc, sanitaires quatre étoiles, cours de récréation logés sur des terrasses ensoleillées, on n'a pas lésiné. Mais de semblables établissements coûtent 100 000 francs par élève, plus le prix du terrain.

Deuxième constatation : ce que l'on enseigne dans les lycées techniques et d'enseignement professionnel de l'Ile-de-France n'a parfois aucun rapport avec le marché de

d'importantes dépenses de modernisation.

Mais ce qui a coexisté M. Giraud et son adjoint aux affaires scolaires, M. Alain Devaquet, maire RPR du onzième arrondissement et professeur à Polytechnique, c'est l'état des locaux existants. Sur 471 lycées que la région trouve dans ses cailloux de Nouvel An et qui reçoivent

leur week-end pour les repeindre eux-mêmes, tandis que leurs professeurs broient des fresques pour égayer les murs sans fondres.

Mon lycée est l'un des plus mal logés de Paris, reconnaît le proviseur, M. Claude Chevreuil, pourtant l'ambiance y est épatante. Côté sécurité on arrive, en s'exerçant régulièrement, à évacuer les classes en trois minutes. Les élèves se connaissent, s'entendent bien, sont dynamiques et travaillent ferme. Il ne me faudrait que 5 millions par an pendant cinq ans pour rendre les locaux à peu près décents.

Les malades et les centenaires

Comment en est-on arrivé là ? C'est tout simple. Depuis vingt ans les ministres, les fonctionnaires de l'éducation nationale, les enseignants et les parents d'élèves ont exigé davantage de classes et davan-



travail. Former des secrétaires sténodactylos ou des techniciens en mécanique générale revient, aujourd'hui, à alimenter directement les bureaux de l'Agence nationale pour l'emploi. Il faut donc renoncer à certaines filières et en créer d'autres pour obtenir, par exemple, des spécialistes du bois, des électroniciens, des mécaniciens auto. Ce sont autant de machines condamnées à la casse, et demain

400 000 élèves, 83 % nécessitent des travaux urgents. La sécurité n'y est plus assurée. La moitié d'entre eux ont des toitures qui fuient et des escaliers branlants. Plus de tiers auront cet hiver des problèmes de chauffage, car leurs installations datent du temps de la machine à vapeur.

« Je ne veux pas semer la panique chez les parents », dit M. Alain Devaquet, mais une cinquantaine des établissements, notamment à Paris, sont à la limite du possible. Il faut immédiatement y faire des réparations très importantes.

tagé de profs. On a donc coulé du béton et engagé du personnel à tour de bras. En négligeant d'entretenir le patrimoine. Il faut aujourd'hui payer la facture.

Les lycées de l'Ile-de-France peuvent se ranger en deux catégories. Ceux qui ont vingt ans et qui présentent la pathologie de la construction bâtie (terrasses qui fuient, lézards, isolations défectueuses, etc.) et les centenaires, qui ont dépassé le seuil critique. Bien peu ont la chance du lycée Henri-IV, l'un des plus anciens et des plus prestigieux baux de France. Situé à l'ombre du Panthéon, refusant neuf sur dix des candidats à ses classes préparatoires aux grandes écoles, mais abritant tout de même 2 200 élèves, il était dans un tel état qu'on a craint sa disparition. Depuis huit ans, des dizaines de millions de francs y ont été engloutis pour le doter d'un internat et d'un restaurant dignes de ce nom, d'une piscine et d'une salle de projection. On l'a ouvert sur le quartier et restauré de fond en comble.

Pour que l'ensemble des lycées de l'Ile-de-France subissent ce tel réajustement, il faudrait près de 2 milliards de francs 1985. Or le conseil régional recevra de l'Etat, en 1986, moins de 300 millions de francs pour entretenir ses 471 établissements et en construire de nouveaux. M. Giraud a décidé de les consacrer intégralement aux réparations urgentes.

Pour faire face à leurs obligations scolaires, MM. Michel Giraud et Alain Devaquet vont se trouver en difficulté. Devront-ils sacrifier, dans le budget régional, des kilomètres d'autoroutes ou des équipements de transport en commun pour sauver les lycées ? Leur faudra-t-il lancer un emprunt spécial et donc augmenter les impôts locaux ? Le cadeau du Jour de l'an 1986 est vraiment un cadeau empoisonné.

MARC AMBROISE-RENDU.

LIVRE

Le maître serviteur

Dans « Éloge des pédagogues », Antoine Prost rappelle une vérité un peu trop oubliée : l'école est faite pour les élèves, et le maître est à son service.

ANTOINE PROST est certainement l'un des meilleurs connaisseurs de l'école française. Son Histoire de l'enseignement en France, parue en 1968, fut toujours autorité. Lorsque Alain Savary le chargea d'un vaste rapport sur les lycées, chacun pensa qu'il avait fait le bon choix. Malheureusement, le ministre changea, et le rapporteur disparut avec son rapport. Les qui n'empêchèrent pas M. Chevènement de le saluer en indiquant qu'il s'en était inspiré pour sa réforme des lycées.

Pour que son travail ne se réduise pas à un rapport obscur et à un hommage furtif, Antoine Prost a eu la bonne idée d'en reprendre les thèmes principaux dans un ouvrage plus léger destiné au grand public, qui présente de façon plaisante et serrée de nombreuses réflexions sur des sujets brûlants : la crise des lycées et l'attitude des lycéens, la sélection, la décentralisation, le baccalauréat, l'enseignement professionnel, la formation des maîtres, la recherche pédagogique.

Les études d'abord

Le titre du livre — *Eloge des pédagogues* — est évidemment malicieusement polémique. Il répond à l'offensive à laquelle on assiste depuis quelque temps contre les pédagogues et la pédagogie — qui seraient responsables du marasme et du coupable laisser-aller dont souffrirait notre enseignement. Mais il ne doit pas induire en erreur : ce n'est pas un pamphlet antipamphlet. Si Antoine Prost fait l'éloge du « pédagogue », c'est-à-dire de celui qui « conduit les enfants », c'est qu'il considère que le but de l'éducation est précisément de faire travailler les élèves et le rôle des maîtres d'assurer cette tâche prioritaire. « Je pense d'abord, écrit-il, aux innombrables enseignants qui ne se contentent pas de faire cours, mais s'efforcent jour après jour, après avoir arrêté, de faire travailler leurs élèves, d'éveiller leur curiosité, d'assurer leurs connaissances, de former leur jugement, leur réflexion, leur intelligence. »

La grande originalité de la démarche d'Antoine Prost est que, avant de s'interroger sur d'éventuelles réformes de l'enseignement, des programmes ou de la formation des maîtres, il part de ce qui devrait être la fonction première de l'école : les études des élèves. Comment faire pour que ceux-ci, avec leurs différences sociales et individuelles, leur culture, leurs difficultés et leurs possibilités, tirent

le maximum de profit de leur séjour en classe, deviennent des individus compétents et autonomes ? L'organisation administrative et pédagogique, la conception de l'espace et du temps, l'activité des professeurs, ne prennent leur sens que par rapport à cette mission.

Or l'auteur n'a pas de mal à démontrer qu'on en est loin. Les pesanteurs administratives et corporatives sont telles que le système et ses agents fonctionnent beaucoup plus pour leur propre satisfaction que pour l'intérêt bien compris des usagers. D'où une série de propositions destinées à remettre la machine sur ses pieds, en la ramenant à sa destination naturelle : l'éducation — que ce soit par l'aménagement des locaux et des emplois du temps, la diversification des démarches pédagogiques, l'assouplissement des procédures de décision. L'objectif étant d'aboutir à un contrat clair entre l'école et l'élève, la première assumant pleinement la responsabilité d'éducation et le second étant capable d'évaluer en permanence ses acquisitions et sa progression.

Cet objectif, estime Antoine Prost, ne pourra être atteint que par une large décentralisation : au niveau de chaque professeur, dont le rôle est moins de « faire cours » que de s'assurer que chaque élève est en mesure de suivre l'enseignement qui lui est prodigué ; des établissements ensuite, qui doivent définir leur propres stratégies en fonction des publics particuliers auxquels ils ont à faire.

On comprend, à la lecture de ce livre exigeant, pourquoi Antoine Prost tient tant au terme un peu roturier de « pédagogue ». La pédagogie est un service. Son expérience, son talent, sa culture sont au service non de la science mais de l'élève. Il est là pour éduquer, c'est-à-dire pour conduire les enfants vers la connaissance. Tâche modeste, ingrate, faite d'oubli de soi et de répétition, mais exaltante si on en accepte la finalité : faire que les enfants deviennent des hommes et des citoyens. L'école est un service public. Elle est faite, non pour les ministres, les administrateurs, les chercheurs ou les professeurs, mais pour les élèves.

Une évidence peut-être. Mais qu'on a un peu trop tendance à oublier. Remercions Antoine Prost de nous avoir rafraîchi la mémoire...

FREDERIC GAUSSEN.
« Éloge des pédagogues », d'Antoine Prost. Seuil, 222 p., 79 F.

DÉBAT

Convaincre les grandes écoles

M. André Perrin, proviseur du lycée Pasteur de Neuilly, nous adresse la lettre suivante, à propos du projet de réforme des lycées et du rôle des mathématiques dans l'orientation des élèves :

La mathématique est-elle responsable des maux qu'on lui impute ? Est-ce elle qui a faussé le jeu sérieux des choix et les orientations raisonnées et pertinentes ? D'où vient la hiérarchie descendante Terminale C, D, B puis A ? Elle ne vient pas de la mathématique des lycées ni de ceux qui l'enseignent. Les responsables, ce sont les utilisateurs des bacheliers. Ce sont les universités et les grandes écoles.

Le système n'était pas mal conçu. Les A étaient destinés aux lettres, les B aux carrières de l'économie et du commerce, les C à la mathématique de haut niveau, les D aux sciences physiques et biologiques.

Hélas, il n'a jamais fonctionné car, dès le départ, on l'a perverti. Les écoles vétérinaires ont de plus en plus recruté en C. La médecine aussi. Les écoles de commerce n'ont pas voulu des B : elles ont fait un barrage avec des mathématiques accessibles aux seuls C (tout en mainte-

nant, ô paradoxe, des exigences littéraires très importantes pour la partie la plus considérable de leurs concours).

Si l'on ne veut pas que le fonctionnement des lycées soit perverti une fois de plus de l'extérieur, il faudra bien convaincre (autoritairement ou par la force) les « utilisateurs » des bacheliers de ne recruter que ceux qu'on leur destine. Il faudra empêcher, par exemple, les écoles vétérinaires de puiser ailleurs que dans les C2 futurs (mathématiques-biologie). Il faudra interdire à HEC d'ouvrir son concours à d'autres bacheliers que les B.

Si la réforme ne va pas jusque-là, on perpétuera dans les lycées des habitudes sottes (et détestables parce qu'elles sont nuisibles aux élèves et à un sain épanouissement de leurs capacités). On y maintiendra des préjugés et des pratiques pernicieuses pour les rapports parents-élèves-professeurs, pour le déroulement des conseils de classe et, plus généralement, pour le fonctionnement des lycées et même, en amont, des collèges.

Et les bonnes intentions manqueront leur but.

Un vaisseau dans la tempête

Entrons, par exemple, au lycée technique Raspail, à deux pas de la tour Montparnasse : 900 jeunes gens en blouse blanche ou bleue y préparent un bac, un brevet de technicien supérieur, ou une grande école. L'établissement est, paraît-il, l'un des plus cotés de la capitale. Or il est logé depuis quarante ans dans un ancien hall construit en 1931 pour y exposer des œuvres d'art. Les murs extérieurs n'ont jamais été terminés. Une immense verrière couvre un patio central sur lequel donnent trois étages de galeries. C'est là-dedans qu'il a fallu loger des salles de cours, des ateliers bourrés de précieuses machines, dont la dernière vaut 1 million de francs, des bureaux administratifs et un restaurant pour les élèves. Tout est si vétuste que les deux ouvriers d'entretien courent d'une panne à l'autre.

En cas de gros orage, le lycée ressemble à un vaisseau dans la tempête. Il fait eau de toute part. Il pleut dans le bureau du proviseur, dans la salle où l'on a installé l'ordinateur, sur l'armoire aux produits chimiques, dans les réserves de matériel électrique. Bieco entend pas la moindre isolation. En hiver, le thermomètre marque 2°C dans le bureau du censeur, et les profs de l'atelier d'électrotechnique ont bricolé un chauffage d'appoint pour tenir le coup. L'été, sous la verrière, il fait jusqu'à 35°C.

Ne parlons ni des salles de cours ni des pupitres. Leur aspect est tel que parfois les élèves prennent sur

LE LYCÉE DE J.-P. CHEVÈNEMENT

Ce qui va changer. Ce qu'il faut penser de la réforme

L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE DÉCEMBRE - EN VENTE PARTOUT

société

JUSTICE

A LA COUR D'APPEL DE NANCY

Les réquisitions anti-Badinter d'un magistrat

De notre correspondant

Nancy. — Lors du procès en appel de l'agresseur d'un chauffeur de taxi, M. Paul Léonetti, substitut général à la cour de Nancy, s'est livré, mardi 26 novembre à un violent réquisitoire... contre M. Robert Badinter. « Il faut que la prison sorte de la tête des juges, ou vous dit ? Et pour cela, on nous recommande par voie de circulaires de requérir des peines de substitution. Et bien non, je n'obéis pas à des instructions du garde des sceaux qui heurtent ma conscience et qui vont contre la conception que je me fais de mon devoir », a lancé M. Léonetti, avant d'ajouter : « Je n'obéis pas à des instructions contenues dans des circulaires qui vont à l'encontre de la loi. Je suis ici pour requérir l'application de la loi et non pour me faire le complice d'une quelconque politique pénale ».

Habitué à donner régulièrement des conférences de presse pour fustiger la justice française telle qu'il juge en faillite, M. Léonetti avait pris soin de faire dactylographier son réquisitoire. Il l'a ensuite remis aux journalistes présents.

Après avoir été policier et magistrat en Algérie, M. Léonetti fut nommé en Alsace en 1963. Substitué à Mulhouse, il regrette publiquement, dans les colonnes du *Monde* du 9 juin 1976, le sort fait aux magistrats gaulloises « qui n'ont plus en odeur de sainteté la charcellerie ». De loin en loin, il commentait, par voie de presse, le « laxisme de la justice » dans l'affaire du transisteur piégé de Troyes, puis la « justice bafouée et paralysée » après la deuxième élection de Jacques Mérieux. En 1983, dans l'*Est républicain* de Nancy, il dénonçait « le véritable chantage des juges de gauche et des juges de droite » accusant « le pouvoir syndical », mis en place après mai 1981, d'avoir contrarié sa carrière à cause de son ancienne appartenance au SAC du Haut-Rhin. Enfin, le 3 juin dernier, il avait lancé au cri d'alarme face à une justice française qu'il juge en faillite. « Je ne m'associerai pas à ce que je considère être une véritable entreprise de démolition de notre justice pénale », a-t-il conclu, mardi 26 novembre, à la cour d'appel de Nancy.

JEAN-LOUIS BEMER.

Horizon 1986

La perspective d'un changement de majorité dans des élections régionales a conduit M. Robert Badinter à se pencher sur la garde des sceaux, à son larmisme supposé et à sa prétendue mensuétude par les truands. Pour autant, M. Paul Léonetti, substitut général à Nancy, comme M. André Gresse, président d'assises à Paris, et auteur d'une « sortie » de la même veine, n'en sont pas à leur premier éclat public. Ancien policier et militant de l'ex-SAC, M. Léonetti est connu pour ses conférences de presse et des lettres aux journaux, où il dépeint, du « favoritisme » et du « copinage » dont bénéficieraient les acheteurs de Syndicat de la magistrature à cette « terre à la crime » que représente à ses yeux — il l'a dit mardi — le travail d'interdit général. Quant à M. Gresse, avant de mêler récemment dans le même opprobre M. Badinter et le « avocat du péage », il avait dénoncé en 1983 une « cabale » dont il s'estimait déjà victime.

Récidivistes et marginaux, MM. Léonetti et Gresse n'en sont pas moins représentants d'une magistrature, ou plutôt d'une fraction de celle-ci, à laquelle la politique de M. Badinter donne de l'utérus. Par leurs éclats publics, ils se singularisent de leurs collègues qui pensent tout bas ce qu'ils osent dire tout haut. Une caricature à cependant toujours à voir avec la réalité, et leurs « sorties » sont symptomatiques d'une irritation trop longtemps refoulée dont on

peut attendre d'autres manifestations d'ici à mai 1986. Il ne faut pas perdre de vue néanmoins que ce n'est pas M. Badinter qui distribue les peines d'emprisonnement, mais les magistrats. Et à l'exemple de M. Gresse, ceux-ci « cognent » de plus en plus. Un seul exemple : en 1979 et 1980, c'est-à-dire avant le changement de majorité, il y avait eu soixante-quatre condamnations à perpétuité. Au cours de la période 1982-1983, sont-ils neuf peines de ce genre ont été prononcées. La justice n'est donc pas « laxiste ». Elle est d'une sévérité exemplaire qu'il faut être myope pour ne pas remarquer.

Revenus au pouvoir, le RPR et l'UDF remportent le avantage des prisons qu'ils ne se sont aujourd'hui : le taux d'occupation actuel, de 140 %, sera-t-il dépassé ? C'est possible encore qu'il existe un réel consensus sur la nécessité d'éviter l'incarcération des petits délinquants. Le travail d'interdit général, pour M. Léonetti, a été introduit dans le code par un vote à l'unanimité des députés et dans son livre *Pour en finir avec la peur*, M. Jacques Toubert se montre permoïen plus « badinterien » que le garde des sceaux. Na pousse-t-il pas l'audeuse jusqu'à suggérer l'interdiction de la prison pour les délinquants qui commettent leur première « bêtise » ? Qu'en disent MM. Léonetti et Gresse, ou plutôt qu'en disent les magistrats, dont ils se font les porte-parole lorsque M. Badinter surs cède le place ?

BERTRAND LE GENDRE.

Une section pénale à la première chambre du tribunal de Paris

La première chambre du tribunal de Paris, cantonnée jusqu'à présent dans l'examen et le jugement des affaires civiles les plus importantes, à partir de janvier 1986, une section pénale. Cette innovation proposée par le président du tribunal, M. Yves Monnet, a été approuvée, le lundi 25 novembre, par une assemblée générale des magistrats de cette juridiction.

La section pénale de la première chambre tiendra trois audiences par semaine. Elles seront consacrées respectivement aux affaires dites de « corruption immédiate » (ex. flagrant délits), aux affaires de droit commun : violences, coups et blessures, vols ; et, enfin, aux affaires financières dites « nouvelles », c'est-à-dire n'exigeant pas plus de deux journées de débats et mettant en cause des prévenus qui ne sont pas en détention.

La section pénale sera présidée par des magistrats du tribunal, dont M. Monnet lui-même. Cette innovation qu'a « décaillée » la première chambre du tribunal de Paris, consi-

dérée par certains comme la « chambre noble », illustre la volonté déjà affirmée par M. Pierre Drai, prédécesseur de M. Monnet, de rapprocher civilistes et pénalistes. Elle entend mettre des magistrats dont la carrière jusqu'à présent se limitait à une spécialisation civile, en présence de certaines réalités quotidiennes. Elle apparaît comme une illustration des propos qu'avait tenus, le 10 juillet 1985, M. Pierre Drai lors de son installation dans les fonctions de premier président de la cour d'appel de Paris : « Le domaine de la justice pénale que, trop longtemps et de façon injuste, les juristes classiques ont tenu pour peu gratifiant pour l'esprit et pour le cœur, doit reprendre une place privilégiée (...). Il n'est pas de « chambres nobles » et d'autres qui le seraient moins ».

An temps de sa présidence au tribunal de Paris, M. Drai avait déjà mis en place à la première chambre une section sociale.

J.-M. Th.

● **Lionel Cardon jugé par la cour d'assises de la Gironde.** — La chambre d'accusation de Bordeaux a décidé, mardi 26 novembre, de renvoyer devant la cour d'assises de la Gironde le procès de Lionel Cardon, meurtrier présumé d'un chirurgien, François-Xavier Aran et de son épouse, Alice ; le cadavre du chirurgien avait été retrouvé le 11 octobre 1983 dans sa maison de Pessac (Gironde) et sa femme, elle-même anesthésiste, avait été tuée quelques jours plus tard près de Meyers. De plus, Lionel Cardon avait mortellement blessé un motard qui l'avait surpris près du bois de Boulogne le 21 novembre de la même année.

● **Protestations d'instituteurs à Fleury-Mérogis.** — Vingt-trois instituteurs enseignant au centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne) ont occupé, lundi 25 novembre, les locaux scolaires de l'établissement pour protester contre la suppression d'une prime de logement que leur attribuait jusqu'à présent, via la mairie de Paris, le ministère de l'Intérieur. Cette prime était de 830 F pour un célibataire et de 1 600 F pour un enseignant ayant quatre enfants à charge.

LA CONDAMNATION DE TROIS COMMISSIONNAIRES AGRÉÉS DE LA BOURSE DE COMMERCE

« Une entreprise de délinquance organisée »

Les lourdes condamnations infligées, le 19 novembre, à trois commissionnaires agréés de la Bourse de commerce de Paris par le trente et unième-chambre du tribunal de Paris (le *Monde* du 21 novembre) ont été longuement motivées par le jugement rendu sous la présidence de M. Guy Joly. Les exigences de l'actualité nous avaient empêchées de publier aussitôt l'analyse des « attentus » dans ces affaires d'escroquerie d'un caractère particulier. Le tribunal a d'abord constaté que les opérations incriminées consistaient dans chaque cas à faire démarcher une clientèle par des remises, au moyen d'une « présentation aléatoire et tendancieuse », pour lui proposer des « marchés » qualifiés à tort de « placements ». Il retient contre les trois commissionnaires agréés le fait d'avoir « abusé de leur qualité » en laissant entendre, alors qu'ils sont en réalité directeurs de sociétés, qu'ils étaient titulaires de charges, ce qui pouvait laisser croire qu'ils se trouvaient soumis aux mêmes règles que les officiers ministériels tels que les agents de change à la Bourse des valeurs.

Les juges ont aussi examiné dans le détail les documents publicitaires utilisés par chacun pour faire croire que les commissionnaires en cause exerçaient un contrôle efficace et scrupuleux des opérations, alors que ce contrôle, non seulement n'existait jamais, mais qu'un commissionnaire comme M. Maurel s'y opposa « systématiquement ».

Les juges retiennent aussi que cette manière de procéder distinguait les risques très élevés courus par les opérateurs privés « en ne montrant à une clientèle non initiée que les avantages », en exigeant d'elle un versement initial de 10 % des opérations projetées et obligeant ensuite à doubler cette mise pour pouvoir continuer à être présent sur le marché.

Pour le tribunal, les remises ou sous-remises de chacun des commissionnaires « ont entretenu la confusion ». Recrutes par voie d'annonces, faisant l'objet d'une sélection, ils étaient ensuite formés en quelques heures dans la perspective exclusive d'un démarchage intensif de clientèle et « la plupart d'entre eux étaient réduits à un rôle de rabatteurs ». Au total, les trois sociétés d'opérations ont obtenu, en 1982-1983, un chiffre d'affaires de 1 200 millions de francs, dont 1 000 millions de francs de commissions, chiffre qui représente un rendement de 83 %.

Un mécanisme compliqué Mais les clients non initiés pouvaient croire à des profits rapides et considérables. « Ignorants qu'ils étaient des risques très élevés courus », les juges ont constaté que les sociétés d'opérations « ont compliqué des marchés à terme sur les marchandises qui ne sont pas cotés sur les bourses officielles, aux dépens de familles ». Démarchés comme ils l'étaient, ces clients « étaient incités

à s'en remettre, vu leur ignorance du fonctionnement des marchés à terme, à l'initiative des commissionnaires ou de leurs remises ».

Les jugements rappellent à ce sujet la pratique d'une « affectation aléatoire des lots de marchandises réalisées le soir après la clôture des cours, ce qui aboutissait à faire attribuer les lots produisant des bénéfices aux parents ou amis des commissionnaires ou des remises et à faire perdre les clients ordinaires ».

Les jugements observent encore que les commissionnaires avaient un intérêt à réaliser ainsi le plus grand nombre possible d'opérations de vente et d'achat « puisque chacune d'elles rapportait à la société une commission substantielle ». Ainsi apparaît « une entreprise de délinquance organisée qui a pu non seulement nuire à la loi, mais la fortune de certains spéculateurs, mais également déposséder de modestes épargnants acculés à la ruine ».

En conclusion, le tribunal relève que « le discrédit a été jeté sur les marchés à terme de marchandises par suite de la mauvaise réputation faite obstacle à leur développement, alors que dans un contexte international marqué par l'ampleur croissante des fluctuations des prix, des matières premières, de l'argent et des devises, nul ne peut contester que la technique de couverture à terme constitue un outil unique de lutte contre les excès de risque, la spéculation qu'ils entraînent et les chances de position dominante sur les marchés ».

J. Th.

SPORTS

THIERRY SABINE LANCE UN « DAKAR » DES NEIGES

Le concours de saut d'obstacles international de Lyon, remporté dimanche 24 novembre par Philippe Rozier sur Jive, a vu la première apparition dans ce sport de Thierry Sabine Organisation (TSO), avec le trophée Lumbertini, Paris-Dakar et Paris-Dakar. L'arrivée de Thierry Sabine dans l'univers du saut d'obstacles nippes peut surprendre. C'est un ancien cavalier, rappelé-on chez TSO. Il a fait partie de l'équipe de France juniors de saut d'obstacles. Pour justifier cet intérêt nouveau pour le cheval, TSO évoque aussi le désir de M. Jean-François Chazy, président de la Fédération équestre française, d'ouvrir les concours hippiques au sport équestre en général, et plus particulièrement à l'écurie française, en vue des Jeux olympiques de Séoul (le *Monde* du 29 octobre).

Il s'agit aussi pour Thierry Sabine de faire connaître le projet humanitaire du futur Paris-Dakar, le futur des pompes d'irrigation au Sahel.

D'autre part, le créateur du Paris-Dakar, de l'Enduro du Touquet, de la descente du Niger, et bientôt de la Trans-Amazoniense, envisage de diversifier sa politique de sponsoring en direction de sports plus conventionnels, grâce à une nouvelle agence baptisée Tautré. Il doit ainsi annoncer le 2 décembre une compétition inédite de « ski aventure » partant des Alpes et faisant le tour de Mont-Blanc par des itinéraires extrêmes en France, en Suisse et en Italie. Disputée par équipe de cinq skieurs comprenant un guide de haute montagne selon la formule des rallyes, à la fin de février 1986, cette épreuve a été mise en place avec le concours technique d'Alain Gaudard et l'appui financier des firmes NAVA, Milac de Fiat, qui contribue aux dépenses à hauteur de 2 millions de francs.

● **AUTOMOBILISME :** rallye du RAC. — En tête du rallye de Grande-Bretagne depuis l'abandon de Hannu Mikkola (Audi Sport Quattro), le Finlandais Markku Alen (Lexus Martini Delta S) occupait le 27 novembre la première place du classement après trente-neuf épreuves spéciales, sur un total de soixante-quatre, avant l'arrivée, jugée jeudi à 14 heures. Pénalisé par deux fois pour être arrivé aux contrôles en avance sur l'heure prévue, Markku Alen précédait de 2 min. 18 sec. le Britannique Tony Pond (Austin Rover Metro), de 2 min. 53 sec. le Finlandais Henri Toivonen (Lancia Martini Delta), et son compatriote Mikael Sundström (Peugeot 205 turbo 16) de 6 min. 39 sec.

● **TENNIS :** International d'Australie. — Les Françaises Pascale Paradis et Sophie Amiot ont été éliminées le 27 novembre au premier tour des Internationaux d'Australie à Melbourne. Elles ont été battues par des Australiennes très nettement moins bien classées qu'elles, respectivement Amanda Tobin-Dingwall (6-2, 5-7, 6-2) et Nicole Provis (6-3, 6-1).

MÉDECINE

LES COMAS DE LABORATOIRE

Enquête au CHU d'Amiens

L'inspection générale des affaires sociales enquête actuellement au CHU d'Amiens sur l'affaire de l'expérimentation médicale menée le 23 avril dernier dans les services du professeur Alain Milhaud sur un malade comateux (le *Monde* du 20 novembre). Cette enquête devra aussi établir dans quelles circonstances précises le malade en question a été transféré des établissements Hélio-marins de Berck (Pas-de-Calais) au CHU d'Amiens. La famille de la victime (qui désire garder l'anonymat) n'a, à aucun moment, été informée de cette expérimentation, comme elle le confirme dans la lettre que nous publions ici.

Le père du malade, interrogé récemment par le docteur Danz des établissements Hélio-marins de Berck, pour savoir si c'était bien son fils qui avait fait l'objet de cette expérimentation, a reçu une réponse

dans laquelle ce médecin se borne à indiquer les raisons médicales qui ont, selon lui, motivé le transfert sur l'hôpital d'Amiens. Le docteur Danz a toutefois insisté, avec l'équipe du professeur Milhaud, la communication scientifique relative à l'expérimentation.

Il faut enfin ajouter que les médecins justifiaient en partie leur démarche en expliquant que le malade, objet de l'expérimentation, était un ancien « délinquant », et que sa famille avait pratiquement cessé de prendre de ses nouvelles. Ces deux assertions sont démenties par les parents du malade.

Une nouvelle question se pose : serait-il moins grave d'expérimenter sur un ancien délinquant abandonné par sa famille que sur un malade comateux entouré de l'affection des siens ?

Sans le dire aux parents

C'est par la lecture de l'article paru dans votre édition du 20 novembre que nous avons découvert que le jeune homme sur qui le docteur Milhaud avait procédé, à une expérimentation était notre fils Eric. C'est donc totalement à notre honneur que les praticiens ont opté.

En effet, nous n'avons jamais soupçonné ce qui avait été fait à Amiens car nous avons eu la naïveté d'avoir confiance en ceux qui avaient la charge médicale d'Eric.

Nous avons été informés de son transfert au CHU d'Amiens par les établissements Hélio-marins de Berck-sur-Mer afin que soient effectués des examens que Berck ne pouvait pas réaliser. Nous n'avons pu obtenir aucune autre information auprès du CHU d'Amiens après son transfert. Alors comment qualifier cette attitude sinon de dissimulation ?

Après avoir douloureusement subi l'accident de notre fils, ses trois années de coma puis son décès en septembre dernier, il nous faut encore assumer ces pénibles événements. Nous aurons pu nous en pas-

ser. Si nous éprouvons aujourd'hui le besoin de nous exprimer, c'est d'une part, pour éviter que notre silence éventuel soit interprété comme un acquiescement à ce qui a été fait et, d'autre part, pour apporter notre contribution à une indispensable moralisation de certaines pratiques médicales.

Pourtant, il faudrait bien qu'un jour les patients et leurs familles connaissent la vérité.

Il faudrait bien que des sanctions soient prises à l'égard de ceux qui procèdent à des expériences sur des malades en état de coma sans l'accord de la famille.

Les parents

de leur fils d'Eric.

PS. — Pour éviter toute ambiguïté, nous ajouterons que nous avons toujours hautement apprécié le dévouement et la compétence du personnel des établissements Hélio-marins de Berck, ce qui explique également la confiance que nous avions mise dans ceux qui soignent Eric.

Un médecin s'inocule la leishmaniose pour tester un vaccin

Une expérimentation humaine de vaccination contre la leishmaniose — une maladie parasitaire — est actuellement en cours à Paris dans le service de parasitologie du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière.

L'inventeur du vaccin — le docteur Loïc Monjour — s'est lui-même injecté une préparation vaccinale composée de fractions spécifiques du parasite obtenues à partir des techniques de biologie moléculaire. Ce médecin s'est ensuite injecté le parasite lui-même afin de tester

l'efficacité de son vaccin. Dans le même temps, un volontaire recevait la même injection de parasites. Les résultats de cette première mondiale seront connus dans les prochains jours de décembre. La leishmaniose, maladie mortelle lorsqu'elle n'est pas traitée, sévit principalement en Afrique, en Inde et au Brésil. Elle est également retrouvée depuis quelques temps dans le sud de la France (le *Monde* du 14 août).

J.-Y. N.

ÉDUCATION

UN COLLOQUE DU CLUB 89

Les universitaires de l'opposition veulent des établissements autonomes

Quatre mois avant les échéances électorales, les universitaires de l'opposition préparent l'« enseignement supérieur de l'avenir ». Réunis samedi 23 novembre à Paris, à l'initiative de leur Club 89, une soixantaine d'entre eux ont esquissé leur conception d'une université libérale, dégagée des carcans administratifs et bureaucratiques, qui, selon M. Michel Guilhaud, ancien président de Paris-XII, freinent les initiatives locales.

Pour en arriver là, il faut d'abord en finir avec la loi sur l'enseignement supérieur de janvier 1984. Celle-ci, selon M. Jean-François Curtes, président de l'Association « favorise la politisation et la syndicalisation » et instaure de véritables parlements qui peuvent condamner l'université à déperir. Mais si M. Curtes est partisan de l'abrogation de cette loi, son collègue de Bordeaux-L. M. Dimitri Lavroff, est plutôt partisan du statu quo pour éviter aux universités de nouvelles perturbations. « Laissons les universités libres de s'organiser comme elles le désirent. Et ainsi, nous favoriserons une diversification maximum », déclare-t-il.

M. Henri Texeras du Monocel, ancien président de Dauphine, se soucie assez peu des textes en vigueur. Pour lui, il suffit « de les fuir, de les contourner » et de s'acheminer vers des établissements d'un type nouveau, moins dépendants de la puissance publique. Les universités de l'avenir devront pouvoir trouver d'autres sources de financement, car tous les partici-

pants sont d'accord pour reconnaître qu'il ne faut pas s'illusionner sur une aide accrue de l'Etat. Les entreprises, les particuliers par le biais des donations, et les étudiants grâce à une augmentation des droits d'inscription, alimenteront les établissements à se moderniser et à être plus compétitifs. « Je ne suis plus Jacobin », a avoué M. Jean Bastie, secrétaire général du Syndicat autonome de l'enseignement supérieur. Je crois aujourd'hui qu'il faut responsabiliser les universités, qui ont trop souvent un comportement immature. Accroître le maximum d'autonomie des établissements, et que le meilleur gagne ».

Cette intervention a été applaudie — comme celle de M. Alain Denique, ancien secrétaire général du RPR et professeur à Polytechnique — lorsqu'il a affirmé la nécessité de recruter un ministre unique pour la recherche et les universités. Evoquant le CNRS, M. Devaquet a déclaré : « Je connais les défauts de cette institution. Mais il faut envisager son avenir avec la plus grande prudence, et, en particulier, se garder d'époque sa suppression ».

Propos destinés en partie à sa voisine à la tribune, M^{me} Michèle Alliot-Marie, qui tient sur le CNRS un discours moins nuancé (le *Monde* du 23 novembre). Au Club 89, comme l'expliquent les animateurs, la liberté d'opinion existe. « Le problème, reconnaît un participant, c'est d'atténuer les divergences avant le mois de mars ».

SERGE BOLLOCH.

DÉFENSE

La grogne de certains officiers

(Suite de la première page.)

Longtemps anesthésiée par l'habituelle de M. Henu, l'institution militaire revient, en réalité, à ses premiers amours. « Elle n'a pas le cœur d'acier, concède cet officier, mais, à l'heure des échéances électorales, elle tombe du côté où elle a toujours penché. » A sa façon, l'intermède Henu a pris fin, même si les critiques, notamment celles de Spartacus, n'ont pas attendu qu'il s'achève pour prospérer. Avant mars 1986, la « marmite » bouillonne. L'armée de terre et l'aviation exhalent leur mal d'être. Seule, la marine fait semblant de se taire, sous le prétexte que, des trois armées, elle serait la mieux lotie financièrement.

M. Quilès y prête attention. A l'instar de son prédécesseur qui appréciait le contact direct, il a pris son bâton de pèlerin. On le voit beaucoup, en ce moment, sur les bases aériennes, dans les casernes ou les camps de l'armée de terre, et à bord des navires de la Royale. Il s'agit pour lui, tout à la fois, de faire oublier la « statue du Commandeur » — celle qui continuait de parler encore depuis Villeurbanne — et de rappeler que la gauche — au contraire de ce qu'on lui reproche — a la fibre patriotique chevillée au corps. Pour l'instant, le message a du mal à passer : les officiers, comme les sous-officiers, s'accrochent aux réalités budgétaires, et l'opposition actuelle, qui travaille à les circonvenir, a réussi à les persuader qu'elle aurait fait mieux.

« A l'heure des bilans, concède cet officier général qui n'a pas à se plaindre d'elle, la gauche a peut-être raté un rendez-vous important avec l'armée : celui de la réforme, nécessaire, des écoles militaires, d'commencer par les écoles d'officiers. »

C'est une œuvre de longue haleine, un investissement à long terme puisqu'il porte sur la jeunesse. La gauche a tenté de s'y atteler : changer les mentalités en créant ce « citoyen-soldat » décrit par les héritiers de Jaurès, à défaut de pouvoir transformer des structures figées. Elle s'y est cassé le nez. « Pourquoi tout chambouler, dit cet officier général en se regardant le nombril, puisque le produit de ces écoles, à bien nous examiner, n'est pas si déplorable que cela. » Dans cette moquerie, il y a probablement l'explication du malentendu entre la gauche et l'outil militaire.

JACQUES ISNARD.

SCIENCES

Atlantis en orbite

LE « MÉCANO » DE L'ESPACE

Atlantis, la dernière-née des navettes spatiales américaines, a quitté Cap Canaveral (Floride) dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 novembre, à 1 h 29 (heure française). Pour ce deuxième tir de nuit depuis le début des vols navette, sept astronautes composaient l'équipage. Il s'agit de Brewster H. Shaw, commandant de bord ; Bryan D. O'Connor, pilote ; Sherwood C. Spring, Jerry L. Ross, Mary L. Cleave, spécialistes mission ; Charles D. Walker, astronaute « privé » de la firme McDonnell Douglas, et Randolph Neri Vela, premier Mexicain à participer à une mission spatiale.

An cours de cette mission de sept jours, l'équipage déploiera trois satellites de télécommunications. Morelos-B, n° 1 lancé ce mercredi matin, pour le compte des PTT mexicains. Aussat-2 sera mis en orbite le deuxième jour pour celui des PTT australiens. Enfin, le troisième jour, sera lancé Satcom K2, qui sera lancé par la firme RCA American Communication. L'équipage se livrera aussi à un certain nombre d'expériences scientifiques, dont les deux plus spectaculaires ont trait, pour l'une, à la production d'une hormone (érythropoïétine), intervenant dans la fabrication des globules rouges (expérience McDonnell Douglas), et pour la seconde à la fabrication de cristaux organiques.

Mais le véritable point fort de ce vol sera le montage d'une grande tour métallique (ACCESS) d'une quinzaine de mètres de haut ainsi que la construction d'une structure plus petite (EASE), ayant la forme d'une pyramide inversée d'environ 4 mètres. Ces « mécanos », qui nécessiteront deux sorties dans l'espace — lors du quatrième et du sixième jour du vol — permettront aux astronautes de simuler les gestes qu'ils auront à faire lors de la mise en place de la station orbitale que les Américains comptent installer au début des années 90.

RELIGION

Premières critiques au synode de Rome contre le fonctionnement de l'Eglise

De notre envoyé spécial

Cité du Vatican. — Sous la rondeur des formules épiscopales, des critiques ont commencé à fuser, mardi 26 novembre, au synode extraordinaire de Rome, sur le fonctionnement de la collégialité dans l'Eglise. C'est un évêque du tiers-monde, Mgr Samuel Carter, de Kingston (Jamaïque), président de la conférence épiscopale des Antilles, qui s'est montré le plus virulent. « Il y a trop de décisions prises à Rome, plutôt que dans les diocèses », a-t-il dit, citant des initiatives récentes comme « le dévouement des absolutions collectives, l'interdiction faite aux femmes d'accéder à des ministères institués de lecteur ou d'acolyte, l'autorisation de célébrer la messe selon le rite de saint Pie V, le projet de transformer en un simple office subordonné le secrétariat pour l'unité des chrétiens ».

L'intervention du cardinal Ratzinger

Parlant de « super-concentration de l'autorité romaine », l'évêque jamaïcain rejoignait la critique d'un Européen cette fois, Mgr John Gran, ancien évêque d'Oslo, président de la conférence épiscopale scandinave. Celui-ci devait exprimer sa déception devant « le peu de fruits donnés depuis le concile par la doctrine de la collégialité, qui implique la confiance réciproque » et « l'accent mis sur une universalité qui porte le signe de la centralisation ».

Ces propos peuvent être rapprochés d'autres interventions qui, pour

être moins passionnées, évoquent aussi des difficultés de fonctionnement de l'Eglise.

Président de la conférence épiscopale française, Mgr Jean Vilnet, connu pour sa modération, a, par exemple, souligné que la collaboration entre la curie romaine et les évêques « reflète, d'une façon toujours plus authentique et tangible, la volonté de communion de l'Eglise ».

Peu après, dans une conversation avec des journalistes, l'évêque de Lille devait préciser que son vœu portait sur une meilleure connaissance réciproque, « non pas pour favoriser des substitutions de responsabilité, mais pour éviter les risques d'incompréhension ». Il faisait sans doute allusion aux soupçons portés sur les méthodes catéchétiques françaises, colportées à Rome par des intégristes.

De même, dans un tout autre contexte, Mgr Malone, président de la conférence épiscopale des Etats-Unis, la deuxième au monde après celle du Brésil, a souhaité que le synode puisse débattre de l'étendue du pluralisme dans l'Eglise et de la légitimité des prises de position des conférences épiscopales.

Quand le cardinal Ratzinger est intervenu mardi soir, on s'est sans doute demandé si le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi allait répondre à des critiques qui, pour partie, le visaient aussi personnellement. Il s'est placé à un autre niveau. « Si l'Eglise, a-t-il dit, n'est rien d'autre qu'une institution, personne ne pourrait vivre d'elle, ni l'aimer, et c'est ce qui manque aux théories sur l'Eglise de tous ceux qui se limitent aux questions de pouvoir. » Il a conclu : « Ce serait un triste spectacle si nous donnions l'impression que nous ne discutons que de nous-mêmes et des questions de pouvoir. » Personne dans l'assemblée synodale ne pouvait contester ce point de vue, mais il est difficile d'oublier que c'est le livre du cardinal Ratzinger, en juin dernier, qui a déclenché cette controverse, très interne à l'Eglise.

H. T.

HENRI TINOCO.

SI VOUS MESUREZ
1 m 80
OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS
ÊTES MINCE
OU FORT

John Rapal
Spécialiste prêt-à-porter
grandes tailles.

UNE SEULE ADRESSE :
40, Av. de la
RÉPUBLIQUE
75011 PARIS
Tél. : 43.55.66.00

Ouvert du lundi au
samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Parmentier
Parking gratuit

CCF. LA BANQUE DES REUSSITES.



70000 CLIENTS ONT DÉJÀ FAIT DU CCF LE N° 1 MONDIAL DE LA BANQUE A DOMICILE.

1982. Le CCF lance Vidéobanque pour les entreprises. Avec Vidéobanque, celles-ci disposent d'un exceptionnel outil de gestion de trésorerie. Aujourd'hui, 7000 entreprises l'ont définitivement adopté.

1983. Le CCF confirme sa politique

d'innovation et crée Vidéocompte. C'est au tour des particuliers de bénéficier de la banque à domicile. En quelques secondes, 7 jours sur 7 et sans se déplacer, les clients obtiennent la position de leurs comptes de dépôts et de placement, ordonnent

des virements, commandent leurs chèquiers, connaissent les cours des SICAV, des fonds communs de placement, des monnaies étrangères...

En moins de 3 ans, plus de 70000 clients du CCF, entreprises et particu-

liers, ont adopté la banque à domicile. Rejoignez-les. Choisissez la banque des réussites.

Crédit Commercial de France.



ARTS ET SPECTACLES

Francis Huster

IL EST LE CID AU ROND-POINT

UNE répétition du *Cid* au Théâtre du Rond-Point. Francis Huster sera Rodrigue, il est metteur en scène. De la salle, micro d'ordre à la main, il donne des indications. Son visage est noir, tuméfié : le visage du héros après la grande bataille. Ce soir-là, on filait pour la première fois les deux derniers actes.

Le moment d'un premier filage est toujours celui de l'intense désarroi. Tout ce qui, pendant trois mois, a été fixé par fragments et devrait normalement s'emboîter, tout s'effiloche. Les détails avaient été laissés de côté, ils se vengent. Les chapeaux tombent à la moindre inclinaison de tête, les armures brinquebalent, le rideau de fond se bloque à mi-course, les entrées et sorties ne s'enchaînent plus, les lumières bavent...

L'ambiance est à la nervosité. Jean-Louis Barrault, recroquevillé sur un fauteuil, ronchonne ses tirades, il joue le roi, sa couronne ne lui va pas. Jean Marais - don Diègue - impressionnante masse noire auréolée de chevelure neigeuse, promène, en silence une expression crispée. Martine Chevalier - l'infante - cheveu ras, poignoir éponge, attend l'habituelle. Les costumes sont de Dominique Borg, qui, longue blouse à dessin cachemire, s'affaire. Fétichiste des ors et des brocards, des

broderies et dentelles ecclésiastiques, elle a somptueusement tiré Corneille vers le style élisabéthain.

« Il a pompé Shakespeare, affirme Francis Huster. *Chimène* et *Rodrigue*, c'est *Raméa* et *Juliette*. On ne joue pas le *Moyen Âge* ni le dix-septième siècle. Par la musique, on évoque l'Espagne en ce temps où elle était sous l'influence juive et catholique. La pièce est le plaidoyer de l'avocat Corneille contre la guerre... Ce n'est pas une pièce, elle est mal fourue, le *Cid* est un poème à la gloire du héros. Le secret est là. Très peu d'acteurs s'y sont illustrés. Il y a eu Mondory, parce qu'il représentait le noble chrétien défiant son roi, et Gérard Philipe, parce qu'après la guerre il a été l'image pure, blanche, sans tache : l'ange. Rodrigue doit être le héros que la France attend. Aujourd'hui il est animé par une volonté farouche de justice. Il ignore la terre, il s'adresse à Dieu : O Dieu, étrange peine... C'est un assassin, tout comme don Juan, comme Hamlet. Historiquement, c'est un Espagnol ascétique : je porte une lourde armure, je me suis rasé la tête. »

Pour l'heure, les cheuveux de Francis Huster, coupés court, dessinent un casque noir, il ne porte pas d'armure, les jointures lui font mal - mais, sur des culottes bouffantes et de hautes bottes, un

parka. Comme tout acteur trois jours avant la première, il somatise. Il brûle d'une fièvre qui redouble sa valubilité, accentue les distorsions de sa logique particulière. Il se rebiffe : « Ce n'est pas l'acteur qui est malade, c'est le metteur en scène. »

Francis Huster ne monte sur le plateau que pour vérifier des mouvements. Il est représenté par un élève, Hervé Briaux, qui, après tout, dit-il, pourrait jouer. « Rodrigue a vingt ans et j'en ai trente-sept. Mais quand il apprend qu'il doit tuer le père de Chimène, en une réplique, il prend quinze ans. C'est pourquoi on ne peut pas le faire quand on est jeune. »

« Je n'ai pratiquement pas répété avec les autres, c'est vrai. Depuis vingt ans, chaque metteur en scène travaille sur son style propre quelle que soit la pièce. Mai non. On ne joue pas Corneille comme Racine ou Tchekhov. Si je montais la Mouette, les acteurs répèteraient dans le décor, mais jamais ensemble. Tchekhov, ce sont des gens qui vivent ensemble, mais ne parlent qu'à eux-mêmes. Rodrigue ne fait pas partie de l'action. Il a quatre scènes. Je ne voulais pas que les comédiens s'habituent à moi, je veux qu'ils me cherchent, qu'ils imaginent le héros, invincible parce qu'inaccessible. L'acteur idéal, un absent. »

Francis Huster dirige comme au cinéma, demande une attitude, un déplacement, sans que les acteurs s'interrompent, il ne se préoccupe pas de l'interprétation : « Ils ne doivent pas interpréter, ils forment un orchestre théâtral, avec des chœurs, des duos, des trios, des solistes... Je les pousse à prendre leurs responsabilités : qu'ils soient tous des divas ! »

Il se concentre sur le rythme, le côté visuel. Des tableaux d'ensemble se composent, se défont, se modifient selon sa vision de l'instant. S'il redoute le confort de la sécurité, il n'a rien à craindre. Déboussolés, les acteurs suivent docilement ses directives. Il invente des actions ajoutées, censées établir une continuité entre les scènes écrites, avec le souci du détail réaliste : don Sanche, revenant de son duel avec Rodrigue, sera déchiré, sali : « Don Sanche vient de se battre sauvagement, je veux lui voir de la boue sur la gueule. Si j'osais, confie-t-il, la tirade de la bataille. Nous partons cinq cents... Je la ferais aphone. C'est vrai, Rodrigue s'est défoncé, il court partout, hurle des ordres... » Comme tout metteur en scène à qui viciet une idée insolite, il dit que c'est dans le texte et conclut : « J'oserai peut-être. »

Francis Huster est un instinctif en perpétuel état de sincérité



changeantes. Il ne prend jamais la pose, on, ce qui revient au même, ne cesse de la prendre. Son extrême mobilité fait partie de ses qualités d'acteur. Il l'est comme on est grand, ce n'est pas qu'il veuille, il est. Son narcissisme immodéré le porte à la générosité. Il donne l'impression de ne rien garder, de tout déverser de lui, à tout moment. Il braille : « Je décide », se fait cérémonieux pour remercier la troupe d'avoir gardé son sang-froid pendant le bordel du tournage télé. « J'interrompt pour annoncer : « Enfin une bonne nouvelle, Jean-Pierre Bernard me dit que le PSG a gagné par 3 à 0 », double de temps en temps pour le texte sa doublure, demande à Jany Gastaldi de se souvenir de Christine Villain en première page de France-Soir, raconte : « J'ai vu Spartacus en vidéo chez des copains. Laurence Olivier, oh là là ! Et les figurants, ils sont au moins dix mille, comment veux-tu qu'avec ça le metteur en scène ne se prenne pas pour Dieu. »

Peut-être Francis Huster ne se prend-il pas pour Dieu, mais il en parle beaucoup, en fait le ressort de son spectacle : « La pièce devrait s'appeler *les Enfants de Dieu*. Corneille est le poète de Dieu, le Théâtre en rond est comme une église. Corneille, Shakespeare, Racine, Molière, tous ont parlé de Dieu. Je ne suis pas croyant, un acteur ne doit croire en rien, c'est une bête. Pourtant, je pense que Jauvet est devenu mystique quand il a monté Don Juan. »

Francis Huster n'est pas croyant, mais Louis Jouvet est son Dieu, à un moment où, derrière l'acteur au phrasé saccadé, on redécouvre l'apport du metteur en scène, du professeur au Conservatoire. Déjà, en 1978, Antoine Vitez se référait à lui pour ses quatre Molière : *L'École des Femmes*, *Tartuffe*, *Don Juan*, le *Misanthrope*. Actuellement, Philippe Clément prépare pour le

TNS et hico entendu l'Athénée-Louis-Jauvet la mise en théâtre d'une de ses leçons.

Francis Huster s'exalte, veut à son tour organiser un cartel. Avec qui, il ne le précise pas. Comme Jouvet prétendait tourner pour gagner de quoi perdre de l'argent au théâtre, lui, il déclare : « faire la pute au cinéma pour rassembler un public qui me suive ». Il s'interroge : « Que ferait Jouvet aujourd'hui ? » Il rêve : « Je veux une salle, des subventions, une troupe d'une soixantaine de personnes. Non, pas la Comédie-Française, j'y ai passé dix ans. Je ferais 90 % de créations et un classique parce que c'est nécessaire... Il se voit Richard III dans un décor de fer, un enchevêtrement de barreaux tordus qu'il grillerait au chalumeau : « Je ferais peur. » Il joue, il devine par le ton le nabot cruel, loin du *Cid*, des dissuadés avec les techniciens, sur le plateau où ne reste plus que la lampe de service, l'ampoule nue au bout d'une perche, dont la lumière blafarde transforme le décor en paysage glacial, en jouet abandonné.

Jean Marais a demandé, calculant ses horaires syndicaux, de pouvoir dormir son compic. Tous sont partis, blêmes de fatigue, lourds d'une tension inquiète. Le travail de répétition peut être excitant, jouer peut-être un bonheur, mais, trois jours avant la première, c'est la peur qui prime. Francis Huster boit du lait chaud au restaurant ouvert tard pour nous, discute gants et manchettes avec Dominique Borg. La question à résoudre est celle de la couronne du roi. On parle de Jean-Louis Barrault, de son théâtre : « J'ai déjà joué chez lui quand il était au Récamier : la Nuit des assassins, avec Hermine Karagheuz et Michèle Moretti. Il passait nous voir, j'étais impressionné. Si on m'avait dit qu'un jour je le dirigerais... »

COLETTE GODARD.

Nada Strancar

ELLE EST LUCRÈCE BORGIA A CHAILLOT

L'HISTOIRE de Nada Strancar est celle d'une petite fille pauvre devenue reine. Sa couronne est en toc, mais son pouvoir immense. Elle possède celui de se métamorphoser, de régner sur les imaginations. Reine des planches, elle est aujourd'hui Lucrèce Borgia au Théâtre national de Chaillot, dans la mise en scène d'Antoine Vitez.

C'est chez Antoine Vitez que Nada Strancar a fait ses classes, au Conservatoire, il y a dix ans. Elle arrivait d'un cours privé, sortait peu, ne connaissait rien ni personne, dit-elle. La grande fille au parler doux, au visage calme s'est révélée sauvage, sensible à toute émotion, à toute passion, capable de défis, de sacrifices meurtriers. Avec Antoine Vitez, elle a été une Phédre étouffée par la morale d'apparat du Grand Siècle et que la mort délivre. Elle a été Catherine, l'héroïne déracinée du roman d'Angeles des Cloches de Balzac, et aussi la triviale sou-brette de l'École des femmes, l'É-vire éperdue et gauche de Don Juan, la perverse douloureuse du Prince travesti... Avec Michel Hermon, elle a été Penthesilée, avec Patrice Chéreau la fille du roi des Troïens dans *Peer Gynt*, avec Giorgio Strehler, l'armante rejetée de l'illusion...

Nada Strancar a eu la chance de travailler avec le haut de gamme des metteurs en scène, ceux dont on dit parfois qu'ils écrasent les acteurs. Elle, en tout cas, s'est nourrie de leurs enseignements.

« En dix ans, dit-elle, j'ai perdu un peu d'inconscience. Quand j'ai commencé, ce qui m'importait, c'était d'être là et de jouer. J'étais même peur qu'aujourd'hui, l'expérience pour moi n'est pas une libération, au contraire. J'avais une idée moraliste, quasiment raciste du métier.



En passer par là était nécessaire, j'avais besoin de me déterminer.

« Quand vous avez travaillé avec Chéreau, Strehler, est-ce que vous vous êtes adaptés facilement ? »

« J'ai d'abord été déséquilibrée. Antoine Vitez est un pédagogue. Avec lui, en répétition, on n'a jamais l'impression d'être bête, ridicule. Tout ce qu'on trouve est valorisé, même si, par la suite, on ne s'en sert pas. Il teste quand on dit « je peux aller plus loin ». Pour lui, on peut aller ailleurs, autrement, mais tout est déjà dans le premier pas. Chéreau gratte, il creuse. Il travaille sur le négatif, il refuse, pousse à aller plus loin justement. Ou ?... C'est la question. Strehler a une idée

précise de ce qu'il veut voir. La liberté qu'il accorde paraît mince. On est dirigé par une pensée infaillible, et c'est seulement quand on joue qu'on ressent l'idée générale du spectacle.

« Est-ce que l'expérience vous a donné une distance critique vis-à-vis de vos metteurs en scène ? »

« Je suis forcément plus critique que je n'étais. Je fonceais tête baissée en explorant et en exploitant toutes mes possibilités. J'ai appris à trier, je n'ai plus envie de tout montrer tout le temps. J'arrive à exprimer ce que moi, personnellement, j'ai à dire. Donc j'ai appris à résister. Depuis le temps que je connais Antoine Vitez, je lui résiste sur certains points, par exemple sa conception unique-

ment musicale du langage. Ainsi, de Lucrèce, j'essaie de faire une personne concrète, une mère, une femme qui prend conscience de ses faillites. Je trouve le concret dans le monde intérieur, la psychologie du rôle. Avec Hugo, c'est vrai, on peut enfourcher les mots et s'envoler. Moi, je veux les prendre pour m'accrocher à la terre.

« Y a-t-il des rôles que vous avez ratés ? »

« Je voudrais rejouer Phédre. J'ai aimé le faire, je voudrais le rejouer à présent. L'Évire du Don Juan, en revanche, me reste comme un cauchemar, elle m'a toujours échappé. Dans le Prince travesti, j'ai eu l'impression de tourner autour. Merveilleux est tellement complexe qu'on est ému à simplifier. On suit une seule ligne et on efface une partie du personnage.

« Quelles sont vos enseignées ? »

« Je pense à certains acteurs, certaines actrices qui sont magnifiques et ne jouent plus, pourquoi ? Qu'est-ce qui fait que pendant un temps on participe à des entreprises importantes, et, d'un coup, plus rien. C'est alors qu'on s'abîme. Et pourquoi, avec l'ignominie Hôtel de Ville, un spectacle merveilleux où je me sentais bien, pourquoi je le quelque chose avec le public ne s'est pas produit ? Et Catherine, qui est devenu un phénomène marquant, et où je suis entrée si facilement, ça me fait peur. Je manque d'insouciance, travailler dur me rassure... Maintenant, je voudrais ne plus seulement penser à défendre la cause de la « grande culture », je voudrais me mettre au service de moi. »

C. G.

L'ART TEXTILE
par Michel Thomas,
Christine Mainguy
et Sophie Pommier.

Les loyers de l'art textile en Orient et en Occident.
La primauté de la tapisserie.
La renaissance aux XIXe et XXe siècles. Broderies, Tissues, Sculptures.

Un volume de 280 pages.
format 25x34 cm, relié pleine
toile sous jaquette en couleur.
315 illustrations.

SKIRA
LE LIVRE D'ART

Pour Victor Hugo, l'encre est indifféremment celle de ses écrits ou celle de ses dessins. A ses yeux, ces derniers comptaient autant que ses poésies ou ses romans.



Ju-Ju-Toto, vers 1833
Bibliothèque nationale

ELABOUSSURES, vagues et balafres d'encre, taches dépliées qui rongent la page, pochoirs géométriques, portraits aux traits acérés, monstres, marées et remparts d'ombre, les dessins de Victor Hugo sont divers comme ses écrits. De la caricature à l'apparition. De page en page, les trois cent quarante dessins de Hugo que présentent et déchiffrent le *Soleil d'encre* de Gaëtan Picon et un texte d'Henri Focillon révèlent une œuvre qui tient tête à Daumier comme à Doré.

«Pourquoi n'a-t-il pas fait du dessin l'expression majeure?», demande Gaëtan Picon. Hugo n'a pas eu à choisir. L'encre, indifféremment, a été celle de l'écriture

et du dessin. Leur contrepoint est fascinant et exceptionnel.

Comme les pleins et les déliés ronds des premières pages d'écriture, ses dessins n'ont d'abord rien été d'autre que de probables zéros plus zéro égale la tête à Toto. C'est auprès de «Ju-Ju» - Juliette Drouot - que «Toto» commence à dessiner. Ses dessins cessent d'être seulement des croquis hâtifs ou des caricatures. Celles-ci, cocasses, grinçantes ou débonnaires, ne diffèrent pas des bouts rimés auxquels les salons et leurs jeux invitent. Il arrive que, cruelles, elles règlent des comptes. Tout comme celles qui croquent George Sand, Musset, Gautier ou Mérimée. Et s'il des-

sine aussi des bords, des remparts, leurs ruines, ce sont ceux qu'exige le goût «ogive». Comment «Hugoth» pourrait-il le renier?

Dès 1825, Hugo affirme que ses dessins ne sont pas à négliger; il écrit à un ami: «Ne va pas rire de ces lignes bizarres jetées comme au hasard de l'autre côté de la feuille. Aie un peu d'imagination. Suppose tout ce dessin tracé par le soleil et l'ombre, et tu verras quelque chose de charmant. Voilà comment procèdent les fous qu'on appelle poètes.»

Mais ce «quelque chose de charmant» ne le retient pas longtemps. Dans un atelier qu'il s'est installé sous les combles, rue de La Tour-d'Auvergne, il invente pour ses dessins, de 1848 à 1851, des procédés extravagants. A Baudelaire, qui salue dans son *Salon* de 1859 «la magnifique imagination qui coule dans les dessins de Victor Hugo comme le mystère dans le ciel», il répond le 29 avril 1860: «Je suis tout heureux et très fier de ce que vous voulez bien penser des choses que j'appelle mes dessins à la plume. J'ai fini par y mêler du crayon, du fusain, de la sève, du charbon, de la suie et toutes sortes de mixtures bizarres qui arrivent à rendre à peu près ce que j'ai dans l'œil et dans l'esprit. Cela m'amuse entre deux strophes.»

Hugo fait de la façade de Notre-Dame de Paris l'initiale de son nom, dessine le même H pour la cheminée de Hauteville House et barre le ciel et l'océan de ses

initiales ou de son nom en toutes lettres. Ces dessins ne sont à ses yeux rien d'autre que des «cartes de visite»...

Pour les *Travailleurs de la mer*, avant, pendant et après la rédaction même du roman, il réalise une série de dessins qui n'en sont pas l'illustration, mais qui représentent l'équivalent de métaphores telles que: «Les brises-lames sont les cheveux de frise des fortifications contre les tempêtes»; «le lichen, cette rouille du marbre...»; «chaque marée est un trait de scie»; «les nuages, ces dais livides de la nuit...»; «l'océan, avec son flux et son reflux, est le balancier du Globe.»

Hugo conserve ces dessins, les fait relier. Il ne peut admettre que, d'aucune façon, ceux-ci lui échappent. Lorsque, en 1862, se prépare la publication d'un album de ses dessins, il écrit à Théophile Gautier, qui doit préfacier le livre: «A la fin, ne pensez-vous pas que je dois rester seul? Ce n'est plus l'éloge, c'est la responsabilité qui commence, et je ne dois pas m'abriter derrière Paul Chenay. Si vous pensez comme moi, vous effacerez ces quatre mots: reproduits par Paul Chenay.» Exit le graveur...

Pour Hugo, qui, selon Breton, a vu «déjà avant Rimbaud dans l'encre utilisée par le pinceau comme par la plume le moyen de «fixer les vertiges» et d'interroger son propre subconscient, préjudant ainsi au psychodiagnostic

de Roschach», le dessin n'a pas cessé d'être nécessaire.

«L'homme n'est pas un cercle à un seul centre; c'est une ellipse à deux foyers. Les faits sont l'un, les idées sont l'autre», écrit Hugo. Il suffit de modifier - à peine - cette définition pour qu'elle devienne la sienne: Hugo n'est pas un cercle à un seul centre; c'est une ellipse à deux

foyers: les écrits sont l'un, les dessins sont l'autre.

Comme il est à lire et à relire, Hugo est à regarder. Pour être parfaitement complètes, les œuvres de Hugo doivent compter ce livre des dessins.

PASCAL BONAFOUX.

* Victor Hugo, dessins. *Soleil d'encre*, par Gaëtan Picon. Gallimard.

«LE GRAND IMAGIER»

Le *Grand Imagier* Victor Hugo, de J.-F. Barrière, est l'inventaire pléthorique des métamorphoses de Victor Hugo. Ce tohu-bohu d'images présente tout à la fois l'homme que fut Victor Hugo, ses œuvres, et ce qu'il a fait et de l'un et des autres: «Formidables feux» de caricatures, d'illustrations, de photographies, d'affiches, de tableaux, d'opéras et de longs métrages, le livre tient de l'album de famille, de l'épopée et de l'anthologie.

La gloire de Victor Hugo, «ce maréchal de France de la fiction», l'expression est de Léon-Paul Fargue: «ressemble aux «griffouilles» qu'il se préparait; la recette en est à peu près celle-ci: mélanger dans une assiette: hors-d'œuvre, œufs, fritures, viandes, sauces et légumes; hacher le tout; le servir avec un couteau et, enfin, assai-

sonner du contenu de la salière.

Le livre est pareil à ce plat hugolien: à déconseiller donc aux palais et aux estomacs délicats. Mais les hugoliens et les hugolâtres, que cette année de centenaire qui s'achève blégnât, va laisser sur leur faim, en feront un bréviaire. Ils savent déjà que les hugliens de table sont marqués au chiffre de Hugo: V comme vinaigre, H comme huile...

Hugo assaisonne la génie et n'a que faire d'un goût timoré qui «classe, isole, trie / Et de crainte des dents / Mêle de la serrurerie / Autour de tout cela». A l'image donc de Hugo, le livre est incalculable.

P. B.

* J.-F. Barrière, *Le Grand Imagier* Victor Hugo. Flammarion, 450 F.

PANCHO QUILICI

expose à partir du 26 novembre 1985 à la GALERIE DU DRAGON, 19, rue du Dragon, 75006 PARIS
Tél.: 45-48-24-19

GALERIE ARIEL

140 bd Haussmann, Paris 8^e

doucet

VIE ET ŒUVRE DE MARCELLO FABRI

Maison des Rapatriés de Paris - 7, rue P.-Girard, 19^e (M^e Laumière)

EXPOSITION OUVERTE TOUTS LES JOURS de 15 h à 20 h

29 NOVEMBRE - 4 DÉCEMBRE 1985

VERNISSAGE JEUDI 28 NOVEMBRE 1985 à 18 heures

LE BATEAU LAVOIR

16, rue de Serre, 75006 • 43-25-13-57

Paul

WUNDERLICH

à partir du 28 novembre

THÉÂTRE DU ROND-POINT

Compagnie Renaud-Barrault

SCULPTURES EN CIMENT DU NIGÉRIA

de S.-J. AKPAN et A.-O. AKPAN

du 26 novembre au 15 décembre 1985.

Entrée libre. Tous les jours, de 11 h 30 à 20 h 30

et le dimanche, de 10 h 30 à 17 heures.

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE

GALERIE FRAMOND

ROGER DE CONINCK

Peintures récentes

3, rue des Saints-Pères, VI^e - (1) 42.60.74.78

GALERIE FELIX VERCEL

9, avenue Matignon - Paris 8^e

Tél. 42 56 25 19

BOUYSSOU

«de Paris à Nogent»

20 novembre - 20 décembre

"Chiens"

JEAN GUIDONI AU CIRQUE D'HIVER

Ange de la pénombre,
Jean Guidoni chante le réalisme
poétique de l'entre-deux-guerres
et demande à des compositeurs
d'aujourd'hui de mettre en musique
ses voyages dans l'univers
fantasmagorique des bas-fonds.



Pour Jean Guidoni, qui présente son nouveau spectacle (*Chiens*) au Cirque d'Hiver depuis le mardi 26 novembre, tout commence rue Thubaneau, en plein cœur du quartier «chaud» de Marseille. C'est l'époque où il colle des têtes folles brûlées, accumule des sensations, reçoit des bouffées de réalisme noir. «Monté» à Paris, il frappe à beaucoup de portes, travaille la vob, chante l'humour de Jacques Lanzmann (*Nana*, *le Têtu*) mais aussi de la variété classique, dans des premières parties de Serge Lama et de Marie-Paule Belle, et dans une boîte à filles, avenue Marceau. Une rencontre avec Ingrid Caven au moment de son récital au Pigalle, une autre avec Pierre Philippe, l'adaptateur en français des textes de la chanteuse allemande, lui ouvrent soudain un monde qu'il avait, dit-il, «enfermé à double tour en lui, comme un posse puni». Habillé d'un costume croisé noir, le visage maquillé de blanc, Jean Guidoni va dès lors raconter ses états d'âme, ses descentes aux enfers, les bruits et les fureurs de ses passions tendres et torturées.

Le discours théâtral de ses chansons l'aide à montrer certaines choses. Avec l'expérience de la scène, l'extrême affectation de ses débuts dans le geste et dans le chant fait place peu à peu à des mouvements plus naturels, plus justes, même si son répertoire impose dans l'émphase un ton mélodramatique. Trois albums et trois one-man-shows, l'un au Théâtre en rond, un autre aux Bouffes du Nord, le troisième à l'Olympia, donnent la tête d'affiche à Jean Guidoni, affirmant son style à contre-courant de la mode et imposant son univers réaliste que le temps a rendu irréel.

Guidoni n'a jamais caché ses références: à Derrida, dont les complaintes réalistes (*Le Grand Froid*, *les Godlands*, *le Fou*, *Pour en arriver là*) étaient choisies en fonction des possibilités scéniques qu'elles pouvaient offrir, à Lys Gauty (*Le chaland qui passe*), à Pif et peut-être surtout à Marianne Oswald, qui, dans les années 30 et 40, fut populaire, dans la chanson, la tradition de l'expressionnisme avec les textes littéraires.

Jean Guidoni est un ange de la pénombre, un romantique noir

qui, au détour d'une chanson, ironise sur l'apparente couleur rétro de ses choix, l'ambiguïté de ses thèmes. Comme souvent chez les grands interprètes, Guidoni a longtemps écouté des musiques qui lui a offert des musiques d'Astor Piazzola (*le spectacle Crime passionnel* aux Bouffes du Nord) et de Lewis Forey, Piazzola, Forey et Pierre Philippe ont donné de la force au chanteur. Celui-ci, aujourd'hui, a des velléités d'autonomie.

Ainsi *Chiens*, son nouveau spectacle, devait d'abord être monté pour octobre dernier à La Cigale, un ancien café-concert de Pigalle vivrant depuis une dizaine

d'années avec des programmes érotiques. Mais Jean Guidoni n'a pas pu vaincre totalement sa timidité ni maîtriser le jeu des amitiés. Albert Kossik, nouveau producteur du chanteur, a repris en main l'aventure musicale et l'a transportée au Cirque d'Hiver. Entouré d'une nouvelle équipe de musiciens, Guidoni revient en quelque sorte à la case départ, quand Paris le découvrirait au Théâtre en rond. Au programme, un voyage dans les bas-fonds, la prostitution et le crime, dans un univers fantasmagorique présenté avec humour et un sens étrange de la fête.

CLAUDE FLEOUTER.

Hugo

"Rouge baiser"

VERA BELMONT FILME SES ANNÉES 50

Une fille, une mère, la France de 1952, les Jeunesses communistes et Saint-Germain-des-Prés, les contradictions du devoir et de l'amour. Avec tendresse et lucidité, une cinéaste se retrouve telle qu'elle était à quinze ans.

Il y a des titres de films qui claquent au vent comme les fanions d'une époque. *Diabolo menthe* évoquait la jeunesse au lycée des années 60. *Rouge baiser* — même si le premier rouge à lèvres ne laissant pas de traces fut inventé avant la guerre — rappelle les années 50, le luxe du maquillage pour les adolescentes désireuses de s'émanciper et vivant dans une société qui n'était pas encore — loin s'en fallait — de consommation. Avec son expérience de productrice, Vera Belmont a baptisé son film — autobiographique, comme celui de Diane Kurys — couleur et symbole de séduction (1). C'est joliment sur les affiches, à prononcer, à entendre. Mais, dans la remontée des souvenirs, organisée en chro-

nique cinématographique, la nostalgie rétro n'apparaît pas.

Rouge baiser, c'est la tendresse d'une relation privilégiée avec une mère qui portait en elle un secret, la désillusion progressive d'un engagement politique né de l'éducation et de l'enthousiasme, l'exaltation puis la blessure d'un premier amour. Déjà réalisatrice d'une histoire vraie, *Prisonnier de Mao*, en 1977, Vera Belmont a, cette fois, empoigné la caméra, son équipe technique, ses interprètes, pour faire revivre ce qui fut — on le sent bien — le tournant décisif de son existence. A quinze ans, elle n'a rien d'un héros, mais, garçon ou fille, que l'avenir est à vous. Ce film-là, c'est un enfant de la passion porté pendant plus

de trente ans par une femme qui voulait décider du moment propice pour le mettre au monde. Il est dédié à Bronka, la mère de Vera Belmont, qui, elle, à l'écran, s'appelle Nadia.

Et le film s'ouvre avec Bronka. Juive polonaise, couturière en chambre à Paris, en 1937, elle doit laisser partir pour Moscou l'homme qu'elle aime, Moïche, en difficulté avec la police française. 1952. Au noir et blanc succède la couleur. Couturière dans le quartier de Charonne, Bronka est la femme de l'ébéniste Herschel et la mère de deux filles, Nadia et Rosa. Herschel est communiste et rêve Staline. Nadia, inscrite aux Jeunesses communistes, colle des affiches, participe aux manifestations anti-américaines et va danser, avec les copains du quartier, dans un caveau au cimetière du Père-Lachaise où elle rend, aussi, un culte à Guillaume Apollinaire. Dans la chambre qu'elle partage avec Rosa, l'image de Vivien Leigh en Scarlett O'Hara est accrochée au-dessus du lit-cage déplié.

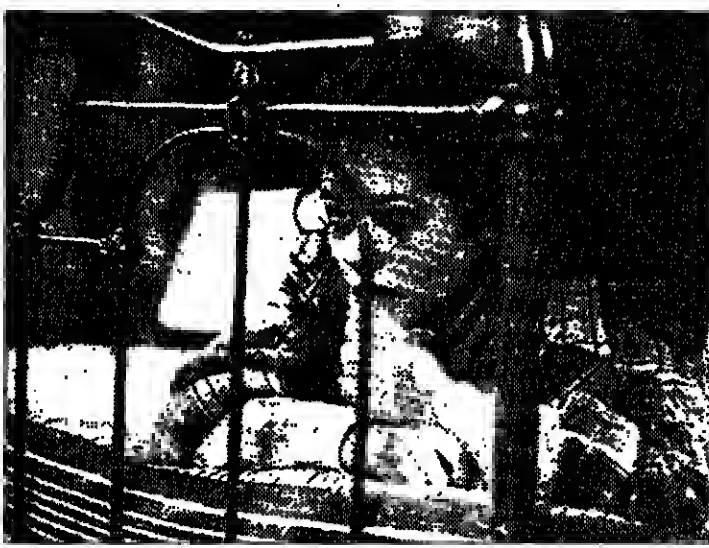
Voilà les détails, les signes, les décors pour fixer un comportement, un caractère. Du réalisme. Oui, celui qu'on garde, même longtemps après, dans la tête et dans le cœur. Pour Vera Belmont mettre en scène, la reconstitution est affective. D'un bout à l'autre.

Dans le film, Nadia tient du passé de sa mère une hérédité qu'elle ignore. Pourquoi, brusquement, Bronka décide-t-elle de garder pour elle la robe blanche « Scarlett O'Hara » préparée

pour Nadia ? L'adolescente va le découvrir lors du retour de Moïche, après tant et tant d'années d'exil. Comme Bronka, elle était destinée à un grand amour. Or elle s'est éprise de Stéphane, reporter de la presse à sensation, qui l'a tirée des mains des flics en train de la matraquer (manifestation « Ridgway go home » en opposition au commandant de la force américaine) pour mieux la photographier en « victime ».

Arrivée, cynique, noctambule des caves de Saint-Germain-des-Prés, Stéphane représente tout ce que Nadia devrait détester. Mais il y a en elle autant de contradictions que dans le milieu où elle évolue et la France de 1952. De ces contradictions, Vera Belmont tire le rythme syncope de son film. Les rapports intenses avec Stéphane et Bronka changent le regard, la vision limitée du monde, l'attitude envers les autres.

Que pensent les adolescents de 1985 en assistant à une réunion de cellule où une jeune fille est exclue du parti pour avoir passé ses vacances en Yougoslavie, pays « hitléro-fasciste », selon la doctrine stalinienne ? Ils en riront peut-être, alors qu'il fallait en pleurer, comme Henriette le fit. A l'égard de la religion de Staline et du communisme telle que les militants de base la pratiquaient avant que le rapport Khrouchchev ne vienne leur tomber sur la tête, Vera Belmont est lucide, sans rancune. Mais elle délègue à Moïche, le réfugié que Moscou envoie dans les bagnes sibériens, le droit de parler en connaissance



Charlotte Valandrey

de cause, au cours d'une des plus belles scènes du film : une fête chez les juifs polonais de Paris où le portrait de Staline et la robe « Scarlett » portée par Bronka deviennent les signes de piste des vérités essentielles.

An nom de sa mère, qui a traversé les pires épreuves de la guerre (pudiquement évoquées en une phrase) et survécu, Nadia a aimé. Au nom de sa mère, elle a découvert le sens de la vie, de la passion, du courage, et même du devoir, elle, l'indisciplinée par nature. Elle a découvert aussi la mort. Vera Belmont se souvient et se regarde en face.

Elle a modelé à l'image de ce qu'elle était Charlotte Valandrey, juive, fugueuse, spontanée, har-

die, sensible. Elle a dû choisir Laurent Terzieff (Moïche) pour son visage décharné, son charme pathétique. Elle a donné à Lambert Wilson le dandysme las et fragile du genre d'homme qu'était Stéphane (l'acteur y gagne une nouvelle présence). Et puis, elle a confié le rôle de sa mère à Marthe Keller, et Marthe Keller lui a rendu Bronka, avec ce talent mûri, subtil, qu'elle a maintenant, comme un don, la simplicité, la dignité qu'elle met à défendre ce à quoi elle s'est vouée.

JACQUES SCLIER.

* Voir les films nouveaux.

(1) Sous le même titre, le roman autobiographique de Vera Belmont est publié aux Presses de la Renaissance. 278 pages, 79 F.



Lambert Wilson

Dire Straits

LE ROCK DU CONSENSUS

Champion de la scène, du disque et désormais du compact, Dire Straits, c'est la musique avant tout. Son rock - force tranquille va remplir Bercy pour quatre soirs.

A capacité de Dire Straits à remplir les salles est aussi étonnante qu'elle semble inépuisable. Ainsi le monstre Bercy, à la fois rêvé et cauchemardesque de toutes les têtes d'affiche (françaises en particulier), se voit réduit, sous leurs guitares, à une formalité : trois concerts au mois de juin n'avaient pas suffi à satisfaire la demande, et l'on affiche complet depuis longtemps pour quatre soirs, du 27 au 30 novembre. Partout ailleurs, la même refrain : si la France a été, il y a quelques années, l'une des premières à réagir, le reste de la planète est désormais au diapason. Les foules se précipitent, les disques se vendent par millions (en France, *Brothers in Arms* est déjà disque d'or : 400 000 exemplaires), et les médias suivent la bouche-à-oreille, bien obligés de constater un phénomène qui doit très peu à la mode.

Dire Straits est un groupe sans histoires, donc forcément un groupe heureux comme le veut la rumeur. Une vie partagée entre les studios et les tournées, et dont les mondanités se limitent, pour le leader, au passage d'une production prestigieuse à l'autre (de Bob Dylan à Tina Turner). Bien peu de matière à alimenter les chroniques, d'autant moins que, soumis à la question, le taciturne Mark Knopfler applique scrupuleu-

sement le syndrome bien connu de l'artiste-qui-a-tout-dit-dans-son-chanson-et-n'a-rien-à-ajouter.

En réalité, dans le paysage musical des cinq dernières années, peuplé essentiellement d'individualités, Dire Straits fait un peu figure d'alternance. C'est le règne de l'anonymat au profit de Prince et Madonna, il n'y a pas de costume à endosser, pas de camp à choisir. Juste une image réduite à sa plus simple expression : l'éternel bandeau dans les cheveux de Mark Knopfler et le rouge de sa Stratocaster qui a longtemps servi d'emblème au groupe. Dire Straits donne à entendre, pas à voir : la musique avant le spectacle et le rock passé à l'âge adulte. C'est plus précis, plus universel, plus jeune de sept à soixante-dix-sept ans. Le confort d'écoute, c'est dans un fauteuil, et la caution respectable de la technique en prime. La force tranquille en quelque sorte, on connaît la chanson. Les années 70 nous l'ont appris à leurs dépens. Merci.

Alors, c'est vrai, il y a l'effet hi-fi. Les guitares qui résonnent et se répondent dans tous les coins, ça fait joliment dans les enceintes. Et c'est rassurant quant au bien-fondé de l'investissement. Grosso modo, le réflexe est le même



Mark Knopfler

qu'au début des années 70, en plein boom haute fidélité, avec Pink Floyd et ses albums exotiques d'emploi qui avaient toutefois la dimension des tourments de Roger Waters.

Aujourd'hui, c'est l'ère du compact-disc dont Dire Straits se fait le champion (ils réalisent les meilleurs scores mondiaux sur ce format : 15 000 exemplaires de *Brothers in Arms* en France). Le seul support fidèle au son du studio pour Mark Knopfler et une sublimation pour Philippe Compagnon, le sponsor exclusif de la tournée mondiale, dont les ventes ont effectué un bond considérable (40 % depuis le début de l'opération).

Pourtant, on ne saurait réduire Dire Straits à un produit-levée agréé par toutes les grandes marques de machines à écouter. Sa grande force est de faire le consensus. Dire Straits n'est pas

ce qu'on a coutume d'appeler un groupe « grand public » mais un groupe tout public. Chacun y trouve son compte. Même les spécialistes les plus pointus du rock reconnaissent la dignité et la rigueur du travail de Knopfler. La ligne claire de son jeu réhabilite le mythe du guitar-hero à la Eric Clapton, Jeff Beck et consorts.

Alors, sauf à passer pour un barbare iconoclaste, comment avouer qu'on piole sous la monotonie là où les autres décollent sur la diversité ? Comment prétendre qu'on peine à écouter des compositions qui n'ont pas de fin et d'être délavées par d'interminables et systématiques solos quand les autres n'en ont jamais assez ? Qui, en somme, aurait le cœur à briser le consensus ?

ALAIN WAIS.

* A Bercy du 27 au 30 novembre, à 20 heures. Discographie chez Phonogram.

Chamouard
néo-symbolisme
CIAC, du 1^{er} au 18 décembre

EXPOSITION
JOSE CLEMENTE OROZCO
CARICATURES
15 novembre 1985-11 janvier 1986
Centre culturel du Mexique
28, boulevard Raspail, 75007 Paris
Entrée libre - 45-49-16-26

27 novembre - 8 janvier

Arnulf Rainer

Galerie Maeght Lelong
13-14, rue de Téhéran, Paris 8^e

SERVICES CULTURELS DU QUÉBEC
117, rue du Bac (7^e) - 42-22-50-80
Sylvie GUIMONT
peintures
« Œuvres récentes »
Lundi au vendredi, 9 h 30-19 h 30
Samedi 10 h-17 h
19 novembre-10 janvier

GALERIE GUIOT
18, avenue Montaigne, 75008 PARIS
Tél. : 42-66-65-84
COLLOMB
AQUARELLES
28 novembre - 24 décembre

Exposition Leonor Fini
Musée de Yokohama
22-11-85 au 17-12-85
Musée Daimaru Osaka
5-2-86 au 17-2-86
Musée de Kitakyushu
26-2-86 au 30-3-86
Musée d'art moderne de Hokkaido à Sapporo
12-4-86 au 11-5-86

ZAROU
LITHOGRAPHIES - PASTELS - PEINTURES

du 28 Novembre 1985 au 15 Janvier 1986.
La Maison de la Lithographie
110, boulevard de Courcelles - PARIS 17^e
Tél. : 227.28.16 - Métro : Fourny, Courcelles
Ouvert du lundi au samedi inclus de 11 h à 19 h sans interruption

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans, (**) aux moins de 18 ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-84-24-24)
MERCREDI 27 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Une femme mariée, de A. Napéol; (V.L.) 21 h, L'Homme à la Bergman: Face à face (v.o.).

JEUDI 28 NOVEMBRE
 16 h, Les Femmes, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

VENDREDI 29 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

SAMEDI 30 NOVEMBRE
 15 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE
 15 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

LUNDI 2 DÉCEMBRE
 15 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

MARDI 3 DÉCEMBRE
 15 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

MERCREDI 27 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

JEUDI 28 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

VENDREDI 29 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

SAMEDI 30 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

LUNDI 2 DÉCEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

MARDI 3 DÉCEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

MERCREDI 27 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

JEUDI 28 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

VENDREDI 29 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

SAMEDI 30 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

LUNDI 2 DÉCEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

MARDI 3 DÉCEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

MERCREDI 27 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

JEUDI 28 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

VENDREDI 29 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

SAMEDI 30 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

LUNDI 2 DÉCEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

MARDI 3 DÉCEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

MERCREDI 27 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

JEUDI 28 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

VENDREDI 29 NOVEMBRE
 16 h, Le Grand Jeu, de J. Feyder; 19 h, Rétrospective Warner Bros 1950-1955: Les hommes passent à l'attaque, de W. A. Wellman (v.o.); 21 h, Hommage à L. Bergman: L'Homme à la Bergman (v.o., s.t. fr.).

fonction sur le cinéma japonais: Pour l'histoire, de Kôji Ogasu, en sa présence (v.o., s.t. anglais).

LUNDI 2 DÉCEMBRE
 Festival d'Amiens 85 (Sélection de films étrangers): 15 h, La Dame de France, de N. D'Almeida (v.o., s.t. fr.); 17 h, Paralyse, de T. Yamashita (v.o., s.t. fr.); 19 h, La cinématographie orientale présente: Les secrets du cinéma (Les pionniers de Brighton: 23 films de 1898 à 1910).

MARDI 3 DÉCEMBRE
 Rétrospective.

Les exclusivités

L'AFFAIRE DES REVENIRS MORTUAIRES (Fr.): Studio 43, 9 (47-76-60-60).

ALANNO BAY (A. v.o.): UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

AMADEUS (A. v.o.): Pantheon, 9 (45-54-15-04); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

L'ANNOU OU PRESQUE (Fr.): Lucerna, 9 (45-44-57-34); Pantheon, 9 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.o.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.): Gaumont, 15 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); Lucerna, 6 (45-44-57-34); George V, 9 (45-62-41-46); V.L.: Lucerna, 9 (45-44-57-34).

Juliet Beaupré, 15 (45-75-79-79). - V.L.: Bédou, 2 (47-42-60-33); Minima, 14 (43-20-89-32).

CONFERENCES ET MOUVEMENTS (Chinois, v.o.): Studio 43, 9 (47-70-63-40); Olympic Entente, 14 (45-43-94-41); COUTON CLUS (A. v.o.): Cinéma, 6 (46-33-10-82); Bédou à l'écran, 17 (46-22-46-21).

DANCE WITH A STRANGER (Brit. v.o.): 3 Luxembourg, 6 (46-33-97-77); DANGEREUSEMENT VOTRE (A. v.o.): George V, 9 (45-62-41-46); DUST (A. v.o.): (V.L.): Timples, 3 (42-72-46-56).

ELSA, ELSA (Fr.): Pantheon, 14 (45-54-15-04); EMMANUELLE IV (V.L.): George V, 9 (45-62-41-46); EMPTI QUARTIER, UNE FEMME EN AFRIQUE (Fr.): St-André-des-Arts, 6 (45-62-41-46).

ESCALIER C (Fr.): Cinéma, 6 (46-33-10-82); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); ESCALIER C (Fr.): Cinéma, 6 (46-33-10-82); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

L'ÉVÈLE DU PONT DE L'ALMA (Fr.): République, 11 (45-43-94-41); EXTERMINATEUR II (A. v.o.): UGC Boulevard, 13 (43-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

FLECH AUX TROUSSES (A. v.o.): Forum Orient Express, 14 (45-43-94-41); George V, 9 (45-62-41-46); Pantheon, 14 (45-54-15-04); V.L.: Pantheon, 14 (45-54-15-04).

MAZILLA (Fr.): (V.L.): Pantheon, 14 (45-54-15-04); UGC Boulevard, 13 (43-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.): Capri, 2 (45-04-11-69); GREYSTOCK, LA LÉGENDE DE TAZAN SEIGNEUR DES SERPENTS (A. v.o.): Opéra Night, 2 (45-04-11-69).

BAKEM (Fr. v. angl.): Cinéma, 6 (46-33-10-82); UGC Boulevard, 13 (43-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.): UGC Odéon, 6 (45-54-15-04); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

OUTRAGES AUX MOEURS (Fr.): (V.L.): Arcades, 2 (45-34-23-44); Paris Cinéma, 10 (47-70-21-71); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44); UGC Martini, 14 (45-61-94-95); UGC Martini, 14 (45-61-94-95).

LA PARENTÈLE (Sov. v.o.): Reflet, 10 (45-34-23-44

مكتبة الدار

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME • 12695 - 4,50 • Fondateur : H. Beuve-Méry • Directeur : A. Fontaine • VENDREDI 28 NOVEMBRE 1985

Reagan et Gorbatchev d'accord sur les armes nucléaires

La publication, dans l'issue du 21 de Genève, des conclusions du sommet de Genève et de la déclaration commune sur les armes nucléaires, rendue publique, a été accueillie avec une grande satisfaction. M. Gorbatchev s'est déclaré satisfait de la déclaration commune, mais se déclare en faveur d'une paix.

Tandis que l'Union soviétique n'a pas encore rendu public son texte, les dirigeants soviétiques ont déclaré que le sommet de Genève a été une réussite. Ils ont souligné que les deux chefs d'Etat ont eu des conversations très importantes et que les conclusions du sommet sont très positives.

Le double coup qui se frappe ne le laisse pas sans arguments pour justifier son attitude. Dans l'affaire du palais de justice, d'aucuns lui reprochent d'avoir ordonné l'arrestation de l'homme qu'il s'agit de juger, d'avoir « effrayé » la ville de la violence et de la terreur, et de « trahir » la cause de la justice.

Il est très difficile de décider si le double coup est une réussite ou une défaite. Mais il est certain que le double coup a eu un effet très important sur l'opinion publique.



SAMEDI LE MONDE S'OUVRE A VOUS

JOURNÉE « PORTES OUVERTES » AU MONDE

Venez nous rendre visite samedi 30 novembre de 10 heures à 17 heures

7, rue des Italiens, Paris-9^e (métro : Opéra, Chaussée-d'Antin, Richelieu-Drouot)

COMMUNICATION

LES POLÉMIQUES AUTOUR DE LA 5^e CHAÎNE

Fronde à droite et à gauche

(Suite de la première page.)

Cette levée de boucliers peut sembler peu cohérente : « Quelle est la différence entre une télévision privée et une télévision commerciale ? » a demandé malicieusement le chef de l'Etat. Mais l'ironie est mal passée. Les créateurs préfèrent garder du président de la République l'image de celui qui, en février 1983 à la Sorbonne, lançait un appel solennel à la mobilisation des imaginations et des talents. La politique suivie depuis quatre ans les a habitués à une dialectique subtile entre les exigences de l'art et les contraintes du commerce.

Les lois sur le prix du livre, le cinéma ou l'audiovisuel ont voulu préserver la richesse et la diversité de la création face au poids économique des diffuseurs. La loi sur les droits d'auteur a entériné cette volonté politique. Aujourd'hui, face au réalisme commercial brutal de la cinquième chaîne, aux menaces qui pèsent sur le service public, les créateurs ne comprennent plus. Ce malaise pose problème politique au gouvernement, non seulement parce que les milieux artistiques sont traditionnellement des électeurs de gauche mais surtout parce qu'ils font partie de sa mythologie. Le pouvoir, toutefois, paraît déterminé à aller de l'avant. L'appui de la SOFIRAD au projet de cinquième chaîne en est la preuve.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La SACD dépose un recours devant le Conseil d'Etat. La société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) demande au Conseil d'Etat l'annulation de la concession de service public accordée à la cinquième chaîne. La SACD estime en effet que le cahier des charges de la « cinq », qui permet de couper les œuvres par des spots publicitaires, est contraire à la loi du 3 juillet 1985 sur les droits d'auteurs. Celle-ci stipule en effet que « toute modification de l'œuvre audiovisuelle par addition, suppression ou changement d'un élément

L'OPPOSITION RÉCLAME UNE COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

M. Alain Madelin : le secret et la magouille

Le RPR et l'UDF demandent la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la cinquième chaîne. C'est ce qu'a annoncé le 26 novembre M. Alain Madelin, député UDF d'Ille-et-Vilaine, en se livrant à une critique sévère de l'accord Seydoux-Berlusconi, lequel serait annulé si l'opposition revenait au pouvoir.

La conférence de presse de M. Madelin avait débité de façon étonnante : too affable, propos pondérés, éloges de cet engagement « sur la voie d'une privatisation des ondes que nous souhaitons », et condamnation des « critiques excessives » qui ont accompagné l'annonce de la « 5 ». C'est vrai, disait le porte-parole de la « plateforme audiovisuelle UDF-RPR », que les accords européens sont désormais une nécessité. Vrai aussi que l'interdiction des films par la publicité était inévitable ; vrai encore que le cinéma ne pourra plus vivre abrité et constamment protégé. Ce sont les conséquences inéluctables de l'arrivée des télévisions privées.

Quel scandale en revanche, que l'accord Seydoux-Berlusconi, estime M. Madelin. Une « procédure discrétionnaire en fonction d'intérêts et d'amitiés politiques », une absence de « transparence et de pluralisme », une « volonté délibérée d'exclure la presse française et les entreprises de communication françaises ou francophones ». C'est bien simple, s'est exclamé le député général du Parti républicain, qui avait préparé sa formule, il s'agit

quelconque exige l'accord d'une part des réalisateurs ou éventuellement des co-auteurs, et, d'autre part, du producteur. Si le contrat de la cinquième chaîne n'est pas annulé, la SACD attendra systématiquement la nouvelle télévision devant les tribunaux pour toutes les diffusions qui contreviendraient à cette règle. D'autre part, la SACD veut faire déposer, lors du débat parlementaire du 27 novembre, un amendement obligeant les chaînes privées à diffuser cent heures par an de fiction originale française.

d'une « décision du secret et de la magouille ».

Le secret, selon lui, c'est la façon dont se sont déroulées les négociations, sans appel d'offres et sans définition de critères précis ; c'est la non-publication du contrat et du cahier des charges. La magouille, c'est le choix des partenaires - y compris le Britannique Robert Maxwell, - qui prouve que, pour retenir l'attention du gouvernement, il faut être « et milliardaire, et socialiste, et étranger ! ». Mais c'est surtout, aux yeux de l'opposition, les clauses du contrat de concession, qui ouvrent droit à indemnités au cas où le service public serait privatisé. « Les clauses lésionnaires », affirme M. Madelin, pour qui la philosophie de l'opposition est « étrangère à la notion de concession de service public ».

Une loi libérale romprait carrément avec cette idée, lui préférant le principe « d'autorisation d'usage », et transformant la nature juridique de l'espace hertzien. Les concessions octroyées seraient alors sans objet, et les indemnités évaluées par des tribunaux administratifs « selon la règle dite du fait des lois ». Le groupe Seydoux-Berlusconi ne serait pas forcément écarté, simplement remis en situation de concurrence.

A. Co.

Le Sénat va créer une commission d'enquête. MM. Adolphe Chavirin, Marcel Lucotte, Charles Pasqua et Jean-Pierre Cantegrit (respectivement président de l'Union centriste, des Républicains et indépendants, du RPR et vice-président du groupe de la Gauche démocratique du Sénat) ont signé une proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête au sujet de la cinquième chaîne. Elle sera chargée d'examiner les faits qui ont conduit à la conclusion du contrat de concession de service public et à l'élaboration du cahier des charges, ainsi qu'à l'attribution de trois canaux de télévision de diffusion directe TDF 1. La constitution de cette commission devrait être décidée jeudi 28 novembre, après que le Sénat aura examiné le projet de loi sur les télévisions privées et notamment l'amendement pour Elf.

A TRAVERS EUROPE 1 ET RMC

La SOFIRAD rejoint la « 5 »

Comme le montage de la cinquième chaîne de télévision n'est pas bouclé, nous sommes intéressés par une éventuelle association, a indiqué à notre correspondant à Clermont-Ferrand, Liberto Tarrago, M. Jean-Pierre Hoss, directeur général de Radio-Monte-Carlo, lors d'une visite, mardi 26 novembre, au bureau régional de la station. M. Hoss a précisé que des contacts avaient été pris dans les prochains jours, mais « plutôt par l'intermédiaire de Télé-Monte-Carlo », société de télévision où RMC possède 30 % des parts, le reste du capital étant détenu par Europe 1 et l'Etat monégasque.

Les modalités sont à débattre, a ajouté M. Hoss. Au-delà de l'aspect financier, il faut valoir à ce sujet les atouts de Télé-Monte-Carlo. Il existe une image de marque TMC dans une région donnée, mais surtout, nous pouvons offrir l'accès à l'Eurovision, ainsi que la disposition de fréquences de qualité dans une partie de territoire qui est fortement peuplée et où les fréquences sont particulièrement rares. Pour M. Hoss le projet de cinquième chaîne est valable en raison de la solidité des partenaires, aussi bien sur le plan financier que sur celui des programmes et de l'engagement des pouvoirs publics.

Joint au téléphone, M. Gérard Unger, président de la SOFIRAD (1), holding d'Etat, actionnaire principal d'Europe 1 et de RMC, a jugé l'annonce des négociations un peu prématurée, mais a confirmé l'existence d'une stratégie commune des radios périphériques de la SOFIRAD vis-à-vis de la cinquième chaîne. « Télévision commerciale touchant un vaste public, la « 5 » devrait se rapprocher du style des postes périphériques en

radio, explique-t-il. Il existe donc des synergies évidentes au niveau de nos animateurs comme de nos installations avec le projet de MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi ».

M. Unger ne cache pas non plus qu'il songe à défendre la survie de ses entreprises. Toutes les études montrent que la pénétration d'une chaîne de télévision commerciale sur le marché publicitaire se fait principalement au détriment des radios privées. Europe 1 et RMC préfèrent donc rechercher une alliance avec la cinquième chaîne plutôt que d'en être les victimes.

M. Unger précise que les négociations concernent pour le moment RMC sans impliquer directement Télé-Monte-Carlo. Pourtant, la station monégasque possède sur les trois départements du sud de la France un réseau technique qui ne peut qu'attirer les convoitises si l'on considère la pénurie de fréquences dans la région. Ce réseau et les installations techniques d'Europe 1 sur Paris seraient d'un grand secours au lancement de la « 5 », qui doit faire face à un calendrier très contraignant sans disposer d'infrastructures très avancées.

Ce sont deux entreprises contrôlées par l'Etat qui rejoignent ainsi la future chaîne privée. Une question demeure : Europe 1 maintiendra-t-il sa présence dans le projet de chaîne musicale en cas d'accord global de la SOFIRAD avec les promoteurs de la « 5 ». M. Unger affirme que ce projet est toujours en chantier, mais reconnaît que la participation d'Europe 1 au « tour de table » pourrait diminuer.

(1) Société financière de radiodiffusion.

Les publicitaires heureux et un peu inquiets

La « 5 » souffle le chaud et le froid sur les publicitaires français. La création en février 1986 d'une chaîne de télévision privée va certes au-devant de leurs attentes. « Toute ouverture concernant les médias est bonne », note M. Claude Tournier, directeur général d'Economie Universelle, « Formidable », renchérit M. Daniel Robert, PDG de Robert et Partners. « Nous avons toujours réclamé de nouveaux espaces, notre position est donc ouverte », résume M. Barthélemy, de l'Association des agences conseil en publicité (AACP) qui regroupe 80 % des agences de publicité.

Cette éboulée s'accompagne néanmoins de frissons. Frissons à l'italienne, s'entend : ce sont M. Silvio Berlusconi et l'écho de ses pratiques transalpines - braderie des prix des écrans publicitaires, fixation de leur coût en fonction de leur efficacité, crédits - qui en sont la cause. « Ces manières de faire nous inquiètent, confie un publicitaire. La télévision en France est un modèle de clarté sur le plan de la rémunération des agences publicitaires. Il faut souhaiter que M. Berlusconi respecte cet état de fait. » Nombreux sont les publicitaires qui co-doutent.

D'autres espèrent surtout que l'estimation du « gisement » publicitaire de milliards de francs que représente la « file d'attente » des annonceurs (qui ne trouvent actuellement pas place sur les chaînes existantes) se révèle exacte. « Si ce n'est pas le cas, souligne un publicitaire, comme les secteurs interdits (voyages, tourisme, distribution, édition de presse) le seront jusqu'en 1988, la politique commerciale de M. Berlusconi pourrait être très vite agressive, afin de casser le « mur » des trois autres chaînes et être rentable rapidement ; en Italie, d'audience égale, il demandait presque quatre fois moins que la RAI. »

Pourtant, la France n'est pas l'Italie. Les publicitaires sont d'ailleurs nombreux à le souligner et à souhaiter qu'il soit tiré une leçon de la « la sauvagerie commerciale qui existe entre les quatre cents télévisions italiennes ». Bref, qu'une réglementation des tarifs publicitaires soit mise au point et que soit rapidement publié le cahier des charges de la « 5 ».

Les coupures de programmes par des films publicitaires n'effraie ni ne choque, en revanche, ces professionnels. « Cela correspond à une logique économique, souligne M. Bernard Brochand, directeur général d'Eurocom. Une télévision privée qui ne coupe pas ses programmes par des spots n'intégrera jamais son financement publicitaire. » Mais les coupures doivent être « naturelles » : à la mi-temps d'un match sportif, à la fin d'une séquence de film, etc. Elles doivent être aussi peu nombreuses, inférieures en tout cas aux sept coupures pratiquées

pour chaque film dans les télévisions de M. Berlusconi, afin de sauvegarder la « publicibilité » nouvelle du public français. « Si ce n'est pas le cas, prophétise M. Jacques Hébert, directeur général de J. Walter Thompson, la « 5 » engendrera le phénomène du zapping qui existe déjà aux Etats-Unis : dès qu'un spot apparaît, le téléspectateur change de chaîne. La mort de la publicité télévisuelle par « surdose » à l'écran en quelque sorte.

Autres certitudes des publicitaires : la nouvelle chaîne devrait dynamiser la politique publicitaire des trois autres, « à condition, explique M. Bernard Brochand, qu'on n'interdise pas aux chaînes publiques de se battre avec les mêmes armes ».

A terme, selon les publicitaires, les investissements français en publicité devraient augmenter et irriguer l'ensemble des médias. « Plus il y a de supports, plus il y a de publicité », certifie M. Hébert, de JWT. Après une phase de transition où la radio souffrirait davantage que les autres supports, celle-ci, mais aussi l'affichage, la presse magazine et les journaux quotidiens profiteraient de l'augmentation des investissements publicitaires, comme ce fut le cas en Italie, où, de 1975 à 1984, les quotidiens ont augmenté leurs recettes publicitaires en monnaie constante de 184 % et leur diffusion de 20 % (1).

Les publicitaires, toutefois, ne se pressent pas sur les futurs écrans de la « 5 ». Il est vrai que, comme l'explique l'un d'entre eux, « l'opération Berlusconi-Seydoux les a pris de court » et qu'il n'existe pas encore, dans les agences, de réelles prévisions budgétaires ou d'effets de création destinés à cette chaîne privée (le Monde du 25 septembre). Les publicitaires ont l'enthousiasme prudent.

YVES-MARIE LABÉ.

(1) Communication de M. Giovanni Giovannini, président de la Fédération italienne des éditeurs de journaux, trente-huitième congrès de la FIEJ, Tokyo, 12-16 mai 1985. La nouvelle législation italienne sur la presse n'est pas étrangère à cette croissance.

Une évocation dense et lumineuse

NOS ANDALOUSIES

de Michel del Castillo

Paris - Éditions du Seuil

Les professionnels demandent des garanties pour la création française

« L'ensemble des professionnels de la communication se sentent trahis. » C'est par ces mots que M. Antoine de Clermont-Tonnerre a résumé la position unanime du Groupement inter-syndical de la communication qu'il préside et qui regroupe les entreprises de presse, d'édition, de cinéma, de vidéo et de télévision. Le GIC ne veut pas lancer de polémique politique. Il ne conteste pas le principe de la télévision commerciale, ni même la personnalité du concessionnaire de la cinquième chaîne mais les formes de la concession et de son cahier des charges. Remarque : que les choix du gouvernement « vont à l'encontre de la politique menée jusqu'à ce jour ». M. de Clermont-Tonnerre déplore que l'on ait privilégié un « modèle bas de gamme de télévision commerciale, alors qu'il y avait d'autres systèmes plus ambitieux comme la télévision britannique ».

Pour « éviter l'irréparable », le GIC va demander à toutes les formations politiques de s'engager sur trois orientations fondamentales pour préserver la création française. Pour le cinéma, c'est l'alignement de toutes nouvelles télévisions sur le régime des chaînes publiques en matière de grille, de quotas d'œuvres françaises et de délai de diffusion. Pour la production audiovisuelle, le GIC réclame un quota de 50 % de fictions françaises atteint progressivement en cinq ans alors que le cahier des charges de la « 5 » inclut les émissions de plateaux ou les retransmissions sportives dans le quota de 30 % d'œuvres françaises à atteindre à la fin de la troisième année.

Enfin, le GIC se prononce contre une application en France des méthodes publicitaires de M. Silvio Berlusconi. « Il est nécessaire, indique M. de Clermont-Tonnerre, de redéfinir des règles concernant le nombre d'écrans, la politique tarifaire et les interruptions de programmes. Ces prises de position de l'ensemble des professionnels de la communication pourraient déboucher sur des amendements déposés par les sénateurs lors du dernier examen de la loi sur les télévisions privées.

Nouveau bureau pour le groupement des rédacteurs en chef de la presse quotidienne de province. Le conseil d'administration du groupement des rédacteurs en chef de la presse quotidienne de province a élu le 14 novembre son nouveau bureau. Outre son président, M. Michel Poinet, directeur de la rédaction du Courrier de l'Ouest (Angers), déjà élu le 5 octobre lors de l'assemblée générale du groupement à Bordeaux, et qui succède à M. Max Dejour (Sud-Ouest), ce bureau se compose de MM. Jules Clouwaert (Nord-Eclair), président-fondateur ; Jean-Charles Bourdier (Le Républicain lorrain) ; Alain Genesta (L'Éclair républicain) ; Michel Grillet (L'Indépendant de Perpignan) ; Jean-Marie Haeflélé (L'Alsace), vice-présidents délégués ; Loïc Hervouet (la Charente libre), secrétaire général, et Jean-Claude Aubry (le Bien public), secrétaire général adjoint ; Marc Carré (la République du Centre), trésorier, et Michel-Yves Laurenti (L'Est républicain), trésorier adjoint. MM. Max Dejour (Sud-Ouest) et Louis Guéry (Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ)) sont membres de droit de ce bureau, et M. Sonia Debeuval (CFPJ), chargée du secrétariat.

Jean-Louis Burgat quitte la direction de l'information de Canal Plus. Jean-Louis Burgat, directeur de l'information de Canal Plus, a décidé d'abandonner ses fonctions, du moins pour ce qui concerne la responsabilité des informations quotidiennes. En revanche, il continuera de travailler - sous un statut qui reste encore à définir - pour le magazine hebdomadaire « Samedi 1 heure » (diffusé en clair) qu'il a lancé, il y a un mois, avec Erik Gilbert et Frédéric Boulay (qui venait avec lui de TF1).

Cette décision fait suite à un différend qui oppose Jean-Louis Burgat à Pierre Lescure, directeur de la chaîne. Jean-Louis Burgat nous a indiqué que son départ n'était motivé par aucune offre venant de l'extérieur. C'est Erik Gilbert, jusqu'alors rédacteur en chef des informations, qui le remplace tandis que Frédéric Boulay (rédacteur en chef technique) devient rédacteur en chef.

Les journaux télévisés au banc d'essai.

Comment une même nouvelle est-elle traitée d'un journal télévisé à l'autre ? Quel est le rôle, et la manière de travailler de chaque présentateur ? Qu'est-ce qui a changé dans la manière de concevoir un journal télévisé depuis 1979 ?

Pêle-mêle, quelques unes des questions qui ont orienté la nouvelle grande enquête que Téléràma publiera dans ses numéros des 27 novembre et 4 décembre.

Mais aussi, quel est le présentateur « chou-chou » des Français ? Quel est le journal du soir le plus regardé ? Les Français font-ils confiance à leur télé pour les informer ? Un sondage exclusif Louis Harris/Téléràma apporte les réponses à ces questions.

Enfin, « comment conceviez-vous le journal de 20 h ? » : cette question, Téléràma est allé la poser à Jérôme Savary, Jean-Paul Goude, Jean-Marie Rivière, Fanny Ardant, Claude Chabrol, Raymond Depardon, et quelques autres stars du show-biz...



Une grande enquête de Téléràma chez votre marchand de journaux.

Téléràma *ça m'bouge*

économie

REPÈRES

Dollar : la baisse continue à 7,77 F

Les cours du dollar ont continué de fléchir mercredi 27 novembre, mais uniquement vis-à-vis des monnaies européennes : à Paris, le « billet vert » est revenu de 7,83 F à 7,77 F, au plus bas depuis le 12 juillet 1983, et, à Francfort, il est passé de 2,57 DM à 2,55 DM environ. A Tokyo, en revanche, il semble se stabiliser à 201 yens, au voisinage de la barre des 200 yens, considérée, apparemment, comme un palier « satisfaisant », du moins pour l'instant. En revanche, les autorités américaines se disent « mécontentes » de l'Allemagne, le cours du deutschemark, selon elles, s'étant moins réajusté que celui du yen depuis le 22 septembre 1985. Les opérateurs pensent que le cours de 2,50 DM pour un dollar, au minimum, sera atteint rapidement.

Commerce extérieur : excédent record de la RFA

L'excédent du commerce extérieur de la RFA a atteint 8,7 milliards de deutschemarks en octobre. Ce résultat est le meilleur enregistré depuis la guerre après le record d'octobre 1984 (8,8 milliards de deutschemarks). Ainsi, en dix ans, la RFA a accumulé un excédent de 58,3 milliards de deutschemarks, déjà largement supérieur aux 54 milliards enregistrés pendant toute l'année dernière. En 1985, l'excédent du commerce extérieur pourrait dépasser 75 milliards de deutschemarks, soit l'équivalent de 225 milliards de francs. En octobre, les exportations ont atteint un nouveau record avec 49,2 milliards de deutschemarks, en progression de 2,9 % par rapport à octobre 1984. La progression des importations a été encore plus forte avec 40,6 milliards de deutschemarks, soit + 4 %. La balance des paiements courants (commerce extérieur et services) a été, quant à elle, excédentaire de 6,2 milliards de deutschemarks en octobre, ce qui porte à 27,4 milliards de deutschemarks l'excédent sur dix mois.

Pour la première fois depuis cinq ans : reprise des crédits américains à l'URSS

Les premières retombées économiques et financières du sommet Reagan-Gorbatchev ne se sont pas fait attendre, même si elles peuvent paraître encore modestes. Selon le *New-York Times*, cité par le *Herald Tribune* du mercredi 27 novembre, quatre des plus grandes banques américaines - First National of Chicago, Morgan Guaranty, Bankers Trust et Irving Trust - viennent avec une filiale londonienne de la Royal Bank of Canada d'offrir un prêt de 400 millions de dollars aux Soviétiques pour l'achat de céréales américaines et canadiennes. Plus que le montant limité de ce crédit, plus que les conditions favorables dont il est assorti - son taux est de 1/4 de point au-dessus du taux interbancaire de Londres (Libor) - c'est sa portée symbolique qui retient l'attention. Depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan, en 1979, les banques américaines avaient pratiquement cessé d'octroyer des prêts à l'URSS.

Il est également significatif de voir s'ouvrir à nouveau les robinets américains pour financer l'achat de céréales. Les difficultés de l'agriculture soviétique sont chroniques. Celles des agriculteurs américains,

dont l'endettement tourne désormais autour de 215 milliards de dollars, sont nettement plus récentes. Il suffit de rappeler que la vente de produits agricoles a représenté, 2,8 milliards sur les 3,9 milliards de dollars d'exportations des Etats-Unis vers l'URSS l'an dernier pour mesurer l'importance d'un tel marché pour Washington et les fermiers d'outre-Atlantique.

Le renouveau d'intérêt des banques américaines pour l'Union soviétique, débiteur traditionnellement très fiable, pourrait avoir longtemps rendu plus âpre la concurrence entre les banquiers occidentaux dans ce pays. Il devrait en revanche rassurer les milieux d'affaires américains qui reprennent aussi plus ouvertement le chemin de Moscou. La présence de quelque trois cents dirigeants venus des Etats-Unis à l'occasion du conseil économique et commercial soviéto-américain, du 9 au 11 décembre, en est une nouvelle confirmation, elle pourrait assurer de nouveaux débouchés pour les exportations vers l'URSS de biens d'équipement américains qui n'ont représenté que 100 millions de dollars en 1984.

ÉTRANGER

INQUIÉTUDE AU JAPON

La hausse du yen représente une aubaine pour les nouveaux pays industrialisés

De notre correspondant

Tokyo. - Certaines grandes entreprises ont déjà annoncé qu'elles n'ont pas prévu d'augmenter leurs prix. Quant aux quatre plus grandes maisons de commerce japonaises, elles prévoient un ralentissement de leurs activités et une diminution de leurs profits au cours de l'année budgétaire 1986 (qui s'achève le 1^{er} avril 1986). L'agence de planification, pour sa part, vient de soumettre au gouvernement un rapport dans lequel elle souligne les difficultés éprouvées par les petites et moyennes entreprises pour s'adapter aux nouvelles conditions du marché international : une enquête du ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) révèle que la moitié des PME orientées vers l'exportation enregistreront de substantielles diminutions de leurs ventes à l'étranger. D'une manière générale, les milieux d'affaires japonais commencent à devenir nerveux et s'efforcent d'évaluer le dommage que la revalorisation du yen par rapport au dollar va causer à leurs exportations.

An lendemain de la décision des cinq ministres des finances des pays industrialisés qui décideront le 22 septembre dernier de remédier à la surévaluation du dollar, les Japonais ont d'abord pensé que ce changement de parité n'affecterait que modérément leurs profits et qu'il s'agissait d'une mesure temporaire ayant l'avantage de calmer le courroux de leurs partenaires. Mais, depuis quelques semaines, ils s'inquiètent : non seulement le yen a tendance à monter au-delà de ce qu'ils attendaient mais, de surcroît, il semble devoir se maintenir autour de la parité (200 yens pour un dollar) qui, à leurs yeux, est un seuil limite.

Compenser les effets négatifs

Compte tenu d'une inévitable hausse des prix de leurs produits sur les marchés étrangers, les Japonais se préparent à des changements dans leur stratégie commerciale. Canon a déjà dû augmenter ses prix de 5 % à 10 % sur le marché américain. Toshiba en fait autant et Sony également. Les constructeurs automobiles, qui comptaient sur une parité yen-dollar de 210 à 220, se voient contraints à des hausses de prix substantielles : Nissan envisage de devoir augmenter les siens de 10 %, mais Toyota préfère attendre encore un peu avant de se prononcer.

Les industriels japonais disposent d'un arsenal de mesures qui ont fait leurs preuves dans le passé pour compenser les effets négatifs d'une parité yen-dollar qui les dessert. Au demeurant, beaucoup d'entre eux ont différé l'effet de la valorisation du yen jusqu'à l'année prochaine par des contrats à terme sur les changes.

La remontée du yen met les industriels japonais en concurrence croissante avec les nouveaux pays industrialisés d'Asie et les pousse vers les produits haut de gamme

Il ne s'en prépare pas moins à entreprendre des rationalisations de la production en limitant au maximum les frais généraux. A moyen terme, la nouvelle parité yen-dollar devrait, en outre, accélérer leur politique d'implantation dans les pays qui constituent leurs principaux marchés (Etats-Unis et Europe).

Surtout, ils s'apprêtent à faire porter tous leurs efforts sur les produits de haut de gamme pour lesquels ils sont les plus compétitifs.

En fait, les industriels japonais sont aujourd'hui moins inquiétés par la concurrence des produits locaux sur les marchés des nations

Les exportations de capitaux compliquent la politique monétaire

Compte tenu de l'important excédent de la balance des paiements japonaise qui dépasse, actuellement, 35 milliards de dollars par an, le yen devrait, mécaniquement, se réajuster, surtout par rapport au dollar, puisque cet excédent se traduit, en théorie, par un afflux de capitaux au Japon, donc des achats de yens. Mais si on prend en compte la balance de base, c'est-à-dire celle des capitaux, on s'aperçoit que les placements japonais à l'étranger sont largement supérieurs à l'excédent de la balance des paiements. Ils sont passés de 10 milliards de dollars en 1980 à près de 57 milliards de dollars en 1984. Déduction faite des entrées de capitaux étrangers au Japon (7 milliards de dollars), les exportations nettes de capitaux japonais ont atteint 50 milliards de dollars en 1984, soit une sortie brute du même ordre, contrebalance par une entrée de 32 milliards de dollars, en fait de la balance des paiements. Par ailleurs, 15 milliards de dollars ont donc quitté le Japon en 1984, et le processus semble s'accroître. Ainsi, pour les cinq premiers mois de 1985, les investissements japonais à l'étranger s'élevaient déjà à 26,5 milliards de

dollars, et ont atteint 6,5 milliards en octobre, comme en août, après un fléchissement temporaire en septembre. Les investissements à l'étranger sont le fait, essentiellement, des organismes de placement collectif qui recueillent l'épargne des Japonais (très considérable : 18 % des revenus disponibles, soit un record mondial). Les très puissantes compagnies d'assurance-vie (les *daikoku* du monde après les Etats-Unis) et les caisses de retraite, notamment celle de la poste, ont le droit d'investir à l'étranger 10 % de leurs réserves techniques (qui dépassent 2 000 milliards de francs) et profitent largement de cette possibilité. C'est donc un flux continu de capitaux qui quitte le Japon et donne lieu à des ventes de yens non moins continues, en échange de dollars ou d'autres devises. Ces ventes affaiblissent la monnaie japonaise (le *Yen* du 16 novembre 1985). Il se pourrait donc que la Banque du Japon freine les investissements à l'étranger, si les mesures prises pour faire remonter le yen étaient inopérantes dans l'avenir.

F. R.

AGRICULTURE

La CFDT invite les patrons de l'agro-alimentaire à négocier les mutations inévitables

Parce qu'il veut mieux prévenir, que guérir, la Fédération nationale de l'agro-alimentaire CFDT organise, du 25 au 30 novembre, des actions sur l'emploi dans l'ensemble des branches : agriculture, agro-alimentaire, industries alimentaires. L'objectif est la même que lors de la signature, il y a un an, de l'accord tripartite tendant à organiser le repli de l'emploi lié à la restructuration de l'industrie laitière.

Bien que cet accord n'ait pas encore porté ses fruits, il a fait notamment de la lenteur mise par l'administration à remplir les clauses qui le concernent (définition de la formation professionnelle), la FGA-CFDT considère que sa démarche reste la bonne : plutôt que d'attendre les licenciements et négocier dans la crise, il faut préparer, « garantir les emplois », comme l'écrit la centrale syndicale, en limitant les négociations sur l'emploi à celles sur l'aménagement du temps de travail et la formation.

« Jamais il n'y a eu autant de négociations dans les entreprises, et toujours l'aspect salaires était lié à autre chose, l'emploi et le temps de travail », dit M. Marc Gagnaire, secrétaire général de la Fédération. « L'industrie alimentaire, est, par exemple, le secteur industriel où il y a le plus de fonds salariaux (Prosperité fermière, Boucheries Bernard, Laiterie Saint-Hubert, Bridel) : en revanche, il y a peu de négociations par branche ».

Les conventions par branche sont en effet, selon M. Gagnaire, « un moyen de régulation sociale mais aussi économique. La branche reste pour nous le lieu majeur où la contestation des stratégies patronales est possible et où nous pouvons faire avancer nos propositions ». S'il ne se passe pas grand-chose à ce niveau, cela tient à l'attitude plus ou moins volontaire des partenaires patronaux à l'échelon le plus élevé, CNPF pour les entreprises, Confédération de la coopération pour les coopératives. A contrario, « ce vide explique aussi la multiplication des accords d'entreprise », explique M. Gagnaire.

Comment la situation, vue par la CFDT, se présente-t-elle dans les différents secteurs de l'agro-alimentaire ? Dans la production d'abord : un protocole d'emploi en agriculture, concernant surtout les travailleurs saisonniers, a été signé par tous les utilisateurs de main d'œuvre. Seul, au nom de la FNSEA, le président François Guillaume refuse d'y apposer sa griffe. La loi de juillet 1983 sur les groupements d'employés en agriculture va permettre de donner un cadre légal à certaines activités, tels les services de remplacement des agriculteurs, avec toutefois le risque, si les pouvoirs publics ne prennent pas leurs textes, de faire de ces groupements des entreprises de travail temporaire comme les autres.

Certains organismes professionnels, note la CFDT, commencent à raisonner en termes d'actifs et non plus seulement d'agriculteurs. C'est le cas du chambre d'agriculture et du CNIA. Depuis 1983, toutes les organisations paysannes ont accepté de rencontrer la CFDT sur le terrain de l'emploi, sauf une, la FNSEA (1).

Attention

Dans le tertiaire, déjà en 1984, plus encore en 1985, on constate dans certaines organisations (SAFER, chambres d'agriculture) des licenciements pour motif économique. L'attitude patronale du Crédit agricole est significative pour la CFDT : on feint de ne pas s'affoler et l'on se ferme les yeux, bien qu'un nombre croissant de caisses régionales aient des difficultés (le *Monde* du 27 novembre). « Nous attendons que la Fédération nationale du Crédit agricole ouvre des négociations sur le temps de travail et la formation, avec la mise à plat des problèmes tant au plan régional que national ».

Pour la CFDT, les dirigeants de la banque verte « montrent peu d'empathie à mobiliser les salariés sur un projet pour le Crédit agricole ».

Du côté des assurances mutuelles agricoles, même diagnostic. La FGA

industrialisées que par celle des pays nouvellement industrialisés, tels que la Corée, Taiwan ou Hongkong. Ces pays sont bien décidés à être les premiers à tirer profit d'une mesure (la revalorisation du yen) dont les pays industrialisés espèrent qu'elle favorisera leurs propres produits face à la concurrence japonaise.

Assurément les Coréens, on les voit dépendant des Japonais pour un bon nombre de pièces détachées pour leur propre industrie. Mais ils bénéficient aussi de marges et de profits de ceux qui rendent leurs produits compétitifs. Les Coréens, en particulier, entendent bien ne pas perdre l'occasion qui leur est offerte. Avec, par exemple, de l'électronique, par des ventes payées 2,50 dollars de l'heure à Pohang (contre 1,8 dollars au Japon), ils s'estiment bien placés.

La hausse des prix des produits japonais va, particulièrement, sentir dans le secteur de l'électronique grand public, notamment sur le marché des télévisions en couleur et des magnétoscopes. Pour ce dernier produit, les Japonais avaient été précédés de la concurrence des Coréens jusqu'à un moment où un accord interdisait à ceux-ci d'exporter des magnétoscopes fabriqués sous licence japonaise. Depuis que les Coréens se sont libérés de cette contrainte, ils ont vendu 250 000 magnétoscopes sur le marché américain, pourtant saturé par les Japonais. Quant aux télévisions en couleur, un modèle produit par le Coréen Lucky Goldstar vaut aux Etats-Unis 200 dollars, alors qu'un appareil comparable de marque japonaise coûte 350 à 400 dollars.

Les Japonais sont conscients qu'à terme le marché de l'électronique de grande consommation ne sera plus pour eux une source de profit. Les grands groupes électroniques japonais ont dû réduire leur programme d'investissements et de production pour 1986. Les exportations ont globalement diminué de 28 %. Plus que jamais, aujourd'hui, leur « créneau » est celui des produits de haut de gamme pour lesquels ils sont servis par leur image de qualité.

PHILIPPE PONS.

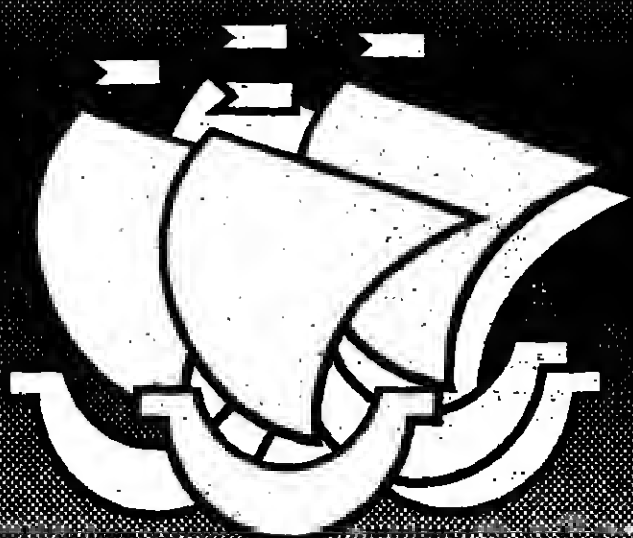
EMPRUNT VILLE DE PARIS

26 novembre 1985 - 500 millions de F.

- Jouissance, règlement : 10 décembre 1985. Durée 10 ans.
- Taux variable : 95 % du T.M.O. avec minimum garanti de 6,5 %.
- Amortissement en fine.

PRIX D'ÉMISSION : 4.869 F. par obligation

une note d'information (visé C.O.B. N° 85-359 du 20 novembre 1985) peut être obtenue sans frais auprès de la Banque PARIBAS 3, rue d'Artois 75002 Paris et des établissements chargés du placement.



Les pôles

ENTREPRISE

l'échéance



AFFAIRES

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les pôles de conversion, priorité numéro un

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, devait faire, ce mercredi 27 novembre, au conseil des ministres une analyse de la situation dans les zones classées pôles de conversion (1), créées en 1984, et dans les régions particulièrement touchées par la crise des industries de base (sidérurgie, chantiers navals, charbonnages, textiles), notamment le Nord et l'Est.

Bien que des « dynamismes nouveaux » apparaissent et que les initiatives locales se multiplient, la situation générale demeure difficile. La diversification de l'économie régionale demande du temps. Il faut

donc « prolonger et compléter » les dispositifs de solidarité nationale à l'égard de ces zones.

Dans les bassins houillers, selon le rapport établi par M. Leborne, député (PS) de Saône-et-Loire, l'aide directe aux entreprises, assurée par deux sociétés filiales des Charbonnages (SOFIREM et FINORPA) est concernée, pour les dix premiers mois de 1985, 113 projets et la création escomptée de 4 537 emplois. D'autre part, les « fonds d'industrialisation » contribuent en 1985 pour 150 millions de francs à l'amélioration de l'environnement des entreprises (conseil, exportation, équipement...).

Dans les pôles de conversion, le gouvernement a demandé aux grandes entreprises nationales de créer elles-mêmes des sociétés de conversion et de coordonner leurs efforts avec les collectivités locales, les banques, les sociétés d'assurances. Depuis le début de 1984, la prime d'aménagement du territoire (PAT) versée au taux maximum a financé la création de quelque 17 000 emplois étalés sur trois ans pour un volume de crédits publics de 800 millions de francs.

Les programmes d'équipement (routes, habitat, bâtiments industriels) ont été soutenus notamment par le Fonds spécial des grands travaux (1,615 milliard) : 650 millions ont bénéficié à la formation, à la recherche et aux transferts de technologie (productions à Roubaix, mécanique à Valenciennes). Enfin la CEE a soutenu l'action des pouvoirs publics pour quelque 500 millions de francs.

M. Defferre devait ajouter que le Nord et la Lorraine avaient fait l'objet de plans de développement particuliers et que des mesures spécifiques avaient été aussi décidées pour La Rochelle, la zone portuaire Nantes-Saint-Nazaire, le Val d'Allier et le Trégor.

En dépit des sommes engagées depuis deux ans, les résultats ne sont pas encore à la hauteur des objectifs puisque le nombre des emplois à créer reste très inférieur à celui des

emplois à supprimer. Le gouvernement a donc décidé de maintenir à l'égard des bassins industriels en crise « le dispositif actuel de financement prioritaire ».

Les deux groupes sidérurgiques publics ont prévu de consacrer 600 millions sur la période 1985-1987 pour aider les PME à créer des emplois de diversification. Dans les pôles, le taux des aides à l'innovation pourra être porté à 75 %. Sur la cinquième tranche du Fonds spécial des grands travaux, une enveloppe de 200 millions sera réservée aux opérations de développement régional et 100 millions serviront pour la remise en état des friches industrielles.

Enfin, les communes situées dans le périmètre des pôles de conversion enregistrent des pertes importantes de taxe professionnelle. Des mesures vont être prises pour alléger ce manque à gagner.

(1) Les quinze pôles de conversion sont : Dunkerque-Calais ; le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais et le Valenciennois ; la vallée de la Sambre ; la vallée de la Meuse ; les bassins sidérurgiques du nord et du sud de la Lorraine ; la région de Caux ; la zone Le Creusot - Montceau ; les Mines-Chalon-sur-Saône ; le bassin de Montluçon et celui de Roanne ; le sud du département de la Loire ; le bassin de Decazville et celui d'Albi-Carmaux ; les zones de la Seine et de la Clot ; Fécamp-Mer.

CONSEQUENCE DES OPA SAUVAGES

Texaco pourrait être mis en règlement judiciaire

Texaco, troisième compagnie américaine, pourrait être obligée de se mettre sous la protection de l'article 11 de la loi américaine sur les faillites (équivalent de la procédure de règlement judiciaire en France). Cette solution de « dernière extrémité », selon la compagnie, se révélerait inévitable si le tribunal de Houston (Texas) confirmait sa décision d'obliger Texaco à verser une provision pour amende de 10,53 milliards de dollars (91,6 milliards de francs) à la compagnie Pennzoil.

Texaco, s'il ne parvient pas à faire revenir le juge texan sur sa décision, sera la victime la plus spectaculaire de la vague d'offres publiques d'achat (OPA) qui a saisi l'industrie pétrolière américaine l'an dernier.

Le procès en cours avec Pennzoil, petite société texane, est lié aux conditions dans lesquelles Texaco avait, en janvier 1984, pris le contrôle de la société Getty-Oil, quatorzième compagnie américaine, pour une somme de 10,1 milliards de dollars.

Deux jours avant l'annonce par Texaco d'une OPA sur Getty, Pennzoil avait en effet conclu un accord avec le principal actionnaire de cette compagnie à un prix nettement inférieur à celui offert par Texaco.

Après l'annonce de l'OPA de Texaco, Pennzoil, fort des assurances obtenues précédemment, avait intenté un procès, arguant du caractère illégal des manœuvres entreprises par Texaco pour avoir le dessus.

Le tribunal de Houston lui ayant donné raison la semaine passée, Texaco doit selon les lois texanes verser une caution de 10,5 milliards de dollars, soit la totalité des

sommes réclamées par Pennzoil, pour avoir le droit de faire appel de la décision du jury. « Si un tel cautionnement est exigé - et Texaco n'a pas cette somme et ne devrait probablement pas la trouver - alors nous devons chercher une solution héroïque, que ce soit le chapitre 11 ou autre chose », a déclaré le président de Texaco dans une interview au journal Dallas Morning News.

Un juge de Houston a convoqué une audience le 5 décembre prochain pour décider du malin ou non du jugement prononcé la semaine dernière. En attendant, les actions de Texaco à la Bourse de New-York ont vivement chuté, la plupart des analystes estimant, selon le « Wall Street Journal », que même s'il parvient à échapper à la faillite, le groupe pétrolier sortira très affaibli de cette affaire. L'endettement du groupe, qui a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 48,1 milliards de dollars et un bénéfice de 306 millions, atteint déjà 11 milliards de dollars et doublerait si Pennzoil obtient gain de cause. La vague d'OPA sauvages qui déferle sur l'industrie américaine fera-t-elle tomber la septième compagnie mondiale toutes catégories ?

Des « magasins francs » à Dunkerque. - La direction générale des douanes et le port autonome de Dunkerque ont signé le lundi 25 novembre un protocole d'accord pour la création de « magasins francs » permettant de stocker, hors douanes, pendant cinq ans, toutes les marchandises. Des dispositions analogues ont déjà été prises en faveur de Marseille, de Havre et de la zone internationale de Mulhouse.

TRANSPORTS

Les vingt-quatre Airbus A-320 d'Air Inter coûteront 6 milliards de francs

M. Pierre Eelsens, président de la compagnie Air Inter, et M. Jean Pierson, administrateur général d'Airbus Industrie, ont signé, le 26 novembre, le contrat d'achat de dix Airbus A-320 avec une option sur quatorze autres appareils de ce type.

Le contrat, qui, selon M. Eelsens, représente « environ 6 milliards de francs avec les pièces détachées et les investissements requis par ce nouvel avion », prévoit que les livraisons seront étalées de 1988 à 1993.

L'A-320 est un moyen-courrier de 171 places, « le meilleur de sa catégorie », d'après M. Jean Aurox, ministre de l'Urbanisme, du Logement et des transports. Il fait appel aux technologies de pointe, notamment en matière de commandes de vol électriques et d'électronique des systèmes de navigation. Airbus Industrie annonce que sa consommation de carburant rapportée au siège est inférieure à celle des avions comparables : « 17 % de consommation pour le Boeing 737-300, « 42 % pour le MD-80 de Douglas et « 63 % pour la Caravelle Super 12. L'industrie aéronautique française fabrique 35 % de l'A-320, le reste étant fourni par la RFA, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Belgique et les Etats-Unis.

L'arrivée du « petit » Airbus donne l'occasion à Air Inter de réduire le nombre des membres d'équipage. L'A-320 sera piloté à deux, « parce que son constructeur l'a conçu ainsi » et non à trois comme les autres appareils de la flotte d'Air Inter. La suppression de l'officier mécanicien volant « ne se traduira par aucune conséquence préjudiciable pour l'emploi et le déroulement de carrière ».

M. Eelsens a déclaré qu'une centaine de navigants seront concernés à partir de 1990 et qu'ils auront le choix entre la poursuite de leurs fonctions en équipage à trois sur Airbus A-300 et une reconversion, aux frais de la compagnie, dans la spécialité de pilote de ligne.

Le président d'Air Inter se félicite du système de paiement qui a été mis au point pour un contrat libellé en dollars. Ces dollars seront libérés au cours garanti de 8 F par le moyen du « face-à-face » qui permet à un exportateur français de céder des devises à une société qui en a besoin. « Nous sommes sûrs que nous ne subirons aucune perte de change », explique M. Eelsens. L'autre avantage du paiement en dollars est qu'il nous a permis d'utiliser la formule américaine de révision des prix qui est beaucoup plus intéressante que la formule française.

Mauvaise humeur

Un certain mécontentement s'est exprimé chez des élus du personnel au conseil d'administration de la compagnie qui estiment que l'achat des A-320 n'a pas donné lieu à une information et à une discussion convenables. En filigrane, il s'agit, bien sûr, de l'expression de la mauvaise humeur suscitée par la décision de M. Eelsens d'opter pour un pilotage à deux qui refuse les syndicats de navigants. Le débat concerne aussi, comme chez Renault, le rôle du conseil d'administration et l'application de la loi de démocratisation du secteur public.


Dans l'affaire de l'achat des A-320, les administrateurs élus par le personnel ont été jusqu'à ce jour écartés du dossier, affirme M. Louis Gruher, élu par le personnel navigant technique. En janvier 1985, nous avions demandé que soit ins-

crit à l'ordre du jour du conseil d'administration une mission d'information sur l'A-320. Cela nous a été refusé. Pour ce qui est de la composition des équipages, nous savons que le problème de la répartition des tâches entre les deux pilotes a été abordé, mais pas celui de leur stabilité en situation difficile qui, somme toute, est celui qui intéresse le plus les passagers. En l'absence de données vérifiables, je ne suis pas en mesure d'évaluer des décisions prises ailleurs qu'en conseil d'administration et à faire l'apologie de techniques encore balbutiantes.

Querelles

Cette querelle agace M. Eelsens qui rappelle ses efforts de concertation. « Celui qui se plaint aujourd'hui de ne pas savoir est celui qui n'a posé aucune question lorsqu'un spécialiste bancaire et moi-même nous sommes mis, pendant deux heures, à la disposition des administrateurs pour leur expliquer les détails du contrat signé avec Airbus Industrie, dit-il. Le conseil d'administration n'a pas à se réunir en commission pour gérer la place du président. Il approuve les grandes orientations. J'avais déjà dit, d'autre part, au comité d'entreprise les raisons pour lesquelles le pilotage à trois ne pouvait pas être retenu. En fait, ceux qui dénoncent un manque de concertation voudraient que je tranche dans le sens qui les intéresse. Ce n'est évidemment pas possible ; une direction est faite pour diriger ».

ALAIN FAUJAS.



berdy

le prêt à porter des grands (1 m 85 à 2 m 15) et des costards

PARIS 12^e
86 av. Ledru-Rollin
Tél. 46.28.18.24
PARIS 17^e
79, av. des Ternes
Tél. 45.74.35.13
LYON 6^e
22, cours F. Roosevelt
AVIGNON
101 rue Bonnetière
TOULOUSE
7, rue J.F. Kennedy
BORDEAUX
28, rue Mabry

Franchise BERDY :
agglomérations de +
de 300.000 habitants
Tél. : (1) 45.74.66.68

ENTREPRISES

Lesieur : nouvelle chute des bénéfices

Pour la deuxième année consécutive, les bénéfices de Lesieur, premier huilier français, seront en baisse. « Alors que le premier semestre avait été bon en 1984 et le second mauvais, c'est plutôt le contraire qui se produit, cette année, ce qui rend difficile l'appréciation du résultat final », a précisé la société. Selon un de ses responsables, « le plan de restructuration se déroule normalement, dans le cadre financier fixé et sans conflit grave, et Lesieur a regagné des parts de marché sur l'huile de tournesol (30 %) et pris une position significative (15 %) sur celui de la margarine ». Il est difficile de dire, sur le marché très concurrentiel des huiles et des corps gras, si le redressement escompté se produira en 1986.

Sea-Land (transport maritime) rejette l'offre d'achat d'un financier de Dallas

Le conseil d'administration de la compagnie de transport maritime américaine Sea-Land a rejeté une tentative de prise de contrôle, pour 585 millions de dollars, lancée par un homme d'affaires texan, et annoncé, le 26 novembre, le rejet de l'offre de Sea-Land. Cette offre, à 25 dollars l'action, lancée par M. Harold Simmons, de Dallas, a été jugée par le conseil comme « insuffisante ». M. Simmons avait accu, la semaine dernière, sa participation de 22,1 % à 24,9 % dans le capital de Sea-Land. Cette société, qui exploite notamment des installations portuaires dans le port de Newark-Port Elizabeth, emploie quelque neuf mille personnes et a réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dollars. - (AFP.)

Monsanto revient à BHP ses actifs pétroliers

Le groupe Monsanto, numéro cinq de la chimie américaine (57 milliards de francs de chiffre d'affaires), confirme son intention de revendre ses actifs pétroliers et gaziers. La société australienne Broken Hill Proprietary (BHP) est candidate au rachat et se déclare disposée à payer 745 millions de dollars (5,83 milliards de francs) ces intérêts regroupés dans Monsanto Oil. Cette opération, qui a toutes les chances d'être réalisée, permettra au groupe chimique américain de boucler l'opération de financement montée pour racheter les laboratoires pharmaceutiques Searle, d'un coût de 2,7 milliards de dollars (21,6 milliards de francs).

et de procéder à la plus vaste restructuration de son histoire (le Monde du 29 octobre). De son côté, BHP pourra étendre ses activités dans la pétrole. En 1984, l'entreprise australienne avait déboursé 504 millions de dollars (5 milliards de francs environ) pour prendre le contrôle d'Energy Reserves Group.

Projet de fusion dans l'agro-alimentaire britannique

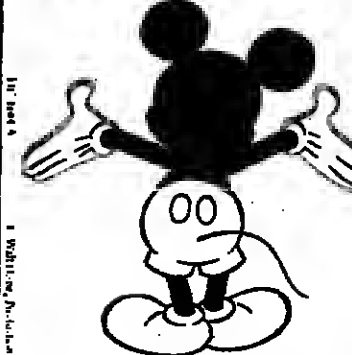
Imperial Group, producteur de tabac et brasseur, envisage de se diversifier et a proposé de racheter United Biscuits spécialisée dans l'agro-alimentaire. Fusionnées, les deux sociétés représenteraient une des dix premières compagnies britanniques avec un chiffre d'affaires d'environ 6,3 milliards de livres.

Informatique : Sperry se rapproche de Hitachi

Après l'échec du rapprochement avec ITT, puis avec Burroughs, c'est maintenant vers le japonais Hitachi que Sperry, le constructeur américain de grands ordinateurs, se tourne. Les deux compagnies ont annoncé, lundi 25 novembre, qu'elles allaient étudier des « échanges de technologie », et, notamment, « l'étude commune de la faisabilité de l'intégration de la technologie Hitachi avec le système Sperry 1000 » (grands ordinateurs). Cet accord confirmerait la nécessité pour Sperry, un des « cinq néo » américains, de se trouver un partenaire qui lui apporte un appui technologique. Ce rapprochement sera toutefois rendu difficile par le fait que Hitachi construit des ordinateurs compatibles avec IBM, mais non Sperry.

L'échappée belle en Floride.

Cette échappée belle au pays de Disneyworld à 5050F par personne sentent pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans partageant la même chambre. Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1 rue Scribe, 75009 Paris.



8 JOURS 5050 F

- Aller-retour compris.
- Hôtel compris.
- 2 nuits à Miami.
- 5 nuits à Orlando.
- Voiture comprise.

VACANCES FABULEUSES
PAN AM

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

« PROJET DE PLANTATIONS DE BOIS DE FEU DANS LE SUD-BÉNIN »

Le ministre du Développement rural et de l'Action coopérative de la République du Bénin lance un appel d'offres international pour l'acquisition de matériels roulants et de génie civil du projet « Plantations bois de feu dans le Sud-Bénin » sur financement conjoint :

- Fonds africain de développement (FAD) ;
- Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ;
- Programme alimentaire mondial (PAM) et la République populaire du Bénin (RPB).

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté au Bénin, à la direction des Etudes et de la Planification du ministère du Développement rural et de l'Action coopérative à Cotonou (RPB), à la direction des Eaux, Forêts et Chasses à Cotonou (RPB), à la direction du Génie rural à Porto-Novo (RPB).

A l'étranger :

Dans les ambassades et représentations diplomatiques de la République populaire du Bénin à :

- Abidjan (Côte d'Ivoire), 09 BP 283, boulevard André-Laurille, lot 244, Cocody ;
- Paris (France), 87, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris 16^e ;
- Bonn (République fédérale d'Allemagne) Rudigerstrasse, 10, Postfach 228 5300 Bonn-Mehlen ;
- Washington (Etats-Unis d'Amérique), 2737 Cathedral Avenue, N.W. Washington D.C. 20008.

Le dossier peut être obtenu à la direction du Génie rural à Porto-Novo contre un chèque certifié de cent mille (100 000) francs CFA, à l'ordre du Directeur du projet « Plantations bois de feu dans le Sud-Bénin ».

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la direction du Génie rural à Porto-Novo.

LA PRÉFECTURE DES ARDENNES COMMUNIQUE RÉSEAU D'ALIMENTATION GÉNÉRALE EN ÉNERGIE ÉLECTRIQUE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Centre d'Équipement du Réseau de Transport - Lignes à 2 x 400 KV CHOZ - LONNY I et CHOZ - LONNY II, modifications des lignes à 400 KV CHÉNE - MAZURES, AVELIN - MAZURES, MAZURES-VESELLE à 2 x 225 KV CHOZ - MAZURES I et II et à 63 KV CHOZ - BOGNY

DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PUBLICITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Le projet d'ouvrage dit « Lignes à 2 x 400 KV CHOZ - LONNY I et CHOZ - LONNY II, et modifications des lignes à 400 KV CHÉNE - MAZURES, AVELIN - MAZURES et MAZURES-VESELLE à 2 x 225 KV CHOZ - MAZURES I et II, et à 63 KV CHOZ - BOGNY », pour lequel la demande de déclaration d'utilité publique sera instruite prochainement, est soumis, conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, à une étude d'impact.

En conséquence, à dater du 2 décembre 1985, et pour une durée de deux mois, le public pourra prendre connaissance du dossier d'étude d'impact aux jours et heures habituels des bureaux :

- à la préfecture des Ardennes ;
- à la mairie, chef-lieu de canton de Givet ;
- aux mairies des chefs-lieux de canton de Fumay, Revin, Montherme et Renwez, traversés par ce projet ;
- aux mairies des communes de Chooz, Ham-sur-Meuse, Aubrives, Vieux-Wallerand, Margués, Haybes, Laforêt, Les Mazures, Deville, Secheval, Moncornet-en-Ardenne, Harey et Loigny, traversées par le projet ;
- à la direction régionale de l'Industrie et de la Recherche de Champagne-Ardenne, 2, rue Grenet-Tellier, 51038 Châlons-sur-Marne.

Les intéressés pourront faire part de leurs observations éventuelles sur un registre ouvert à cet effet.

SOCIAL

LE QUARANTE-DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGT

La critique du gouvernement est de plus en plus vive

An for et à mesure que le quarante-deuxième congrès de la CGT, réuni à Montreuil depuis le dimanche 24 novembre, avance dans ses travaux, la dénonciation des responsabilités du « gouvernement socialiste » se fait plus précise, plus agressive. Nombre de délégués ont manifesté un ton au-dessus de leur secrétaire général. Ainsi, mardi, plusieurs intervenants ont répliqué à M. André Deluchat, membre socialiste du bureau confédéral, qui, la veille, avait contesté une accentuation de l'austérité depuis le départ des ministres communistes.

M. Derroncourt, pour les mineurs de Lens, M. Le Duigou, de la fédération des finances, M. Le Gner, de la fédération des PTT, ont réfuté l'argumentation de M. Deluchat, voire ont mis en cause sa connaissance des réactions de la base. Secrétaire général des cadres de l'UGICT et secrétaire de la CGT, M. Alain Obadia a martelé la thèse selon laquelle la centrale « combat les mauvais coups que soit la couleur du gouvernement, qu'il s'agisse de droite ou se réclame de la gauche ».

Secrétaire général du syndicat Renault de Douai, M. Jean-François Caré, qui fait l'objet d'une procédure de licenciement, n'a pas tourné autour du pot. Utilisant à répétition l'image d'une « avant-garde », procédant à un « éclairage idéologique », il a gonflé l'enthousiasme des congressistes en soulignant que « les responsabilités du gouvernement ne sont pas suffisamment explicites dans le document d'orientation ». « Qui est majoritaire au Parlement, selon le Parti socialiste ? Qui o les pouvoirs législatifs ? Qui o

investi l'ensemble des médias ? Qui o dénoncé les nationalisations de 1936, de 1945 et de 1981 ? Qui propose le retour en arrière de plus de soixante ans ? Qui déclare que les revendications sont des sorcelles ? (...) Et le gouvernement socialiste, ses ministres et sa majorité, c'est Fabius, c'est Mitterrand, c'est Bérégovoy ! »

Secrétaire de la CGT et membre du comité directeur du PS, M. Gérard Gaumé a préféré, malgré la montée des attaques contre le gouvernement, s'exprimer prudemment. Refusant l'idée d'une CGT affrontant les attaques avec « un affaiblissement continu de ses forces », et souhaitant qu'elle puisse rassembler les salariés, « pour une mobilisation maximale dans les luttes », il a plaidé pour un renforcement de son caractère de masse.

En prenant mieux en compte la « diversité des opinions et des aspirations » de ses membres, a-t-il indiqué en substance, « la CGT renforcera son indépendance, sera plus attractive, ce qui favorisera la syndicalisation ».

Porter l'accent sur les responsabilités gouvernementales qui sont réelles, ajoute-t-il, risque de nourrir objectivement la démarche reportant la solution du problème au niveau politique. C'est une démarche dont nous avons souligné les effets néfastes.

Hostile à « l'obligation paralysante de l'unanimité », M. Claude Gaumé, comme M. Deluchat, ne votera pas le rapport d'orientation s'il est modifié pour aggraver la mise en cause du gouvernement.

MICHEL NOBLECOURT.

Manifestations de la CGT contre le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Deux mille personnes ont manifesté, mardi 26 novembre dans l'après-midi, devant l'Assemblée nationale, à l'appel de la CGT, pour protester contre le projet de loi gouvernemental sur l'aménagement du temps de travail discuté en commission. Des délégations comprenant notamment des représentants du quarante-deuxième congrès de la CGT se sont rendues à l'Assemblée pour rencontrer les groupes parlementaires. Le projet doit être examiné en séance

plénière, le mercredi 4 décembre. Plusieurs manifestations ont eu lieu aussi en lien avec le projet de loi à l'appel de la CGT en Loire-Atlantique, notamment à Nantes et à Saint-Nazaire.

Retard probable dans le versement des salaires des fonctionnaires. Le versement des salaires des fonctionnaires, transitant par les services parisiens de la Banque de France, pourrait être retardé de quelques jours à la suite d'un conflit de deux semaines dans cette institution. La situation est néanmoins en voie de normalisation dans la mesure où le travail a repris le 26 novembre.

Près de la moitié des anciens de Creusot-Loire ont été reclassés

Sur les 1 284 licenciés de tous les sites de Creusot-Loire, 584 ont été reclassés. C'est le dernier bilan dressé par l'ARFAS (Association pour le reclassement et la formation des anciens salariés de Creusot-Loire). On compte, en outre, 98 retours d'immigrés au pays. Un an après la signature, en octobre 1984, entre les partenaires sociaux (la CGT exceptée) et l'Etat, d'une convention mettant en place ce dispositif d'aide au reclassement, M. Jean-Pierre Deck, son directeur, ne cache pas sa satisfaction : « Je n'ai plus à reclasser que 38,5 % des anciens salariés ».

L'ARFAS avait également pour objectif de former des salariés dont 22 % étaient des OS et 44 % des ouvriers qualifiés, et souvent relativement « âgés » (la moitié ont plus de cinquante ans). Un programme de formation a été mis en place : long pour 201, de quatorze semaines en deux temps pour 360 autres.

Juridiquement les anciens de l'entreprise sont devenus salariés de l'ARFAS durant un an, jusqu'à ce

qu'ils retrouvent un emploi. La formule est donc onéreuse — 70 000 F par salarié, selon l'ARFAS — mais elle a porté ses fruits. « D'autre part, le tissu industriel creusotien n'était pas aussi détruit qu'on a bien voulu le dire », affirme M. Deck. Nous avons trouvé dans la région des PME, et elles ont joué le jeu en prenant un ou plusieurs nouveaux salariés.

Pour préparer l'avenir, l'ARFAS a défini quinze types d'entreprises qui, compte tenu de la formation des anciens de Creusot-Loire, pourraient s'installer dans le secteur, et a lancé une campagne de publicité nationale pour convaincre les chefs d'entreprise de s'installer au Creusot.

Mais elle n'ignore pas les difficultés qui l'attendent. En avril 1986 elle devra avoir reclassé tous les anciens salariés. Or sur les 1 284, 535 sont « fragilisés », soit en raison de leur âge, soit en raison de leur formation, soit parce qu'ils sont inaptes au travail.

M.-C. R.

L'Association

pour la retraite des cadres est optimiste

Malgré l'augmentation du nombre des retraités, l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres), qui a réuni, le lundi 25 novembre, son assemblée générale annuelle, fait preuve d'optimisme. En 1984, le régime des cadres a dégagé un excédent de 414 millions de francs (contre 716 millions l'année précédente), soit 1,86 %. Cette année devrait aussi se passer dans de bonnes conditions. La « structure financière » chargée de financer les retraites complémentaires entre soixante et soixante-cinq ans fonctionne enfin et a pu émettre les emprunts nécessaires à sa trésorerie.

A court terme, le relèvement du salaire plafond de la Sécurité sociale — il sert de « plancher » aux cotisations de l'AGIRC — préoccupe les responsables du régime : calculé selon l'évolution des salaires l'année précédente, il réduit l'assiette des cotisations en période de déflation : en 1985 il a été de 8,6 % et en 1984 de 7,2 %. Mais ce relèvement est compensé par une progression du nombre des cadres : celle-ci, qui

avait paru se ralentir en 1983, a repris, au rythme de près de 2 % par an. Cette progression contribue à rassurer les responsables de l'AGIRC sur l'avenir : le nombre de cotisants doit s'accroître encore longtemps.

Dans les dix années qui viennent, les charges de retraite devraient augmenter de 70 %. Pour y faire face, l'AGIRC a décidé, en juin dernier, de réduire son rendement de 12 % à 10,7 % en faisant payer le prix à la fois aux actifs et aux retraités. Pour les premiers, le « taux d'appel » de la cotisation (qui n'apporte donc pas de points supplémentaires) sera porté de 103 % à 106 % au 1^{er} janvier 1986, et à 110 % le 1^{er} janvier 1987, opération qui devrait rapporter 800 millions de francs actuels en 1986 et 1,75 milliard l'année suivante. Pour les retraités, le relèvement des pensions restera très légèrement inférieur à la hausse des prix, comme en 1984 (7 % au lieu de 7,4 %) et en 1985 (5 % pour sans doute une hausse des prix de 5,4 %).

SELON « LIBÉRATION »

Force ouvrière aurait reçu

près de 8 millions de francs d'organismes américains

Le versement de fonds américains à Force ouvrière, que révèle Libération du mercredi 27 novembre, est à la fois une affaire vieille et nouvelle. Déjà, dans les années 50, FO était accusée de recevoir de l'argent des syndicats américains et même de la CIA. Après la deuxième guerre, l'AFL-CIO et certains de ses syndicats avaient versé des fonds aux syndicats français pour leur permettre de se reconstruire et de se réorganiser. Comme le rappelle, à Libération, Irving Brown, représentant officiel de l'AFL-CIO, c'est d'abord la CGT, qui a reçu cet argent, FO en hérita ensuite — mais on accuse Irving Brown d'avoir contribué à la scission syndicale de 1947-1948.

Le canal reste le même aujourd'hui : FO aurait ainsi reçu du Free Trade Union Institute (FTUI) (Institut pour le syndicalisme libre) la somme de 830 000 dollars (plus de 8 millions de francs) entre avril 1984 et août 1985, une somme versée pour « soutenir le plus important syndicat démocratique en France ». André Bergeron interrogé par Libération « ne confirme ni ne dément ». « Nous sommes détenteurs de fonds, qui servent à aider ceux qui sont obligés de quitter leur pays, comme des réfugiés d'Asie du Sud-Est, de Pologne ou du Chili », précisant que « cet argent sert à trouver aux gens de quoi vivre, un logement, à les sortir de prison, etc... ».

« Le reste, ajoute-t-il, nous regarde ». De même, la centrale précise-elle ce mercredi qu'elle « s'émoussait » d'avoir, grâce à l'aide des syndicats américains, aidé des centaines de militants. Plus que le fait de recevoir cet argent, qui ne représente, au demeurant, qu'un dixième du budget de la centrale, deux points peuvent un peu gêner Force ouvrière. Le premier, c'est l'origine des fonds. Il s'agit selon Libération d'argent versé par le National Endowment for Democracy (Fonds national pour la démocratie), alimenté par une contribution de 18 millions de dollars du Congrès américain.

De même s'il est dit à maintes reprises qu'une partie de l'argent versé par les syndicats américains venait en fait... de la CIA, M. Irving Brown, représentant officiel de l'AFL-CIO passant, comme le rappelle James Agee dans son livre (Inside the company CIA diary) pour le distributeur semi-officiel des fonds de la CIA. En effet, recevoir de l'argent des syndicats américains n'a rien de déshonorant...

Plus désagréable peut-être pour les militants comme pour les dirigeants FO, c'est de voir parmi

les destinataires de l'argent avec diverses organisations de bien moindre importance, et d'une orientation politique beaucoup plus marquée. Comme le deuxième en importance des destinataires des contributions du FTUI : l'Union nationale interuniversitaire (UNI).

Celle-ci, fondée après mai 1968, a obtenu 3,03 % des voix aux dernières élections universitaires. Elle entend regrouper, notamment dans l'université « les personnes qui entendent défendre une société de liberté et de responsabilité contre l'oppression socialo-communiste ». Très discrète sur la composition de ses instances, cette organisation agit comme un lobby qui inonde de tracts ou d'affiches les partis de l'opposition. Ses liens avec le SAC (Service d'action civique) sont connus depuis le rapport parlementaire sur ce dernier. Son président, M. Jacques Rougeot, est présent dans de nombreux rassemblements de l'opposition.

A tout cela, en tout cas, FO réagit en dénonçant une « campagne » contre elle et l'action du « communisme international », restant ainsi dans la tradition...

M. BLANCHARD (BIT) AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL : PAS DE RELANCE ÉCONOMIQUE SANS CONSENSUS SOCIAL.

M. Francis Blanchard, directeur du Bureau international du travail (BIT), a estimé, le mardi 26 novembre, dans un discours prononcé devant le Conseil économique et social (CES), que l'économie devait passer « par le maintien ou la recherche d'un consensus social ».

Le directeur du BIT, en visite en France depuis le 26 novembre, s'est entretenu avec M. Michel Delbarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, puis a été reçu par M. Laurent Fabius avant de prendre la parole devant le CES. Selon M. Blanchard, « il importe que des organisations professionnelles fortes et responsables, au premier rang desquelles les syndicats, soient constamment associées à la recherche des solutions à court et à moyen terme ». Qualifiant le chômage de « problème le plus préoccupant de l'heure », il a souligné une tendance à l'aggravation, notamment chez les jeunes (4,4 millions de chômeurs en 1984 dans les pays de la CEE) et par la croissance des chômeurs « chroniques ».

CONJONCTURE

Avec 9 milliards de francs en 1986

LE FIM RESTE STABLE

M^{me} Edith Cresson devait annoncer, ce mercredi 27 novembre, en conseil des ministres le budget du FIM (Fonds industriel de modernisation) pour 1986. Avec les 9 milliards de francs prévus, le FIM maintient grosso modo son niveau de 1985, soit 9,5 milliards. Ces chiffres comportent le report de l'enveloppe supplémentaire de 2 milliards décidée en mars 1984 pour les pôles de conversion. Ce report a représenté 1,5 milliard environ en 1985 et devrait compter pour 700 à 800 millions en 1986. Difficile donc de dire que le FIM soit toné par la rigueur, sachant qu'il demeure qu'il n'est pas considéré comme une ressource budgétaire. Les seules hypothèses qui pèsent sur le FIM 1986 sont pour l'heure 300 millions de francs au titre d'Eureka et un montant du même ordre pour la monnaie.

Le vrai problème du FIM pourrait résider dans le ralentissement de la collecte des Codeli (Compte pour le développement industriel). Mais l'engagement pour ces Codeli, lors de leur lancement, a permis de constituer à la Caisse des dépôts un confortable matelas sur lequel on peut aisément tirer. Qui plus est, on risque d'assister dans les mois à venir à des mouvements d'épargne difficilement prévisibles (liés notamment au remboursement de l'emprunt obligatoire et à la diminution des prélèvements obligatoires) qui pourraient relancer la collecte.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	base	+ ou -	base	+ ou -	base
SE-U	2,600	7,763	+ 35	+ 50	+ 75	+ 105
DEM	5,632	5,634	+ 28	+ 9	+ 40	+ 6
YEN (100)	3,957	3,953	+ 23	+ 36	+ 53	+ 73
DM	3,455	3,479	+ 107	+ 119	+ 210	+ 228
FRAN	2,757	2,777	+ 67	+ 76	+ 131	+ 147
FLA (100)	15,847	15,833	+ 10	+ 60	+ 58	+ 145
ES	3,712	3,741	+ 168	+ 185	+ 365	+ 328
L.I. (100)	4,538	4,581	+ 201	+ 167	+ 391	+ 335
S	11,394	11,416	+ 28	+ 253	+ 542	+ 473

TAUX DES EUROMONNAIES

	3	6	9	12	3	6	9	12
SE-U	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
DEM	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
FRAN	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
FLA (100)	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
ES	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
L.I. (100)	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
S	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

hail investissement


Le conseil d'administration réuni sous la présidence de M. Maurice Contier le 21 novembre 1985 a pris connaissance de l'activité de la société au cours des dix premiers mois de l'année.

Les nouvelles opérations engagées totalisent 261 millions de francs, dont 167 millions de francs en crédit-bail et 94 millions de francs en pleine propriété. Compte tenu notamment de l'arrivée à terme de quelques contrats de crédit-bail, les engagements bruts s'élèvent à 3 207 millions de francs.

Le financement de ces nouvelles opérations est assuré par les deux emprunts obligataires émis en mai 1985 pour 100 millions de francs chacun et par l'augmentation des fonds propres de 105 millions de francs résultant de la distribution de près de 75 % du dividende de l'exercice 1984 sous forme d'actions nouvelles et de la mise en réserve de 16 millions de francs.

Parmi les mises en service d'immeubles acquis en pleine propriété, sont à signaler le parc de loisirs aquatiques Aquahud, au Touquet, la résidence de tourisme Orion à Saint-Jean-de-Luz, et la deuxième tranche du centre d'activité CAP 18, à Paris. Toutes ces opérations ont été réalisées par le groupe immobilier Surène Montavilet (ISM), dont Bail Investissement est l'un des principaux participants.

Les résultats de l'exercice 1985 devraient traduire une augmentation supérieure à l'inflation.



ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORÊTS

AGENCE NATIONALE DES BARRAGES

AVIS NATIONAL ET INTERNATIONAL DE PRÉQUALIFICATION D'ENTREPRISES

Le ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement et des Forêts lance un avis de préqualification d'entreprises intéressées par la construction du barrage de Beni-Haroun sur l'oued Kebir, à 70 km au nord de Constantine, dans la wilaya de Mila.

Les ouvrages à réaliser sont constitués principalement par :

- 1° Un barrage en enrochement et noyau d'argile de 120 m de hauteur, de 600 m de longueur en crête et d'une capacité totale de 795 millions de m³ à la cote RN 195 ;
- 2° Un batardeau en béton compacté au rouleau de 32 m de hauteur ;
- 3° Un évacuateur à seuil libre de 50 m de longueur de crête avec un coursier de 320 m de long ;
- 4° Deux galeries de dérivation de 8 m de diamètre pour 600 m de longueur chacune ;
- 5° Une prise d'eau en puits incliné long de 40 m, pour un diamètre de 9 m ;
- 6° Une chambre des vannes en puits vertical de 8 m de diamètre et de 107 m de long.

VOLUME DES TRAVAUX

Excavation :	
Air libre	4 500 000 m ³
Souterrain	80 000 m ³
Remblais	10 000 000 m ³
Bétons :	
Masse	60 000 m ³
Armé	100 000 m ³
Compacté au rouleau	465 000 m ³

Les entreprises intéressées par le présent avis sont invitées à se présenter à l'Agence nationale des barrages, ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement et des Forêts (KOUBA), pour retirer le dossier de préqualification contre la somme de 500 DA.

Les dossiers dûment remplis devront être déposés au plus tard le 15 janvier 1986 à midi, délai de rigueur, au ministère de l'Hydraulique, de l'Environnement et des Forêts (KOUBA), Agence nationale des barrages.

L'enveloppe anonyme doit porter la mention « Barrage Beni-Haroun préqualification ».

Le Monde

AVEC PRÈS DE 150 MILLIARDS DE FRANCS

Le déficit du budget en 1985 atteindra 3,3 % du PNB

Le déficit du budget de 1985 sera finalement plus élevé qu'il n'avait été prévu il y a un an lors de son vote par le Parlement : 149,6 milliards de francs, soit 3,3 % du produit national, au lieu des 140,2 milliards retenus, qui représentaient tout juste 3 % du PIB, mais il respecterait exactement la limite fixée par le président de la République lui-même.

Cet allongement du déficit n'est pas considérable puisqu'il se rapporte à un total de dépenses qui avoisine 1 000 milliards de francs. Il s'explique comme les années précédentes par de moindres recettes fiscales et par des dépenses supplémentaires.

Côté recettes, les rentrées ont été moindres que prévu (- 2,66 milliards de francs), du fait notamment de l'impôt sur les sociétés, de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) et de l'imposition des revenus des capitaux mobiliers, mais aussi de la contribution française au budget de la CEE (1,7 milliard de TVA). En fait, les pertes ont été limitées par des rentrées plus importantes que prévu sur la TVA (+ 2,6 milliards de francs) et sur l'impôt sur le revenu (+ 3,3 milliards de francs).

Côté dépenses, les intérêts de la dette publique intérieure et les garanties à l'exportation s'alourdissent de 4,9 milliards par rapport aux évaluations initiales. Enfin, l'État français verse 3 milliards de francs au titre du budget supplémentaire 1985 à la CEE. Au total, l'alourdissement est de 10,5 milliards de francs (2,66 + 4,9 + 3).

Mais ce chiffre est ramené à 9,4 milliards de francs par des éco-

nomies de 1,1 milliard de francs sur les dépenses, solde d'opérations nombreuses et importantes portant sur des ouvertures et des annulations.

Le conseil des ministres du 27 novembre qui devait examiner cette « loi de finances rectificative » (collectif) avait également à arrêter le chiffre des crédits supplémentaires demandés par le ministre de la défense, soit 2,5 milliards de francs. La Rue de Rivoli n'avait retenu que 500 millions de crédits supplémentaires en titre notamment des charges non prévues pour la Nouvelle-Calédonie et l'entretien de la FINUL au Liban. Chaque année, les suppléments de dépenses de fonctionnement sont compensés par des économies sur les crédits d'équipement, rendant très aléatoire l'application intégrale de la loi de programmation militaire 1984-1988.

LA FIN DE LA VISITE DU PRÉSIDENT DIOUF

Le Sénégal bénéficiera d'une aide « exceptionnelle »

La visite d'État du président sénégalais, M. Abdou Diouf, s'est achevée mardi soir 26 novembre, par un dîner offert par M. Diouf en l'honneur de M. Mitterrand. A cette occasion, le président français a signé la « relation privilégiée, dont on ne voit pas beaucoup d'équivalent dans le monde », entre la France et le Sénégal.

Mardi, le chef de l'État sénégalais avait été reçu par le maire de Paris, M. Jacques Chirac, puis par le président du Sénat, M. Alain Fauriol. Il a également rencontré une délégation de patronat français conduite par le président du CNPF, M. Yvon Gattaz.

Il se confirme, d'autre part, que la France accordera une aide « exceptionnelle » à Dakar pour aider le Sénégal à réaliser son plan de développement et son programme d'ajustement structurel. Selon un membre de la délégation sénégalaise, Dakar

« a besoin de 8 milliards de francs CFA (150 millions de francs) pour boucler l'année 1985, sinon le Fonds monétaire international annulera son prêt de confirmation de 76 millions de DTS ».

Enfin, au cours d'une interview accordée à TF 1, M. Diouf s'est prononcé pour l'octroi de « compensations » financières aux pays de la « ligne de front » qui subissent le contrecoup des sanctions économiques appliquées à l'Afrique du Sud.

Parlant notamment du Mozambique, le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a estimé que Maputo devait recevoir « une aide économique, financière et même militaire plus large », ajoutant : « Tous les pays africains doivent rompre toute sorte de relations avec l'Afrique du Sud, mais on ne peut pas le demander aux pays de la ligne de front ».

Sur le vif

Idolâtres

Il n'arrivent pas de dresser des palmiers aux États-Unis. Les dix mille... Les dix mille... Mieux habillés, plus riches, mieux coiffés, plus vendus. Ce qui est curieux, c'est que quel que soit l'objet du sondage, ce sont toujours les mêmes qui se retrouvent en tête. Si vous demandez aux lectrices du Ladies Home Journal qui elles admirent le plus, elles vous révéleront à l'unanimité les dix plus belles. En fait, elles sont toutes constituées d'ailleurs par des livres écrits par ou sur des gens célèbres : Jane Fonda, Elvis Presley, Shirley MacLaine, Marilyn Monroe ou Lee Iacocca.

Lui, c'est un cas. Un cas typique de ce qui se passe là-bas. Vous savez à combien d'exemplaires il a déjà vendu son bouquin - son, façon de parler, c'est pas lui qui l'a écrit - plus de deux millions. Autant que le Bible. Pourquoi ce raz de marée ? Parce qu'il passe continuellement à la télé. Il fait - et il le fait très bien - de la pub pour

Chrysler, la boîte dont il est le patron. Du coup on parle de lui, on ne parle même que de lui, de sa candidature à la candidature présidentielle.

Quelle que soit votre activité, journaliste, gymnaste, footballeur, politicien, actrice, c'est en cognant à la vitre de l'écran que vous attirerez l'attention du public. Votre image, il la voit, il la revêt et il a ramené dès qu'on lui demande de citer le nom de quelqu'un.

Un exemple : on a choisi un échantillon de quatre mille enfants des écoles, répartis dans cent quarante-cinq villes américaines. Et on les a priés d'inscrire sur un bout de papier le nom des personnes qu'ils aiment le mieux au monde. Leur mère ? Pensée-vous ! Elle n'arrive qu'en septième position. Non, pas du tout. Eddy Murphy, l'acteur noir, et le président Reagan.

CLAUDE SARRAUTE.

En Grèce

Voiture piégée à Athènes

Un policier tué, douze blessés

Athènes (AFP). - Un policier grièvement blessé dans un attentat à la voiture piégée, mort mardi 26 novembre dans un hôpital d'Athènes. Douze autres policiers blessés dans cet attentat ont été hospitalisés, l'un d'eux est dans un état désespéré. L'explosion s'est produite en fin de journée au moment où deux cars transportant des hommes de la brigade anti-émeutes se dirigeaient vers le centre-ville où se déroulait une manifestation anarchiste. Selon les témoins, deux jeunes gens avaient invité les passants à s'éloigner des abords de l'hôtel Caravel en criant : « Il va y avoir une explosion ». Quelques instants plus tard, une voiture de tourisme explosait, perforant la carrosserie d'un des cars de police qui passait à proximité et faisant d'importants dégâts matériels dans les immeubles adjacents.

Selon la police, la voiture piégée, portant des plaques d'immatriculation volées, était reliée par un fil d'une centaine de mètres à une batterie, et l'explosion a été télécommandée.

Mercredi matin, un correspondant a revendiqué cette action au nom du Groupe du 17 novembre, dans un appel téléphonique au quotidien Eleftherotypia. Le groupe - dont le nom fait référence au soulèvement des étudiants de l'école polytechnique contre le régime des colonels le 17 novembre 1973 - s'est manifesté pour la première fois en 1975 avec l'assassinat d'un membre de la CIA à Athènes. Il s'est ensuite attaqué à d'anciens policiers tortionnaires du régime des colonels, puis à un militaire américain. Enfin, le 21 février dernier, il a revendiqué l'assassinat de Nicolas Mavromatis, propriétaire d'un quotidien de droite.

M. Andreas Papandréou a vivement réagi mardi soir à cet acte « sans précédent ». La loi, a-t-il dit, s'emploiera à punir les coupables, qu'il s'agisse d'anarchistes ou d'autres éléments séditieux dont l'objectif est la déstabilisation.

La manifestation à laquelle avaient appelé mardi les groupes anarchistes et autonomes a rassemblé environ un millier de personnes qui se sont rendues des abords du Parlement jusqu'à l'université d'Athènes, en scandant : « Michalis est vivant », « Filas, cochons, assassins ». Les jeunes gens protestaient contre le port d'un de leurs camarades, Michalis Kaliterna, tué le 17 novembre au cours de heurts avec la police. Ils réclamaient la libération de seize de leurs camarades arrêtés lors des échauffourées de la semaine dernière.

En Chine

Liberté de voyager sous condition

De notre correspondant

Pékin. - Les Chinois vont-ils bientôt être autorisés à quitter librement leur pays ? C'est en tout cas ce qu'on vient de décider le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP). A condition, bien entendu, que la célèbre Gongganja (sécurité) ou les autorités locales ne mettent pas de bâtons dans les roues des candidats au voyage.

A partir du 1^{er} février 1986, les Chinois qui veulent voyager « pour raisons privées » - essentiellement pour des études à l'étranger payées par des parents vivant outre-mer, - non seulement n'auront plus besoin de visa de sortie, mais auront le droit de demander un passeport. La Gongganja sera tenue de le leur accorder dans les trente jours dans les villes et soixante dans les campagnes, sauf s'ils sont sous le coup d'une inculpation ou d'une condamnation. Tout refus devra être motivé et sera susceptible d'appel.

Ces mesures donnent du régime une image plus « libérale » à un coût d'autant plus faible qu'aucun pays ne serait prêt à accueillir des Chinois par milliers. De plus, rares sont les Chinois qui « choisissent la

liberté », à l'exception de ceux qui vont à Taiwan ou à Hongkong. Mais cette dernière ne reviendra-t-elle pas à la Chine dans moins de douze ans ? M. Deng Xiaoping se sent donc assez sûr de ses administrés pour leur offrir une timide ouverture sur le monde extérieur.

La Chine n'a pas les moyens de former chez elle suffisamment de techniciens. Elle compte donc sur les pays étrangers, où étudient plusieurs dizaines de milliers de jeunes Chinois. Elle laisse partir la plupart de ceux qui arrivent à se faire payer leurs études : nécessité fait loi. Elle compte enfin, pour sa modernisation, sur l'apport de capitaux et d'experts étrangers. C'est pourquoi la nouvelle loi va également libérer l'obtention de visas de séjour pour les étrangers. Ceux-ci pourront être « permanents » ou de longue durée. De plus en plus, il sera possible d'obtenir un visa de courte durée à l'entrée du pays. Les visas de sortie et de rentrée seront également supprimés. Enfin, les Chinois ont officiellement le « droit d'asile » chez eux et donneront des visas de séjour aux étrangers qui lui demanderont refuge.

PATRICE DE BEER.

VALEURS
ACTUELLES
L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE
en kiosque ou par abonnement
SPECIMEN SUR DEMANDE
42 rue d'Ulm, 75001 Paris tél. 02

JUSQU'AU 7 DÉCEMBRE 1985

1 MACINTOSH 128 K

+ MACWRITE

+ MACPRINT

+ 1 Extension à 512 K

+ 1 journée de formation

ou 1 logiciel RAM DISK

= 20.990 F T.T.C.

SEULEMENT!!!

(crédit ou leasing possible)

avec extension 1024 K.

27.990 F T.T.C.

INTERNATIONAL COMPUTER

Le centre Géant de la Micro-informatique

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. (1) 42.72.26.26

et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03

Sur CFM

de 18 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)

à Lyon (100,3 MHz)

à Bordeaux (101,2 MHz)

à Strasbourg (102,1 MHz)

à Toulouse (88,6 MHz)

MERCREDI 27 NOVEMBRE

Allé « le Monde »

47-20-52-97

préparé par

FRANÇOIS KOCH

Le nouvel âge

du « Monde »

avec MANUEL LUCBERT

président de la Société

des rédacteurs

JEUDI 28 NOVEMBRE

« le Monde » reçoit

JEAN-PIERRE JOCKER

directeur

de la revue « Muses »

avec PHILIPPE BOUCHER

ROLEX
GENÈVE

Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

La collection complète Rolex Oyster, chez:

Aldebert

PARIS: 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine
70, 19 Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot
GENÈVE: 15, La Croisette

rouge baiser

rouge baiser

rouge baiser

rouge baiser

VOUS AVEZ UNE SÉANCE DE RETARD